GUERRES D'AUJOURD'HUI
LES VÉRITÉS QUI DÉRANGENT

PAR MARC-ANTOINE DE MONTCLOS

INGÉRENCES

tchou

Politologue et spécialiste des conflits armés des pays africains anglophones, Marc-Antoine de Montclos est chercheur à l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Il s'intéresse plus particulièrement aux problèmes de violence urbaine, de sécurité, de migration forcée, de réfugiés en Afrique orientale, au Nigeria, en Afrique du Sud... Parmi ses publications, on citera *Diaspora et terrorisme* (Presses de Sciences-Po, 2003), *Villes et violences en Afrique subsaharienne* (Khartala, 2002), *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?* (Complexe, 2001).

GUERRES D'AUJOURD'HUI
LES VÉRITÉS QUI DÉRANGENT

ISBN : 978-2-7107-0756-1
Dépôt légal : 4ᵉ trimestre 2007

GUERRES D'AUJOURD'HUI LES VÉRITÉS QUI DÉRANGENT

PAR MARC-ANTOINE DE MONTCLOS

INGERENCES

tchou

À Paul et aux autres...

INTRODUCTION

Dans les sociétés riches d'un Occident vertueux et pacifié, la guerre paraît de plus en plus anachronique. Elle est fondamentalement l'affaire des autres, explosant brusquement sur les écrans de télévision lorsqu'elle échappe aux champs de bataille afghans et vient malencontreusement percuter des gratte-ciel à New York. Aberrations de « sauvages » dans un tiers-monde à la dérive, les conflits armés ne relèvent plus d'une explication rationnelle. Aux yeux d'une opinion publique sensibilisée au respect des droits de l'homme et aux souffrances d'autrui, la guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, et encore moins un affrontement classique entre États tel qu'avait pu le concevoir Carl von Clausewitz en son temps. La poursuite des guerres, surtout civiles, semble assez incompréhensible, à moins de la mettre sur le compte exclusif du sous-développement des pays du Sud, voire d'une pré-

disposition « naturelle » et « cuturelle » à s'entre-tuer.

L'essai qui suit tend précisément à combattre les lieux communs et les idées reçues en la matière, notamment les explications faciles d'une violence appréhendée en termes de fatalité, de misère, de lutte des classes, de rivalités tribales ou d'atavismes ancestraux. Les pays les plus pauvres ne sont pas forcément les plus belliqueux; d'autre part, les riches suscitent bien des convoitises, qui en font des enjeux militaires. Plus que l'indigence en tant que telle, ce sont les inégalités sociales qui, nourries d'un sentiment de discrimination, attisent les frustrations et les tensions.

Notre intention n'est certes pas de rédiger un énième traité de guerre. Les stratèges proposent déjà des études de conflits fort bien documentées. Et les causes des guerres ont fait l'objet de très nombreuses analyses. L'objectif de ce livre est plutôt de réhabiliter la dimension politique des affrontements du tiers-monde et de souligner la complexité de leurs enjeux. Notre propos se situe à contre-courant des thèses réductrices de Samuel Huntington : en décomposant notre planète en grands ensembles culturels et autant de plaques tectoniques, sa théorie du choc des civilisations présente en effet l'inconvénient de masquer l'extraordinaire hétérogénéité du monde contemporain, et notamment de l'aire islamique.

Au contraire, le présent essai argue que les dynamiques locales l'emportent sur les logiques globales, nous obligeant en permanence à prendre en compte les remaniements d'alliances qui s'opèrent au jour le jour sur le terrain. Comment imaginer que les

Tchétchènes, les Soudanais ou les Colombiens se battent pour les beaux yeux d'une lointaine « princesse » à Washington ou Téhéran ? Les jeunes pillards de Mogadiscio ou les kamikazes de la bande de Gaza ne sont pas de simples pions, prêts à mourir pour défendre les intérêts des actionnaires d'une société minière à Londres, d'un mollah à Médine ou d'une jolie espionne à Moscou. Malgré d'évidents rapports de force économiques en faveur de l'Occident, la détermination des faibles contrecarre bien des présupposés sur les manipulations de ce monde. Le parcours d'Oussama Ben Laden, financé par la CIA pour lutter contre l'Armée rouge en Afghanistan, n'en est qu'un avatar parmi d'autres.

Suivant le principe de l'arroseur arrosé, les trois premiers chapitres de cet ouvrage traitent ainsi des analyses qui insistent démesurément sur le rôle de l'Occident. Le complot planétaire « moderne », en l'occurrence, se nourrit de la théorie de l'impérialisme et de l'exploitation du tiers-monde, qui dénonce des tentatives de recolonisation et doit beaucoup à un sentiment de culpabilité propre aux civilisations judéo-chrétiennes. Évidemment, de telles analyses ont bien autant d'adeptes dans les pays en développement, quoique pour des raisons un peu différentes, qui sont abordées dans les deuxième et troisième chapitres. Le délire obsidional, là, tient à la puissance de la rumeur, à un complexe d'infériorité et à l'opacité de pouvoirs autoritaires, toujours suspectés de diviser pour mieux régner. Le tout s'alimente à trois principales sources : la porosité des frontières, argument qui a nourri la doctrine des

dominos du temps de la guerre froide puis, dans sa version technique et contemporaine, le modèle de la globalisation aujourd'hui ; la permanence de croyances magiques selon lesquelles le pouvoir relève fondamentalement du secret ; la théorie de la dépendance, enfin, dont les leçons économiques sont passées de mode mais dont les présupposés politiques restent bien ancrés.

Explication facile des malheurs du tiers-monde, la désignation d'un bouc émissaire permet alors aux acteurs locaux d'occulter leurs propres responsabilités dans les atrocités commises et l'échec des politiques de développement. Autre « avantage », la crainte d'être manipulé renforce l'emprise de régimes qui profitent de la peur des forces de l'invisible pour maintenir leurs citoyens à l'état de sujets, d'une part, et utilisent l'arme nationaliste ou ethnique pour dresser la population contre un ennemi extérieur, d'autre part. *Last but not least*, la théorie du complot sert à surdimensionner l'intérêt stratégique de pays sans gros enjeux militaires, politiques ou économiques sur la scène mondiale. Occupant une part négligeable du commerce international, l'Afrique subsaharienne, notamment, a perdu la dimension stratégique qu'elle avait pu prendre pendant la guerre froide. Elle en est donc réduite à vendre sa capacité de nuisance en soulignant les divers dangers que ne manquerait pas de présenter un continent laissé à la dérive : repaire de terroristes, relais de la criminalité internationale, vivier de migrants clandestins, réservoir d'épidémies, principal foyer planétaire du sida, etc.

La contrepartie d'un tel discours est de noircir le tableau et de contribuer à marginaliser davantage des régions décidément hors normes, voire hors la loi. Relayée par l'alarmisme et le misérabilisme des humanitaires et des médias occidentaux, la dramatisation outrancière de la situation des pays en développement est si bien admise qu'elle a accouché d'un concept en trompe-l'œil : celui des « nouvelles guerres », étudié dans les quatrième et cinquième chapitres. À l'aune d'un révisionnisme historique qui pratique l'art du raccourci au détriment de l'analyse sur la longue durée, le discours actuel affirme ainsi que les conflits d'aujourd'hui seraient plus nombreux, plus meurtriers, moins militaires et plus sauvages que les affrontements d'antan.

Certes, le déroulement des hostilités a pris de nouvelles formes à cause de la sophistication des armements, du progrès des (télé)communications et de l'urbanisation du tiers-monde, qui est évoquée dans le dernier chapitre. Mais la nature des guerres n'a pas fondamentalement évolué, y compris dans ses excès les plus criminels. Ce qui a surtout changé, c'est la découverte tardive de la force des dynamiques locales, qui ont survécu à la chute du mur de Berlin et qui échappent à la logique d'affrontement des superpuissances. La persistance des conflits du tiers-monde sans l'aide américaine ou soviétique a laissé les analystes perplexes face à leurs contradictions. D'un côté, les Occidentaux ont l'impression de ne pas avoir prise sur des conflits irrationnels. De l'autre, l'interdépendance des mécanismes de lutte politique paraît de plus en plus évidente dans le contexte de la globalisation.

La « grande illusion » se retrouve d'ailleurs lorsqu'on en vient à la question de la prévention des guerres. À en croire les adeptes de la « bonne gouvernance », il faut renforcer la société civile et stimuler le secteur privé pour contrecarrer la dérive autoritaire des régimes du tiers-monde. Mais l'exportation du modèle démocratique des pays riches, censé garantir la stabilité et la paix, s'avère plus difficile que prévu et témoigne souvent d'un complexe de supériorité. Les particularismes locaux, encore une fois, résistent aux généralisations abusives et aux prétentions universalistes des défenseurs des droits de l'homme. Aussi faut-il replacer les efforts de prévention des conflits dans des perspectives réalistes et réalisables, là où les Occidentaux peuvent effectivement tenter d'orienter le cours des événements : la médiation diplomatique, la reconstruction des sociétés ravagées par les affrontements, l'aide à la démobilisation des combattants, la restriction des ventes d'armes.

Les limites de l'influence américaine ou européenne nous ramènent finalement à notre proposition de départ. Dans la conduite des guerres, les logiques de terroir l'emportent sur les interdépendances mondiales. L'hypothèse vaut tout autant pour les pays développés, dont les politiques humanitaires sont conditionnées par les impératifs de la raison d'État. Car si l'objectif était réellement d'en finir avec les guerres, il y a longtemps que l'Occident aurait arrêté d'exporter des armes et ouvert ses frontières aux demandeurs d'asile en train de fuir des régions ravagées par les combats. Mais autant les guérilleros du tiers-monde ne se battent pas pour les beaux yeux

d'une princesse lointaine, autant les habitants de Paris, Texas, ne poussent pas l'altruisme jusqu'à la « mortification économique » en se privant de hamburgers pour nourrir des hordes de miséreux. Même les plus idéalistes n'imaginent pas que l'on puisse entreprendre une guerre nucléaire contre la Russie ou la Chine pour libérer les populations martyres de Tchétchénie ou du Tibet. La globalisation, de ce point de vue, n'empêche pas le « village » de penser d'abord à ses intérêts de proximité.

LE GRAND COMPLOT OCCIDENTAL

Le 9 décembre 1992 débarquaient sur les plages de Mogadiscio des G. I' s américains venus rétablir l'ordre dans un pays déchiré par la guerre. Avec l'approbation des Nations unies, le président George Bush Senior démarrait ainsi l'opération Restore Hope *: « Rendre l'espoir ». Mais l'arrivée de 28 000 soldats américains ne devait pas longtemps déchaîner l'enthousiasme des Somaliens. Ironiquement rebaptisée* Restore Oil *dans un pays sans pétrole, l'opération se heurta bientôt à la résistance passive et active de la population, qui n'était pas dupe du désintéressement « humanitaire » de Washington et qui suspectait le Pentagone de chercher à s'emparer des richesses insoupçonnées d'un sous-sol aride. En ville, les ragots circulèrent vite. Dès le lendemain de l'arrivée des G. I' s, des montagnes entières avaient disparu, subtilisées pendant la nuit : elles auraient recelé des minerais rares, en réalité du sable qui servit à construire*

des dunes artificielles et à remplir les sacs des barricades protégeant les fortins des troupes de l'ONU[1].

Deux années plus tard, le 19 septembre 1994, la rumeur dite « zen » n'était pas plus tendre à l'égard des 21 000 soldats américains venus renverser la dictature militaire au pouvoir à Haïti. Avec les casques bleus de la Minuah (Mission des Nations unies en Haïti) qui prirent le relais l'année suivante, ils ont été accusés de convoiter des matériaux précieux. Coïncidence : une société canadienne venait précisément de reprendre l'exploitation des gravières de Limbé dans le nord du pays, et il n'en fallait pas plus pour alimenter la théorie du complot[2]*. De même qu'on les avait soupçonnés de chercher à piller les épaves archéologiques des fonds marins en Somalie, les Blancs à Haïti ont été suspectés de vouloir mettre la main sur le patrimoine national. Sexe, pouvoir et domination faisant généralement bon ménage, le procès d'intention ne s'est pas arrêté là. Venus profiter du soleil et des filles, les Occidentaux auraient aussi violé des femmes et déchiré leur vagin avec des « préservatifs en dur » (*kapot blende*), tandis qu'en Somalie, ils auraient enlevé des enfants destinés à repeupler le monde industrialisé !*

Il paraît loin, le mythe du bon sauvage et le culte du cargo, lorsque le Blanc « parachuté » dans un environnement lointain et inconnu était accueilli comme un dieu vivant. La colonisation aidant, l'Occidental d'aujourd'hui ne bénéficie plus d'une présomption d'innocence. Dans les situations de confrontations armées, il est d'autant plus suspect que, dorénavant,

la guerre est souvent réduite à une affaire de gros sous où les convoitises des grandes puissances seraient déterminantes. « Derrière tous ces conflits, explique par exemple le président (sénégalais) de la Fédération internationale des droits de l'homme, il y a d'énormes enjeux financiers. Partout où il y a des guerres, il y a l'odeur du pétrole, du diamant, du bois et de toutes ces matières précieuses. Ce sont ces richesses qui aiguisent les appétits des sociétés transnationales, et qui font le malheur des peuples[3]. »

Peu importe, alors, que des pays sans ressources comme la Somalie ou le Rwanda aient pu être ravagés par de sanglants affrontements. À en croire les analyses le plus couramment répandues, les conflits armés du tiers-monde sont à mettre sur le compte de l'impérialisme occidental, du libéralisme triomphant et du capitalisme sauvage. Ils relèvent d'un vaste complot qui vise à empêcher le développement des pays pauvres et à entériner la suprématie du monde industrialisé. Les convictions en la matière sont bien ancrées dans les esprits, du côté des populations tant du Sud que du Nord. Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler parle des « nouveaux maîtres du monde » et compare les banquiers du FMI à des mercenaires[4]. Il n'est pas jusqu'à Pierre Bourdieu qui n'ait évoqué « l'avènement d'une sorte de gouvernement mondial invisible au service des puissances économiques dominantes » : conjuration dont on se demande d'ailleurs comment l'intellectuel a pu la discerner puisque, précisément, elle est invisible.

Plusieurs éléments expliquent le succès de la théo-

rie du grand complot occidental. De façon conjoncturelle depuis la fin de la guerre froide, il y a d'abord le triomphe d'une vision que l'on étudiera plus avant dans le cinquième chapitre et qui tend à dépolitiser les conflits périphériques du tiers-monde en les réduisant à de simples affrontements économiques, voire criminels. Plus fondamentalement encore, la théorie du grand complot occidental se nourrit de la pauvreté indicible des pays en développement face à la richesse du monde industriel. À la prospérité du Nord les démagogues associent bien rapidement l'exploitation des ressources humaines et économiques du Sud par un mystérieux système de vases coulissants selon lequel la misère des uns expliquerait l'opulence des autres. À ce jeu à somme nulle s'ajoute l'histoire d'une colonisation qui, elle, a effectivement conduit à établir des rapports de domination et de répression avec leur cortège d'exactions, de massacres et de travail forcé, voire d'esclavage. Passé colonial et retards de développement alimentent alors le ressentiment et le complexe obsidional à l'égard d'un Occident perçu comme tout-puissant.

La théorie de la « dépendance » : le retour

Le raisonnement s'appuie en l'occurrence sur la théorie dite de la « dépendance », qui a marqué pour longtemps les analyses du tiers-monde. Les Latino-Américains sont parmi les premiers à en avoir posé les fondements en étudiant la dégradation des termes de l'échange, qui voyait les pays du Sud exporter des

matières premières à bas prix et importer des produits manufacturés à forte valeur ajoutée. Au sein des Nations unies, leurs conclusions ont notamment été propagées par la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine), établie à Santiago du Chili en 1948, et son premier secrétaire général jusqu'en 1962, l'économiste argentin Raúl Prebisch. La théorie a connu son apogée au début des années 1970, après la grande vague d'indépendance des pays africains. En Occident, elle a beaucoup séduit les milieux progressistes, en particulier les catholiques proches de la théologie de la libération. Il a fallu attendre le libéralisme triomphant des années 1980 pour que soient remis en cause les travers culpabilisants d'un tiers-mondisme qui exonérait les pays les moins avancés de leurs propres responsabilités dans l'échec des politiques de développement[5]. Au cours des deux décennies suivantes, les explications des difficultés économiques du Sud se sont alors focalisées sur la corruption et la mauvaise gouvernance des États « faibles » ou « défaillants[6] ». Aux « structuralistes » qui déploraient l'injustice des termes de l'échange avec l'Occident se sont opposés les « institutionnalistes » qui insistaient sur les dysfonctionnements des appareils administratifs du tiers-monde et leur incapacité à réguler les conflits pacifiquement[7].

Mais les vieilles idées avaient la vie dure. Une fois évacuées les confrontations idéologiques de la guerre froide, les « dépendantistes » ont continué d'inspirer sous d'autres formes les « altermondialistes » qui dénoncent maintenant la puissance des compagnies multinationales et les effets pervers d'une globalisa-

tion marchande. Aux discours des années 1970 sur la souveraineté alimentaire et l'autosuffisance du tiers-monde a répondu, comme en écho, la thèse des « déconnexionnistes » hostiles à l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial. Quant aux marxistes recyclés dans les affaires et la social-démocratie, ils n'ont pas tous renoncé aux explications d'antan. Des panafricanistes persistent ainsi à penser que les malheurs du continent noir proviennent quasi exclusivement de l'exploitation de ses ressources naturelles et humaines par les puissances coloniales et les multinationales : « Si l'Afrique est ravagée par la pauvreté et confrontée à des problèmes de mauvaise gouvernance aujourd'hui, c'est très largement à cause des interventions étrangères qui, au cours des cinq siècles passés, ont détruit son potentiel de développement. Bien sûr, ce n'est pas la seule raison. Mais c'est la principale. En disconvenir reviendrait à nier l'existence de l'holocauste[8] » (qui, dans une surenchère victimaire avec la Shoah, fait ici référence à la traite transatlantique des esclaves.)

À présent, le débat oppose aussi, d'une certaine manière, les afro-pessimistes aux optimistes convaincus que le sous-développement du continent noir résulte d'abord et avant tout de la domination occidentale. En France, deux livres récents, écrits par des journalistes de la mouvance du *Monde*, rappellent à quel point les visions des uns et des autres peuvent être diamétralement opposées. Axé sur l'analyse des dynamiques locales, le premier évoque les racines intrinsèques du mal africain et en dresse un bilan nécrologique[9]. À partir d'un point de vue plus global,

le second décrit, lui, un continent dominé par « les capitalistes occidentaux qui, les mains au fond des poches, jouent nonchalamment avec les clés du "village planétaire"[10]. »

Les rapports Nord-Sud dans la longue durée

En fait d'exploitation, les historiens nous invitent pourtant à renverser les perspectives ethnocentrées et à reconsidérer les rapports Nord-Sud dans la longue durée. Plusieurs éléments relativisent l'importance du tiers-monde dans le développement de l'Europe. D'abord, le Nord n'a pas toujours été plus riche que le Sud et l'Occident n'a pas la primeur d'une organisation capitaliste de l'économie. En Asie, notamment, des formes de comptabilité rationnelle et de commerce global sont apparues bien avant l'industrialisation de l'Europe[11]. Ensuite, la colonisation n'a pas été aussi profitable qu'on le croit. Surtout, il n'est pas évident que l'Europe ait eu absolument besoin d'empires pour assurer sa croissance économique. Rien n'interdit de penser qu'elle aurait parfaitement pu se développer sans partir à la conquête de terres lointaines; en témoigne la prospérité des pays d'Europe du Nord ou de la Confédération helvétique qui n'ont pas de passé colonial.

Pendant longtemps, la Chine a été plus riche que le Vieux Continent, peut-être jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, tandis que le monde arabe du XIIIe siècle était mieux armé sur le plan technologique[12]. Une telle chronologie fait dire à certains que le décollage

économique de l'Europe au XIXe siècle aurait moins tenu aux découvertes scientifiques de la révolution industrielle qu'à l'exploitation coloniale du tiers-monde[13]. Mais des recherches plus récentes montrent qu'en réalité, la lente ascension du Vieux Continent a démarré au XIe siècle et consacré dès le XVe siècle une avance irrémédiable par rapport au reste du monde[14]. De ce point de vue, les fantasmes sur le potentiel économique des pays du Sud ne doivent pas dissimuler que la colonisation fut, pour beaucoup, une question de prestige qui, défendue par une poignée d'explorateurs, de militaires et de missionnaires, a peu mobilisé les industriels et les opinions publiques occidentales. La grande majorité des habitants des nations conquérantes ne se sentait guère concernée par une telle entreprise.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, par exemple, les Britanniques s'intéressaient si peu à leurs possessions outre-mer qu'à Westminster, le Parlement consacrait à peine 15 % de son temps aux affaires coloniales. L'Empire ne comptait qu'un demi-million d'expatriés pour une population de 35 millions d'habitants en Grande-Bretagne et en Irlande en 1881. À cela s'ajoutaient certes quelque 4 millions d'émigrants qui allèrent définitivement s'installer outre-mer, essentiellement au Canada et en Australie. Mais ces colons n'étaient pas (ou plus) des expatriés : ils firent d'ailleurs preuve à l'égard des autochtones d'une brutalité que la métropole eut toutes les peines du monde à contrôler et, à l'instar des Américains aux États-Unis, ils devaient bientôt demander leur indépendance dans les dominions, en Afrique du

Sud, en Rhodésie... Quant aux Britanniques, après la Seconde Guerre mondiale, ils ne s'affligèrent guère de la perte d'un Empire garantissant pourtant leur statut de puissance moyenne face à l'URSS et aux États-Unis. Dès 1939, un sondage montrait qu'une majorité d'entre eux était favorable à une indépendance progressive de l'Inde. En 1948 encore, la moitié des Britanniques étaient incapables de nommer une seule de leurs colonies[15].

Assurément, l'aventure coloniale n'a pas été guidée seulement par des considérations mercantiles[16]. Poussée par une poignée de lobbies chevronnés, notamment militaires et missionnaires, elle était loin de répondre aux logiques de profit d'un capitalisme trop à l'étroit sur le continent européen. Ainsi, écrivait Raymond Aron, « les surplus de capitaux n'ont été la cause directe ni des conquêtes coloniales, ni de la guerre de 1914. Pourquoi la France aurait-elle conquis l'Afrique du Nord ou l'Afrique noire à cause des surplus de capitaux puisqu'elle ne les y plaçait pas[17] ? » Aujourd'hui, les déterminants économiques de l'aventure coloniale mériteraient certainement d'être reconsidérés. Initialement, le roi Léopold II de Belgique ne savait pas qu'il trouverait du caoutchouc et des richesses minières au Congo. De même, la France de Louis-Philippe en 1830 ne pouvait pas se douter qu'en Algérie, elle allait mettre la main sur des gisements pétroliers dont l'exploitation industrielle a commencé dans les années 1950. Les avantages économiques ont en fait servi à justifier *a posteriori* la conquête coloniale de la Tunisie en 1881. Pour autant, l'Afrique française ne devait pas offrir les ressources espérées et ses

matières premières n'ont jamais été indispensables à la croissance industrielle de l'Hexagone. Pour la plus grande part, la métropole se fournissait à l'étranger et, du fait des limites de la marine nationale, son Empire ne lui procura que 6 des 176 millions de tonnes de marchandises importées pendant la Première Guerre mondiale, par exemple[18]. Seuls deux produits en provenance des colonies, les phosphates et le caoutchouc, ont assuré entre le tiers et la moitié des approvisionnements de la France suivant les années[19].

La colonisation de l'Afrique a surtout été profitable pour les milieux d'affaires qui ont bénéficié des infrastructures financées par la métropole. Le retour sur investissement a été bien moindre, voire négatif pour les pouvoirs publics qui, dans le cas français, ont payé plus des deux tiers des travaux de mise en valeur des colonies[20]. Les déficits n'ont même pas épargné les territoires de l'Empire britannique, pourtant considérés comme les plus rentables du fait du principe d'autosuffisance financière qui les obligeait à subvenir à leurs propres besoins. À l'exception de la Royal Niger Company au Nigeria, les compagnies à chartes de l'Afrique orientale et australe anglaise ont fonctionné à perte et n'ont pas rapporté de dividendes à leurs actionnaires[21]. D'une manière générale, la part de l'Empire dans le commerce extérieur britannique n'a pas été aussi cruciale qu'on a bien voulu le croire : un quart en 1850, un tiers en 1900...

De même, en ce qui concerne l'économie portugaise, les comptoirs d'Afrique n'ont jamais eu l'importance qu'a pu avoir le Brésil. À la fin du XIXe siècle, Lisbonne a dû se décider à faire les frais d'une

conquête de l'intérieur du continent noir pour défendre ses droits historiques face aux appétits rivaux des grandes puissances impérialistes du moment, à savoir l'Allemagne, l'Angleterre et la France, qui exigeaient une occupation effective des territoires convoités. Les colonies portugaises d'Afrique ont longtemps été déficitaires et n'ont présenté un réel intérêt économique qu'à la fin des années 1950, au moment même où leur indépendance commençait à apparaître inéluctable !

Quant à l'Afrique française, on estime souvent que, sur le long terme, elle a plus coûté qu'elle n'a rapporté. *Grosso modo*, la métropole vendait à son Empire des biens assez rudimentaires à des prix supérieurs à ceux du marché. Mais, pour préserver la paix sociale, il lui arrivait aussi d'y acheter plus cher les matières premières et les denrées alimentaires destinées à sa consommation intérieure. Quand bien même elle parvenait à régler en monnaie dépréciée les importations en provenance des territoires d'outre-mer, ses excédents commerciaux étaient annulés par les déficits que ses colonies entretenaient avec les pays étrangers. Le repli de la métropole sur des marchés protégés a pu retarder la modernisation d'un appareil de production peu compétitif. À l'instar de la Hollande dont la croissance économique a connu un bond spectaculaire après l'indépendance de l'Indonésie en 1949, la France des Trente Glorieuses n'a pas pâti de la décolonisation de l'Afrique en 1960. Au contraire, la perte de l'Empire a été l'occasion de se débarrasser d'une charge financière que les guerres coloniales avaient encore alourdie.

Les différences liées aux modes de colonisation n'altèrent pas fondamentalement ce constat. Britanniques, Français, Portugais, Espagnols, Italiens et Allemands se sont tous heurtés à des obstacles physiques, culturels et politiques qui les ont empêchés de tirer pleinement parti des ressources du continent noir. Les entrepreneurs coloniaux, notamment, se sont beaucoup plaints du manque de productivité de la main-d'œuvre et de la difficulté à insérer les Africains dans des économies de marché naissantes. Concernant l'agriculture, des chercheurs ont relevé des coûts exorbitants jusque dans les régimes de travaux forcés, qui équivalaient quasiment à de l'esclavage, par exemple sur les plantations de Saõ Tomé[22]. Quant à l'industrie, elle était encore moins compétitive. À la différence de l'Asie, il est significatif que l'Afrique coloniale n'ait jamais exporté de produits manufacturés. Pour certains, la faute en revient aux impérialistes qui auraient voulu empêcher l'émergence d'un capitalisme indigène susceptible de les concurrencer. Mais l'Afrique post-indépendance n'a pas plus fait ses preuves en la matière. Au contraire, sa part dans le commerce mondial a paradoxalement diminué à mesure que le continent s'insérait dans une économie mondiale[23].

Une colonisation de surface

L'échec de l'Afrique à se développer ne se réduit assurément pas à la faute coloniale. Il doit beaucoup aux caractéristiques des économies rentières qui exis-

taient dès avant l'arrivée des Européens et les débuts de la traite transatlantique. Par la suite, les tentatives d'exploitation capitaliste du continent ont plutôt mis en évidence des complicités locales dont les compromissions renvoient dos à dos les racistes qui croient à la passivité des Noirs et les nationalistes africains qui magnifient la résistance des chefs traditionnels à la mainmise des Blancs. Dans bien des cas, les élites du cru ont profité des opportunités de la colonisation pour s'enrichir et asseoir leur domination sur le pays profond. Très vite, elles ont préféré collaborer avec les Européens et renoncé à combattre des armées mieux équipées. En témoigne l'extraordinaire disproportion entre les forces coloniales en présence et les masses administrées. La Grande-Bretagne, notamment, disposait d'une marine puissante mais pas d'une armée de conscription à la française[24]. Sa présence effective s'est souvent limitée à l'occupation de comptoirs maritimes. Des pays immenses tels que le Nigeria ou le Soudan ont été tenus par une poignée de militaires qui, au vu de leur infériorité numérique, auraient facilement été débordés en cas de soulèvement.

Pour autant, cela ne signifie pas que les Africains se soient simplement laissé faire. Outre quelques hauts faits d'armes qui ont marqué l'épopée coloniale avec la défaite des Britanniques contre les Zoulous à la bataille d'Isandhlawana en 1879, l'insurrection mahdiste de 1881 au Soudan ou la débandade des Italiens face au négus éthiopien à Adoua en 1896, les élites locales ont su s'imposer comme des interlocuteurs incontournables et donc détenteurs d'un réel pouvoir,

à l'image de l'interprète Wangrin du roman de Hampaté Bâ, qui manipulait tout autant l'administrateur européen que ses propres frères africains[25].

Même au plus bas de l'échelle sociale, les paysans « damnés de la terre » ont souvent réussi à échapper par divers moyens, y compris la fuite, aux tentatives de réquisition ou d'introduction du travail salarié dans des économies de plantation. Afin de recruter une main-d'œuvre rurale et de percevoir l'impôt, le colonisateur avait utilisé le relais des autorités coutumières, quitte à nommer des roitelets ou des sultans fabriqués pour les besoins de la cause dans des sociétés acéphales qui, précisément, n'avaient pas de chefs. Mais la manœuvre ne devait pas porter ses fruits. Le colonisateur ne parvint ni à mettre « l'indigène » au travail ni à créer un capitalisme africain. Après avoir établi des chefferies plus ou moins artificielles, il a alors prétendu avoir voulu préserver les sociétés traditionnelles qu'il avait en réalité contribué à bouleverser[26].

Qu'on l'explique par la résistance culturelle des Africains ou leur habileté à détourner la modernité occidentale, l'incapacité des Européens à aiguiller le continent noir sur la voie du développement capitaliste suscite l'interrogation sur la nature de l'exploitation du Sud par le Nord. De fait, la colonisation a, pour beaucoup, été une affaire de négociations sur la base de consentements mutuels et d'intérêts bien compris. Sur d'autres continents, de la Chine à la Porte ottomane, les Européens avaient plutôt cherché à freiner la décomposition des empires malades. S'ils ont divisé l'Afrique pour mieux régner, c'est d'abord

et avant tout parce que les sociétés locales n'ont pas réussi à s'unir et qu'à défaut d'être représentatifs, leurs chefs étaient prêts à coopérer avec le pouvoir colonial. Ces derniers ont en l'occurrence assuré l'interface avec le pays profond, réconciliant d'une certaine manière les vues des « conservateurs » et des « progressistes », à savoir les théoriciens de la « collaboration », qui insistaient sur la profonde complicité des chefferies africaines avec les Européens, et les « dépendantistes », qui mettaient les maux du tiers-monde sur le compte de son exploitation par les puissances impérialistes et leurs alliés en la place.

La foire aux illusions

La théorie de la dépendance peut parfaitement se lire à rebours de ce point de vue. Si l'on veut croire que l'Europe avait absolument besoin de ses empires pour assurer sa croissance économique et son ravitaillement en matières premières, alors il convient aussi d'envisager la vulnérabilité d'un Vieux Continent placé à la merci de ses colonies, quitte à en subir de plein fouet les efforts de résistance passive ou active. Le constat est particulièrement évident en ce qui concerne les minerais dont l'Afrique subsaharienne détient une part majoritaire ou un quasi-monopole dans le monde, à savoir le platine, le manganèse, le molybdène, le chrome, le cobalt et le coltan (colombo-tantale), l'Occident étant particulièrement dépendant de ces trois derniers[27]. Après la décolonisation, les interdépendances économiques ont en réalité donné un pouvoir

de blocage aux pays du Sud. De l'Amérique latine au monde arabe, les industries d'extraction ont parfois été nationalisées. La crise économique de 1973 a quant à elle démontré que les pays pétroliers pouvaient s'organiser pour contingenter les exportations de brut et faire monter les prix. À défaut, les troubles du continent noir après 1960 ont entravé la production, perturbé l'offre de matières premières et pénalisé les importateurs.

Concrètement, l'Afrique subsaharienne a démenti les analyses « dépendantistes » sur trois points au moins. Le premier concerne l'élite occidentalisée que les Latino-Américains désignent sous le nom de bourgeoisie *compradore*. Les marxistes y ont vu une classe sociale au service du capitalisme mondial alors qu'il s'agissait d'une « kleptocratie » corrompue et prédatrice qui, loin d'obéir à la logique d'une économie de marché, dilapidait le profit et ne le réinvestissait pas dans des activités productrices. De surcroît, il ne venait pas à l'idée que les faibles pouvaient eux aussi manipuler les forts. Assujetties aux puissances impérialistes, les élites locales étaient censées subir sans réagir les aléas des cours mondiaux des matières premières sur lesquels elles n'avaient pas prise.

Autre erreur, les « dépendantistes » ont souvent laissé entendre que plus un pays avait été exploité économiquement, plus il avait été dominé politiquement. Or la colonisation au moindre coût des Britanniques, l'*indirect rule*, s'est avérée plus rentable que l'administration directe des Français et n'en a pas moins produit des formes de gouvernement autonome qui, très tôt, ont conduit les « indigènes »

à prendre en main leur destin. À l'exception des colonies de peuplement en Afrique australe et orientale, l'Afrique anglophone était, à l'indépendance, beaucoup plus affranchie de la métropole que son pendant francophone, qui allait devenir le pré carré du gaullisme.

Enfin et surtout, l'illusion des « dépendantistes » a été de surdéterminer l'intérêt stratégique et économique du continent noir. Sur la scène mondiale, l'Afrique subsaharienne représente environ un quart des 191 États admis à l'ONU et constitue un enjeu politique qui est relativement important mais sûrement pas crucial. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a acquis une indéniable valeur car l'Asie occupée par le Japon ne pouvait plus fournir toutes les matières premières nécessaires à l'industrie de la défense des Alliés. Du temps de la guerre froide, l'Afrique noire a ensuite été convoitée par chacune des grandes puissances. Et à l'heure de la lutte contre le terrorisme, la capacité de nuisance d'un continent à la dérive, tant sur le plan économique que politique, inquiète les stratèges et les incite à rester vigilants, voire à occuper le terrain dans les États voyous ou défaillants, du Soudan à la Somalie en passant par le Congo-Kinshasa.

Comparée à l'Asie et aux pays arabes producteurs de pétrole, l'Afrique subsaharienne n'est cependant pas, ou plus, un enjeu majeur pour les grandes puissances économiques, y compris les anciens colonisateurs. Depuis 1992, par exemple, la France est devenue le premier investisseur en Afrique avant les États-Unis et la Grande-Bretagne. Dans le même

temps, les capitaux engagés en Afrique francophone ne représentent plus qu'une infime partie de ses investissements dans le monde, contre près de la moitié avant le premier choc pétrolier de 1973. On peut ainsi s'étonner de la vision des Africains qui s'imaginent être au centre d'un grand complot mondial visant à mettre la main sur les ressources de leur sous-sol. En réalité, le continent noir n'attire plus autant qu'avant. Toutes proportions gardées, son marché est devenu dérisoire en termes de débouchés commerciaux[28]. Sa survalorisation stratégique ne correspond sûrement pas à l'image tout aussi communément admise d'un continent « perdu » qui, à la remorque de la croissance mondiale, paraît s'écarter irrémédiablement des schémas de développement classiques.

Des jeux d'influence après la guerre froide

Les Occidentaux, il est vrai, ont eux-mêmes contribué à cette représentation exagérée des convoitises que suscitait l'Afrique. Du temps de la guerre froide, les conflits du continent avaient été compris à l'aune des rivalités Est-Ouest. Après la chute du mur de Berlin, les observateurs ont recentré leurs analyses sur la compétition franco-américaine. En effet, l'effondrement de l'URSS a donné l'occasion aux États-Unis d'étendre leur aire d'influence en direction du pré carré africain francophone. Poussé dans ses retranchements, Paris a alors joué la « carte du vide » jusqu'à l'absurde, s'empressant de façon assez systématique

d'aller soutenir les régimes anglophones avec qui Washington venait de rompre. Au cours des années 1990, la France s'est ainsi retrouvée à appuyer les pires dictateurs du moment, notamment les généraux Sanni Abacha au Nigeria et Omar al Bachir au Soudan.

Abritant Oussama Ben Laden et le célèbre terroriste Carlos, la junte islamiste au pouvoir à Khartoum était en l'occurrence accusée par Washington d'avoir fomenté des attentats en 1998 contre l'ambassade américaine au Kenya et en 1995 contre le principal allié des États-Unis dans le monde arabe, à savoir le président égyptien Hosni Moubarak. Les militaires nigérians, eux, étaient poursuivis par la vindicte des lobbies noirs américains depuis qu'ils avaient annulé le résultat des élections présidentielles de 1993 et emprisonné le vainqueur du scrutin. Mais les exactions de Sanni Abacha dans le delta du Niger ou d'Omar al Bashir dans le sud du Soudan ne devaient pas gêner outre mesure la diplomatie française. Par opposition à Washington, Paris a soutenu leurs régimes face aux menaces d'embargo de la communauté internationale. Au Nigeria, notamment, la France a continué de vendre officiellement des armes et a été le seul membre de l'Union européenne à maintenir en poste un attaché militaire, certes sans uniforme, pour plus de discrétion[29].

Résultat, un bon nombre de guerres africaines des années 1990 ont été interprétées comme le prolongement des rivalités franco-américaines. Dans le cas du Liberia anglophone, Paris a été soupçonné de jouer la carte des Ivoiriens et des Burkinabés fran-

cophones aux côtés des rebelles de Charles Taylor contre les Nigérians venus défendre la capitale avec l'appui (contre nature) des États-Unis. Au Rwanda, ancienne colonie belge, la France a soutenu jusqu'au bout un régime francophone à dominante hutue contre les assauts d'une guérilla essentiellement tutsie venue de l'Ouganda anglophone et conseillée par les Américains. La lecture du drame rwandais a largement dépossédé les acteurs locaux de la violence en insistant sur les complicités actives et passives de la communauté internationale au moment du génocide. Certains, telle la journaliste belge Colette Braeckman, sont même allés jusqu'à voir dans l'affrontement entre Hutus et Tutsis une transposition du conflit entre Wallons et Flamands[30] !

Les Africains ne sont ainsi pas seuls à replacer leur violence dans une perspective globale qui fait la part belle à la théorie du grand complot international. Les Occidentaux aussi croient à la « main invisible ». Il leur est difficile d'admettre que des événements importants puissent être le fait d'actes isolés. Dans cette optique, les personnalités politiques ne sont jamais assassinées par des déséquilibrés mais par des mafias, des services secrets, des groupes religieux, des lobbies marchands ou des partis, à l'instar de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo le 28 juin 1914 ou du président John Fitzgerald Kennedy à Dallas le 22 novembre 1963. L'incendie du Reichstag à Berlin le 27 février 1933 est révélateur. À l'époque, les nazis avaient accusé la Troisième Internationale d'avoir voulu susciter des troubles pour déclencher un soulèvement général. Les communistes,

eux, avaient mis l'événement sur le compte des hommes d'Adolf Hitler en vue de justifier la répression de l'opposition et la mise en place de mesures d'exception. Il a fallu attendre plus de soixante ans pour éclaircir le cas du pyromane qui avait en l'occurrence agi de sa propre initiative : Marinus Van der Lubbe, un Hollandais exclu des Jeunesses communistes en 1929...

Entre-temps, la guerre froide avait largement exacerbé les tendances paranoïaques des uns et des autres. Les anti-communistes primaires, notamment, voyaient l'œil de Moscou partout et ont surestimé la menace d'une invasion soviétique ; après la chute du mur de Berlin, on s'est rendu compte qu'ils avaient beaucoup exagéré la capacité opérationnelle des armées du bloc de Varsovie. Récemment encore, les attentats du 11 septembre 2001 à New York ont donné lieu à des interprétations délirantes. Des Arabes y ont vu un complot sioniste du Mossad pour discréditer l'islam. À meilleure preuve, aucun Juif n'était venu travailler dans les Twin Towers ce jour-là. Le Français Thierry Meyssan, lui, est allé jusqu'à nier la réalité de l'attentat contre le Pentagone[31]. Un tel négationnisme, qui lui aurait sûrement valu un procès en d'autres circonstances, s'est nourri des incohérences qui ressortaient du recoupement des témoignages livrés par des médias évidemment complices, achetés par la Maison-Blanche. Le raisonnement est connu : « Si on nous cache quelque chose, c'est que tout est faux[32]. »

Des complots sans Juifs ni francs-maçons

D'une certaine manière, les peuples du Sud ne pensent pas autrement lorsqu'ils s'adonnent à la théorie du grand complot et mettent leurs maux et leurs guerres sur le compte de quelque force invisible. La différence est que leur discours prend des formes assez diverses suivant les contextes culturels et historiques. Le complexe obsidional des Occidentaux puise ses références dans la crainte de la franc-maçonnerie, le mythe du Juif errant, le complot permanent de l'Internationale communiste (avec sa variante islamiste) et le thème de la cinquième colonne, aujourd'hui décliné en termes d'immigration clandestine. En Europe, notamment, le pouvoir a toujours cherché des boucs émissaires pour justifier ses échecs. Dans le climat de disette des quatre premières années de la Révolution française, par exemple, les autorités ont nourri le peuple parisien avec des « complots de subsistance ». Les affameurs et les accapareurs ont été désignés à la vindicte populaire pour soulager les estomacs vides et maintenir l'ordre public alors que les problèmes de ravitaillement attisaient les sentiments d'injustice, de privation et d'inégalité régionale[33]. Par la suite, de tels procédés ne devaient rien perdre de leur actualité. Deux siècles plus tard, le régime de Slobodan Milosevic, soumis aux sanctions économiques de la communauté internationale, imputait ainsi la crise yougoslave à une vaste conspiration maçonnique, catholique ou musulmane.

À l'évidence, cependant, le grand complot judéo-maçonnique fonctionne moins bien dans les régions

où il n'y a ni Juifs ni francs-maçons. L'Afrique subsaharienne est caractéristique à cet égard. Hormis quelques loges au Gabon et au Liberia, elle ne compte quasiment pas de francs-maçons. Quant aux communautés juives qui existent en Afrique du Sud et en Éthiopie, elles sont fort restreintes. Les plus connues et étudiées sont les « émigrés » falashas des hauts plateaux d'Abyssinie, qui appartiennent à un rameau de la diaspora juive et dont 43 000 membres furent évacués vers Israël dans le cadre des spectaculaires opérations Moïse et Salomon, entre 1984 et 1991[34]. Ailleurs, en revanche, la judaïté des Yibir de Somalie ou des Lemba de Zambie est contestée car elle repose sur de simples similitudes en matière de rites religieux et d'interdits alimentaires[35]. Ces exceptions sont de toute façon très insuffisantes pour fabriquer un mythe du Juif errant, laissant à une poignée d'islamistes le soin de dénoncer les complots sionistes.

De l'autre côté de l'Atlantique, ce sont plutôt les Afro-Américains qui ont développé un sentiment antisémite[36]. Des descendants d'esclaves ont en effet pu se convertir à l'islam en réaction au rôle de la chrétienté dans la traite transatlantique puis la colonisation. Des Afro-Américains comme Malcolm X, le leader des Black Muslims, et Louis Farrakhan, le chef de Nation of Islam, ont même fait de la religion musulmane un combat politique et un marqueur identitaire. Secte fondée en 1913, Nation of Islam, en particulier, a pris des positions très nettement antisémites. Lors de ses visites « officielles » dans les républiques islamiques du Soudan et de Libye, Louis Farrakhan est allé jusqu'à nier les réalités de la traite

musulmane, « fabrication » médiatique du lobby judéo-chrétien ! Il a au contraire accusé les Juifs d'avoir financé la traite transatlantique, affabulations qu'une publication du département d'études noires de l'université de la ville de New York devait d'ailleurs reprendre à son compte en 1991[37].

De fait, la « communauté de souffrance » de la diaspora noire, issue du traumatisme de l'esclavage, n'a pas rapproché les Afro-Américains des Juifs victimes de la Shoah. Chacun a revendiqué « son » crime contre l'humanité sans mélanger les genres. Pour certains intellectuels noirs, cette mésentente s'explique d'abord par le contexte historique de la ségrégation raciale aux États-Unis, où l'on a valorisé la souffrance des uns et condamné la violence des autres. « Le Juif est un Blanc, et quand les Blancs se dressent contre l'oppression, ils deviennent des héros. Mais quand les Noirs se rebellent, ils retournent à leur sauvagerie primitive. L'insurrection du ghetto de Varsovie n'a pas été considérée comme une émeute, ses participants n'ont pas fait figure de voyous : les jeunes de Watts et de Harlem en sont parfaitement conscients, ce qui contribue assurément à leur attitude envers les Juifs[38]. »

L'étranger bouc émissaire

La différence, en Afrique subsaharienne, est que Juifs et Noirs ne sont pas en compétition. L'absence de communauté juive a tout simplement éliminé la possibilité d'invoquer l'existence d'un complot sioniste,

réduit au soutien qu'Israël a pu ponctuellement apporter à des mouvements rebelles au Biafra ou dans le sud du Soudan. En général, on a plutôt stigmatisé des groupes marchands dont la réussite économique suscitait l'envie. Deux phénomènes se sont conjugués à cet égard : le rejet xénophobe de minorités allogènes, d'une part, et l'importation des représentations européennes du Juif avare, d'autre part, qui ont pu s'appliquer aux tribus locales. Dans le premier cas, Libanais, Indiens et Métis ont souvent servi de boucs émissaires. Auxiliaires de la colonisation ou grands commerçants, ils ont été accusés de fraude fiscale et fréquemment tenus pour responsables des échecs économiques de leur pays d'accueil. On a encore en mémoire l'expulsion massive des Indiens d'Ouganda par le régime d'Idi Amin Dada en 1972. En Côte-d'Ivoire, avant que la vindicte populaire ne se retourne contre les immigrés d'origine burkinabé, les « Levantins » ont également été l'objet d'attaques en règle. Quant aux Métis insulaires du Cap-Vert, leur « créolité » est pour beaucoup à l'origine de la rupture avec les continentaux de la Guinée-Bissau en 1980, tandis que l'opposition entre les Afro-Américains de la côte et les indigènes de l'hinterland a structuré le conflit qui devait enflammer le Liberia par un coup d'État cette année-là.

Le caractère allogène d'une minorité ne suffit certes pas à expliquer sa stigmatisation. Les plus grosses communautés libanaise et indienne d'Afrique de l'Ouest, par exemple, se trouvent au Nigeria, où elles sont en quelque sorte « noyées » dans la masse du pays le plus peuplé du continent. Quelque 30 000 Libanais et à

peu près autant d'Indiens ne pèsent pas lourd face à une grosse centaine de millions de Nigérians noirs. Malgré ou à cause de la récession, leurs lobbies n'en sont pas moins efficaces et les ont protégés de l'expulsion *manu militari* de centaines de milliers d'immigrés africains en 1983, puis 1985. Afin de défendre leurs intérêts, les Libanais, notamment, se sont constitués en associations dans des villes comme Kano, Lagos et Calabar, où une Ligue des étrangers avait fait son apparition dès les années 1920. Leurs industriels, qui plus est, ont souvent été en affaires avec les militaires véreux qui se sont succédé au pouvoir après l'indépendance et qui avaient besoin d'intermédiaires discrets pour placer le fruit de leurs rapines sur les marchés financiers internationaux.

Évidemment, les protections politiques de régimes autoritaires ne soustraient pas toujours les minorités allogènes à la fureur populaire, bien au contraire. Même s'ils n'étaient pas leur cible principale, des manifestants ont pu profiter des émeutes de Nairobi, au Kenya, en 1982, ou de Durban, en Afrique du Sud, en 1985 pour piller les riches commerçants indiens. Leurs motivations économiques n'étaient pas très éloignées des pogroms de la Russie tsariste où le massacre des créanciers juifs revenait à apurer ses dettes. Il est significatif, de ce point de vue, que le continent noir ait fini par produire ses propres Juifs africains à partir des stéréotypes ethniques introduits par l'anthropologie coloniale et repris par les politiciens locaux. Les Ibos du Nigeria, les Bamilékés du Cameroun et les Kikuyus du Kenya, pour n'en citer que quelques-uns, sont régulièrement vilipendés

comme tels. Excellents commerçants, ils ont tous en commun d'avoir le sens des affaires et un rapport étroit à l'argent.

Les Ibos chrétiens du sud-est du Nigeria, en particulier, ont davantage saisi les opportunités de la colonisation que les Haoussas musulmans du nord. Mieux éduqués, plus occidentalisés, ils devaient dominer la fonction publique à l'indépendance et susciter bien des jalousies[39]. Lors des pogroms de 1966 qui débouchèrent sur la guerre du Biafra, les commerçants ibos établis dans le Nord musulman ont été attaqués avec d'autant plus de virulence qu'ils prêtaient de l'argent avec des taux d'intérêt en dépit des interdits coraniques prohibant l'usure. Les violences ont permis aux débiteurs d'éliminer leurs créanciers et exacerbé tous les clichés sur les Ibos individualistes, industrieux, pingres et égoïstes. Une blague populaire dévoilait ainsi le sens caché des trois lettres du mot ibo : *I Before Others*, c'est-à-dire « moi avant les autres ».

Le plus étonnant est que les Ibos eux-mêmes ont repris à leur compte les stéréotypes sur le Juif et développé un fort courant de sympathie à l'égard d'Israël. Encerclés par un ennemi supérieur en nombre pendant la guerre de sécession du Biafra entre 1967 et 1970, ils ont identifié leur lutte à celle des Juifs contre les Arabes... et de David contre Goliath. Sous l'influence des missionnaires et de la Bible, les Ibos ne sont d'ailleurs pas seuls en Afrique à s'être reconnus dans l'exode de Moïse et à s'être présentés comme une des tribus perdues d'Israël. Chez leurs voisins ibibios et efiks qui se disputaient la région de Calabar,

les historiens locaux ont revendiqué des origines qui juives, qui palestiniennes, selon qu'ils appartenaient à l'une des deux communautés en lice, quitte à se définir par opposition à l'autre et à replacer les querelles locales dans le contexte du conflit israélo-palestinien.

Dans la plupart des cas, la référence à la tribu perdue d'Israël relève surtout d'une construction politique. De tels phénomènes, qui signalent l'importance de la religion dans les enjeux de pouvoir, projettent alors les antagonismes locaux dans une perspective mondiale qui les grandit et les sanctifie à l'aune d'un conflit palestinien avec lequel ils n'ont pourtant rien à voir. Avant de perdre les élections de 2002, le président autocrate du Kenya, Daniel Arap Moi, se voyait ainsi en patriarche biblique à l'image de Moïse, berger conduisant le bâton à la main son peuple de pasteurs, en l'occurrence les Kalenjin. Ses opposants, eux, le comparaient au contraire à Satan ; les pentecôtistes, en particulier, assimilaient son sceptre à un serpent, tant et si bien qu'il a fallu retirer de la circulation des billets de banque frappés à l'effigie du président avec un emblème compromettant...

LE COMPLEXE OBSIDIONAL DU TIERS-MONDE

Kaduna est la capitale du Nord musulman du Nigeria et elle compte une importante minorité chrétienne originaire du Sud, notamment des Ibos. En février puis mai 2000, de sanglants affrontements religieux y ont fait des milliers de morts lorsque le gouvernement régional a voulu étendre le domaine d'application pénal de la loi coranique, la charia. Dans les quartiers populaires, chacun a sa version des émeutes, mais tous font référence à une intervention extérieure qui aurait déclenché les troubles. Côté chrétien, la rumeur veut que, la veille des événements, on ait assisté à une noria de camions arrivés du Nord sahélien avec des mercenaires musulmans. Les attaques auraient été planifiées et parfaitement synchronisées puisque le gouverneur musulman de l'État de Kaduna était opportunément parti en voyage et que la responsabilité de la gestion de la crise est retombée sur son adjoint chrétien. Côté musulman, on raconte égale-

ment avoir vu des combattants chrétiens habillés en blanc et descendus du ciel comme des « anges » en parachute. Là aussi, aucune coïncidence n'est le fruit du hasard et tout mouvement de la classe politique est interprété dans un sens défavorable. L'ancien leader ibo de la sécession biafraise, Odumegwu Ojukwu, était en l'occurrence à Kaduna juste avant les manifestations de chrétiens et sa présence aurait incité les populations originaires du Sud à s'opposer par la violence à la réforme de la charia.

Qu'elles proviennent de la rue ou des campus universitaires, les théories « conspirationnistes » s'appuient souvent sur l'hypothèse d'une manipulation des masses ignorantes par des élites machiavéliques. Au Nigeria, des intellectuels d'inspiration marxiste analysent ainsi les affrontements d'apparence religieuse comme le résultat des compétitions économiques qui opposent des groupes d'intérêts musulmans ou chrétiens[1]. Certains voient notamment dans l'agitation des islamistes la volonté de mobiliser la population pour gêner l'establishment et négocier sa part de prébendes auprès des autorités étatiques. D'autres constatent pourtant que les mouvements les plus extrémistes recrutent précisément parmi les milieux étudiants qui sont censés avoir développé une conscience politique supérieure à la moyenne et réfractaire, en tout cas, aux tentatives de manipulation[2]. Selon eux, les dynamiques « par le bas » s'avèrent aussi importantes que celles « par le haut ». Le débat est loin d'être clos à ce sujet et oblige en premier lieu à étudier les registres d'expression de la théorie du complot.

Les analyses « conspirationnistes » mettent en évidence plusieurs points saillants : l'élément religieux, d'abord, qui façonne les représentations symboliques du camp adverse et fournit des réponses à des questions inexpliquées ; l'ignorance de l'autre, ensuite, qui exacerbe les sentiments xénophobes ; la structure opaque du pouvoir politique, enfin, qui alimente la culture du secret. Chacun de ces registres connaît évidemment d'importantes variantes suivant les situations. Le thème de la « cinquième colonne » est un des plus prisés qui soient. Ainsi, au Nigeria, les émeutes sont souvent mises sur le compte d'étrangers, qui servent de boucs émissaires[3]. À Kano, autre grande cité musulmane du nord du pays, les politiciens locaux soulignent par exemple que 20 % des personnes arrêtées en décembre 1980 lors de l'insurrection du prophète Maitatsine étaient des immigrés, pour la plupart d'entre eux originaires de la république du Niger[4]. En décembre 1994, encore, les troubles islamistes devant la prison de Kano étaient imputés à des étrangers en provenance des pays sahéliens de la région[5]. À Kaduna, la différence est qu'il n'existait pas de ghettos pour les chrétiens venus du sud. Les habitants vivaient relativement mélangés dans les mêmes quartiers, quelles que soient leurs appartenances confessionnelles. Les affrontements de février et mai 2000 ne venaient donc pas fondamentalement d'une méconnaissance de l'autre, mais plutôt de la montée des antagonismes entre des voisins en compétition pour le contrôle politique de la ville et de ses ressources économiques.

L'importance de la religion

De l'Asie à l'Amérique latine, la religion marque indéniablement l'analyse endogène des conflits. Dans des contextes africains où les superstitions et les croyances en la sorcellerie restent prégnantes, l'explosion de violence, notamment, fait souvent figure de sanction divine. Non sans paradoxe, la guerre devient alors une bénédiction et une malédiction tout à la fois. Une malédiction parce qu'elle punit le mécréant. Et une bénédiction parce qu'elle permet à la population de se racheter dans son malheur. Dans le nord de l'Ouganda où sévit une guérilla fondamentaliste chrétienne, la prophétesse fondatrice du Mouvement du Saint-Esprit en 1984, Alice Lakwena, considérait par exemple que la guerre avait fait des Acholi un peuple élu, victime de ses propres péchés et, par là même, destiné à se régénérer. En guise de mortification, la souffrance garantissait en quelque sorte l'accès au paradis.

Bien entendu, le thème de la guerre et de la sanction divine se décline sous diverses formes suivant les confessions. Dans la Somalie musulmane, les intégristes ont exploité le chaos ambiant pour vilipender les mauvais croyants et prôner une islamisation autoritaire de la société. Les chrétiens du Congo, eux, ont expliqué la ruine du pays par l'envoûtement et le satanisme de ses dirigeants. Dans les conflits où s'affrontaient des groupes de confessions différentes, comme au Nigeria ou au Soudan, les références religieuses ont pu prendre encore plus d'importance. Autant les musulmans ont accusé l'Occident d'ingérence néocoloniale, autant les chrétiens d'Afrique ont dénoncé les tentatives de

guerre sainte des hérauts de la *jihad*. L'islamisation rampante du continent au sud du Sahara est un des lieux communs les plus répandus qui soient.

En réalité, les fondamentalistes se préoccupent d'abord et avant tout d'endoctriner les musulmans, et non de convertir les chrétiens. Toutes proportions gardées, les évangélistes protestants marquent par ailleurs beaucoup de points. Les premières à faire les frais des missionnaires chrétiens ou musulmans sont d'abord les populations animistes, derniers grands réservoirs de conversion du continent. Mais en ranimant la crainte de l'existence d'une Internationale islamiste, les attentats du 11 septembre 2001 à New York ont donné du crédit aux religieux qui agitaient le spectre du Croissant. Longtemps focalisés sur les mosquées et les écoles coraniques, les spécialistes ont alors commencé à s'intéresser aux activités caritatives des Wahhabites en Afrique subsaharienne.

Leur attention s'est notamment portée sur les ONG islamiques, dont le nombre a été multiplié par six de 1980 à 2000, augmentant deux fois plus vite que leurs homologues laïques ou chrétiennes pendant le même laps de temps. Passées de 138 à 891 selon les chiffres disponibles, elles représentent désormais 15 % des associations du continent noir, contre 7 % il y a vingt ans[6]. Leur pourcentage demeure néanmoins inférieur à la proportion de musulmans en Afrique et sa croissance ne signale pas forcément une expansion de l'islam. Elle indique plutôt que, pour défendre leurs intérêts, les musulmans se sont organisés autrement et ont investi un créneau autrefois dominé par les chrétiens. Le constat est plutôt rassurant car les ONG

symbolisent la société civile telle que définie par la modernité occidentale et sont devenues des outils assez conventionnels de lobbying sur la scène politique intérieure et internationale.

En outre, l'absence d'état civil et de données statistiques fiables ne permet pas de prouver scientifiquement la progression de l'islam. Faute d'instruments de mesure, on ne sait tout simplement pas si le nombre de mosquées va en augmentant, par exemple. Un tel calcul serait d'autant plus difficile à mettre en œuvre que certains lieux de prière sont « invisibles », au fond d'une arrière-boutique ou dans une cabane. La recension des ONG apparaît tout aussi discutable car leur enregistrement et leur définition légale varient beaucoup d'un pays à l'autre. Les chiffres fournis sont souvent contradictoires, en particulier quand on y inclut l'ensemble des associations qui peuvent prétendre au statut d'ONG. Dans la seule région de Kano au Nigeria, pays le plus peuplé du continent, on a comptabilisé plus d'organisations que la totalité des entités répertoriées dans l'étude précitée sur les ONG islamiques[7]. Encore ne s'agissait-il que d'un des 36 États de la fédération nigériane, elle-même un des 48 pays reconnus par la communauté internationale en Afrique subsaharienne.

Le spectre du Croissant

Il y a également lieu de douter de l'enracinement des fondamentalistes venus endoctriner les musulmans du continent. En effet, les pratiques sunnites, soufies et

syncrétiques de l'islam africain relativisent beaucoup l'influence des wahhabites saoudiens ou des chiites iraniens, très minoritaires. Souvent comparée à l'Afghanistan et décrite comme un foyer de terrorisme, la Somalie en guerre révèle ainsi une forte résistance au projet totalitaire des fondamentalistes. De la même façon qu'aucun gouvernement soviétique n'est parvenu à interdire aux Russes de boire de la vodka, les islamistes somalis n'ont pas réussi à éradiquer la consommation de qat, un stimulant très prisé dans la Corne de l'Afrique. Arrivés au pouvoir à Mogadiscio en 2006 avant d'en être chassés par l'armée éthiopienne, les tribunaux islamiques ont surtout séduit la population par leur capacité à rétablir l'ordre dans une capitale en proie au chaos depuis l'effondrement de la dictature Siad Barre en 1991. Mais leur programme religieux n'a guère rencontré de succès et le soulèvement populaire contre la présence éthiopienne a surtout été motivé par un rejet nationaliste des troupes d'occupation étrangères. L'Union des tribunaux islamiques était elle-même une coalition assez hétérogène de salafistes et de traditionalistes qui n'avaient pas tous opté pour la lutte armée. Hormis une petite poignée d'individus qui avaient autrefois côtoyé Oussama Ben Laden, ses cheikhs avaient d'abord pour objectif de maintenir l'ordre et n'avaient pas intérêt à s'engager en faveur d'une entreprise de déstabilisation liée au terrorisme international. Il est peu probable que des cellules d'Al-Qaida se soient implantées durablement dans un pays détruit qui n'offre pas une bonne base opérationnelle, où les étrangers sont vite repérés et où les recrues potentielles s'avèrent peu fiables.

Du Sahel à l'Afrique orientale, les confréries musulmanes traditionnelles constituent en fait le meilleur rempart contre l'islamisme importé du golfe Arabo-Persique. Malgré leur origine étrangère et leur passé révolutionnaire face à la colonisation européenne au XIXe siècle, elles se sont institutionnalisées, ont assimilé les coutumes locales et acquis une grande autonomie spirituelle et matérielle par rapport à leurs sources d'inspiration dans le monde arabe. Le cas des Comores est assez éclairant à cet égard. À la croisée des grandes routes commerciales de l'océan Indien et de l'Afrique australe, cet archipel à 100 % musulman s'est historiquement développé sous l'influence de Zanzibar et du sultanat d'Oman. Pour autant, ses deux principales confréries ne peuvent certainement pas être considérées comme les simples succursales d'une vague « Internationale soufie ». Introduite aux Comores en 1890, la plus importante est la Shadhuliya Yashrutiya et elle a été fondée par Nuruddin al-Yashruti al-Hasaniya, un cheikh né à Bizerte, en Tunisie, et décédé en 1899 à Saint-Jean-d'Acre, en Palestine. Aujourd'hui dirigée dans l'archipel par un cheikh basé à Moroni, Mohamed Qassim, elle entretient des relations fort distantes avec la « maison mère » à Amman, en Jordanie, et connaît surtout des prolongements en direction de la diaspora comorienne en France, où un Rassemblement des Mourides Chadhouliyi Yashrouti a été créé en 1995. Née à Bagdad sous la conduite d'Abdul-Qadir Jilani (1077-1166), la confrérie Qadiriya, elle, est représentée aux Comores par un grand cadi, Saïd Mohamed Djaïlani, qui exerce des fonctions judi-

ciaires dans le domaine civil et n'a pas de liens suivis avec l'Irak.

Ces écoles de pensée soufie n'ont, en l'occurrence, pas cherché à s'opposer frontalement à l'existence d'un État laïc après l'indépendance. Si elles se disent favorables pour la forme à une application pleine et entière de la charia, la Qadiriya et la Shadhuliya Yashrutiya ont interprété le droit coranique de façon assez douce, avec l'approbation du grand mufti, un jurisconsulte récemment institué par le gouvernement à Moroni. Leurs cheikhs arguent qu'il n'y a pas besoin d'élargir le domaine de compétence judiciaire de la loi religieuse, car l'archipel connaît peu de crimes violents et la population respecte déjà les principaux préceptes du Coran, à savoir « l'amour de la vérité et de la solidarité ». Moins directement impliquées dans le jeu politique que les islamistes du FNJ, les confréries ne soutiennent pas non plus un parti en particulier. Le colonel Azali Assoumani, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1999, et son principal opposant à Moroni, Abdou Soulé Elbak, suivent par exemple les enseignements de la Shadhuliyya. Une telle stratégie d'entrisme, que l'on retrouve d'ailleurs chez les marabouts du Sénégal, permet aux confréries de se placer au-dessus des luttes politiques et de conforter leur assise dans l'ensemble de la population.

Les missionnaires wahhabites du Golfe se sont ainsi heurtés au pouvoir des cheikhs soufis lorsqu'ils ont voulu réislamiser les Comores dans un sens plus strict. Ils se sont plaints en vain du laxisme de pratiques « africaines » qui ne correspondaient pas à l'orthodoxie « arabe » : rites de possession, célébration du culte des

ancêtres, festivités de la naissance du prophète, vénération des saints, limitation de la loi coranique aux affaires civiles et non pénales, etc. Les intégristes se sont notamment offusqués de ce que les confréries aient pu cautionner la conversion à l'islam des mercenaires européens présents dans les îles, à commencer par Bob Denard. Pour autant, les fondamentalistes ne sont pas parvenus à chasser les imams soufis et ils ont souvent dû établir leurs nouvelles mosquées à côté des anciennes, restées fort populaires. Sur le terrain de la zaouïa d'Itsandra, où se trouve le mausolée d'Omar ben Smet (un grand cadi de Zanzibar et un mufti des Comores avant l'indépendance), la Qadiriya a par exemple réussi à empêcher la construction d'une mosquée financée par la fondation saoudienne al-Haramain, qui conditionnait son aide au respect de principes coraniques rigoristes.

Les forces de l'invisible

D'une manière générale, on ne doit pas sous-estimer la capacité de résistance des Africains face au projet totalitaire des islamistes arabes. Les fantasmes récurrents sur l'emprise grandissante des musulmans invitent en réalité à revenir sur les manifestations de la peur de l'autre. Car si le complot peut être d'ordre religieux, c'est surtout le mystère de l'intervention divine qui met en évidence les différents registres d'expression du complexe obsidional : la maladie, le culte du secret, la sorcellerie, la présence des forces de l'invisible...

À Kaduna, au Nigeria, la figure du mercenaire descendu du ciel puise en l'occurrence ses références dans une cosmogonie dont les représentations sont, soit dit en passant, communes aux grandes religions du Livre. Juste avant les violences de 2000, le « parachuté » qu'ont vu les habitants des quartiers populaires est un envoyé divin. Pour le meilleur comme pour le pire. Ange maudit ou béni, il représente les forces de l'invisible et signale toute la puissance des croyances magiques et animistes quelles que soient leurs appartenances confessionnelles. Malgré l'importation de la modernité et de la rationalité occidentales, la sorcellerie continue en effet d'imprégner les schémas de pensée africains. L'intervention des puissances surnaturelles permet notamment d'expliquer les catastrophes. Dans la région de Jos, au sud-est de Kaduna, les Rukuba interprètent ainsi les sécheresses comme une malédiction divine[8].

Parce qu'elle frappe au hasard, par surprise, et qu'elle incarne la fatalité du destin en obéissant à des lois mystérieuses, la maladie constitue de ce point de vue un thème de prédilection de la théorie du complot. On y retrouve tous les ingrédients du complexe obsidional. À Kaduna, en 2003, par exemple, les imams du Conseil supérieur pour la charia se sont opposés avec violence à une campagne de vaccination contre la poliomyélite sous prétexte qu'il s'agissait d'un complot de l'Occident en vue de stériliser la population musulmane[9]. Au vu de ses ravages dans la population, le sida retient encore plus l'attention puisqu'il s'agirait d'une tentative des Blancs pour éliminer l'ensemble de la race noire. L'Afrique du Sud

chrétienne, qui compte parmi les pays les plus touchés par la pandémie, en est un exemple frappant. La maladie y a fait son apparition « publique », en termes de mortalité, au moment où s'effondrait le régime de l'apartheid. Il n'en fallait pas plus pour imaginer que le sida était une arme bactériologique inoculée par des Blancs en passe de perdre le pouvoir et avides de revanche après l'élection du président Nelson Mandela. À cette thèse est évidemment venue s'ajouter la référence à la sorcellerie *muti*, qui aurait assuré la transmission du syndrome par le poison *isidliso* des Zoulous ou *sejeso* des Sothos.

La persistance des croyances magiques, y compris en ville, ne doit pas étonner. Une des particularités de la colonisation est en effet d'avoir donné une tournure moderne aux forces de l'invisible. En interdisant formellement la sorcellerie africaine, les Européens ont obligé les sociétés initiatiques à entrer en clandestinité ou à se parer d'un habillage plus acceptable. En 1914, dans le sud-ouest du Nigeria, les Yoroubas ont ainsi dû réformer leur culte Ogboni et le réorganiser sous la forme d'une franc-maçonnerie chrétienne, avec des loges, *iledi*, un président, *oluwo*, un maître de cérémonies, *apena*, un médiateur, *lisa*, un réconciliateur, *aro*, un secrétaire, *asipa*, un trésorier, *base*, et un sergent recruteur, *odofin*[10]. Ailleurs en Afrique, la condamnation de la sorcellerie a également contraint les sociétés initiatiques à se refermer davantage sur elles-mêmes, quitte à renforcer le caractère secret de rites qui, autrefois, étaient ouverts à tous les membres de la communauté pourvus des qualités requises en termes d'âge, de sexe et de statut

social. Chez les Zandés du sud du Soudan, par exemple, les cultes *biri* sont réellement devenus illicites et subversifs à partir du moment où les Britanniques les ont prohibés et assimilés aux associations *nebeli* du Congo belge voisin[11].

La politique répressive des Européens a alors pu produire l'effet inverse de ce qu'elle recherchait en exacerbant les pratiques liées à la sorcellerie. Bientôt, l'État colonial a été soupçonné de protéger les magiciens officiellement retirés de la circulation et en réalité passés au service des Blancs. Les décisions les plus impopulaires de l'administration ont été interprétées comme autant de « signes ». L'introduction d'un impôt de capitation, notamment, allait permettre à un pouvoir incompréhensible et omniscient de tout connaître de ses sujets en recensant leurs femmes, leurs huttes et leurs animaux : les Xhosa, d'Afrique du Sud n'ont pas été dupes et ont rebaptisé cette taxe « vampire », du nom d'un oiseau prédateur appelé *impundulu*[12].

Par la suite, la période des indépendances n'a pas non plus mis fin aux croyances magiques. Au contraire, les inégalités sociales, la corruption et les injustices du pouvoir ont alimenté les suspicions à l'encontre des leaders qui s'enrichissaient illégalement en « suçant le sang du peuple ». Le renfermement de la classe dirigeante dans des ghettos dorés a entretenu la méfiance, tandis que la structure opaque de l'État « moderne » nourrissait la théorie du complot permanent. Censure et silences officiels ont favorisé l'interprétation débridée du moindre événement politique, même si les secrets défense ont souvent été des

secrets de Polichinelle dans les dictatures qui se voulaient totalitaires mais n'avaient pas les moyens matériels de tout contrôler. Face à la minorité au pouvoir, la majorité n'est pas restée silencieuse et la rumeur de la rue a pu saper les bases sociales des régimes autoritaires ou impopulaires.

La culture du secret et du coup d'État

En général, le ressentiment du « petit peuple » à l'égard des puissants provient d'un problème de communication, et pas seulement de redistribution des ressources. En ville, notamment, les incompréhensions de part et d'autre contribuent à creuser les fractures sociales et à exacerber le sentiment d'exploitation des pauvres. Le milieu urbain dévoile de ce point de vue toute l'importance des mobilisations verticales dans des lignages plutôt marqués par la puissance des liens horizontaux. Les sociétés traditionnelles, il faut le dire, étaient déjà structurées par de forts sentiments hiérarchiques en dépit de l'apparence égalitariste et acéphale des tribus sans classes de l'Afrique ancienne et rurale. Dans les pays du Sahel, les différences de statut entre les hommes libres et les descendants d'esclaves ont d'ailleurs perduré jusqu'à nos jours, de la Mauritanie au Soudan. Les Swahilis d'Afrique orientale continuent, eux, de distinguer les notables d'en haut *(watu wa juu)* des gens d'en bas *(watu wa chinichini)*, qui sont des « petits » *(watu wadogo)*. Aux Comores, on parle de la masse anonyme des « gens de l'arrière » *(mdrwa dingoni)*

par rapport aux « personnes de l'avant » *(mna treng-weni)*, qui sont souvent de bons orateurs sur la scène publique.

Dans de tels contextes, l'opacité des élites dirigeantes surprend d'autant moins qu'en pratique, les changements de régime en Afrique laissent la part belle aux conjurations de toutes sortes. Pour s'emparer du pouvoir, les putschs fomentés par des corps militaires constitués en armée régulière ont en l'occurrence été beaucoup plus efficaces que les guérillas ou les rébellions populaires. On a ainsi calculé que cent vingt coups d'État avaient réussi dans le tiers-monde entre 1960 et 1975; dans le même laps de temps, seulement cinq mouvements de lutte armée étaient parvenus à prendre le pouvoir[13]. La militarisation de la vie politique, la culture du secret défense et le goût de la conspiration ne suffisent cependant pas à expliquer la nature opaque du pouvoir en Afrique. Le clientélisme, le régionalisme et le détournement des deniers publics ont tout autant contribué à vider l'État de sa substance visible.

Pour sauvegarder les apparences, la classe dirigeante a notamment construit des villages Potemkine, des décors de façade et des capitales fantômes derrières lesquelles il n'y avait rien. Les manifestants qui protestent contre des régimes autoritaires le montrent à leur manière. Dans bien des cas, les émeutiers ne s'en prennent pas aux symboles d'une administration factice : parlement, cours de justice, institutions publiques. Leur fureur se reporte plutôt contre les villas des particuliers accusés de détourner les fonds de la collectivité et de s'enrichir sur le dos du peuple.

Cette cartographie des cibles des protestataires est beaucoup plus significative de la réalité tangible du pouvoir. La difficulté est qu'elle ne résout nullement le problème de la localisation d'un État « invisible » en sa capitale.

Dans son entendement occidental, la capitale est la ville où se prennent les principales décisions politiques. Dans le modèle français et jacobin, l'un des plus exclusifs en la matière, le centre administratif du pouvoir accapare aussi le domaine économique et coïncide *grosso modo* avec le cœur géographique du territoire administré. La définition que le *Petit Robert* donne d'une capitale lie ainsi la notion de siège du gouvernement à l'idée de premier rang dans une hiérarchie urbaine. Dans sa plénitude, la capitale est donc censée exercer un formidable ascendant politique, économique, social, intellectuel, culturel et religieux. Siège des organismes internationaux, de l'administration centrale, du commerce, de la finance et de l'industrie d'un pays, elle propose une gamme de services complète et réunit des éléments fondamentaux comme la justice, le parlement... et le capital. En général, explique un spécialiste, « les villes mondiales sont [...] à la fois des capitales politiques et des capitales économiques ». Plaques tournantes de l'information, bénéficiant des meilleurs équipements, dotées des personnels les plus qualifiés, elles sont « les hauts lieux de toutes les activités sociales. »[14] Leur dimension en impose et les réseaux routiers, ferroviaires ou aériens y convergent.

Encore faut-il que la localisation physique des capitales politiques, économiques et culturelles coïncide,

ce qui est loin d'être toujours le cas. La notion de centre, urbain ou non, reste extraordinairement subjective. « Si toute société a un centre, écrit un éminent sociologue américain, la zone centrale ne se définit pas en tant que telle par un lieu. Son emplacement est plus ou moins précis à l'intérieur d'un territoire bien délimité. Il a peu à voir avec la géographie et encore moins avec la géométrie. Le centre ressort du domaine des valeurs et des croyances. Il est au cœur de l'ordre symbolique qui gouverne la société[15]. » Dans les pays en voie de développement, en l'occurrence, il s'avère d'autant plus difficile à saisir que l'État y est faible et que son appareil administratif est relativement invisible sur le terrain. De plus, la théorie de la dépendance vient, là encore, brouiller les cartes en assimilant le centre à un monde urbain industrialisé et la périphérie coloniale à un monde rural archaïque. Un tel tableau ignore l'autosuffisance économique et la capacité de résistance des sociétés paysannes. Le centre n'est pas aussi fort qu'il y paraît de prime abord ; la périphérie, pas toujours soumise. La remarque vaut à l'échelle nationale d'un réseau urbain. Après tout, des périphéries peuvent très bien exister sans centres. L'Afrique subsaharienne en est un exemple vivant : contrairement à certaines idées reçues, ses réseaux urbains ne sont pas tous monopolisés par des capitales macrocéphales. Des pays comme l'Afrique du Sud et le Nigeria, qui comptent parmi les plus peuplés du continent, connaissent des centres multiples qui remettent en cause les vues simplistes sur la localisation de l'État en sa capitale.

Le pouvoir en sa capitale fantôme

Le Nigeria accuse ainsi un fort décalage entre la réalité urbaine du pouvoir et sa représentation de façade à Abuja. À l'instar des immenses territoires indien, chinois et brésilien, la fédération nigériane, pays gigantesque, le plus peuplé d'Afrique, connaît un réseau urbain assez équilibré où les chefs-lieux de chacun des 36 États jouent un rôle politique actif. La création d'une nouvelle capitale à Abuja, sur le modèle de Brasilia, n'a pas entamé le poids économique de Lagos, la plus grosse agglomération du continent, ou de villes comme Port Harcourt, siège de l'industrie pétrolière, et Kano, la grande cité marchande du Nord musulman. À la différence du Chili, par exemple, où les grands importateurs et les banques avaient dû déserter Valparaiso pour suivre le transfert de l'administration centrale (et des marchés publics) à Santiago, les milieux d'affaires nigérians n'ont pas vraiment délocalisé leurs activités à Abuja. Leur inertie a son importance quand on connaît le clientélisme de l'État en Afrique, où la politique consiste pour beaucoup à redistribuer les ressources économiques. En dépit des illusions qu'entretiennent certains ambassadeurs en glanant des informations dans les cocktails diplomatiques à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria fait figure de coquille vide. On y trouve certes toutes les manifestations officielles du pouvoir, des ministères à la présidence en passant par la cour de justice, l'Assemblée nationale et les principaux bâtiments administratifs (voir carte 1, pp. 226-227). Mais l'essentiel se produit ailleurs car des

groupes de pression régionaux, religieux, politiques et financiers interfèrent à tous les niveaux de la hiérarchie gouvernementale, expliquant pour partie la fantastique déperdition d'une décision fédérale avant son application sur le terrain.

Le cas de Kaduna, ancienne capitale administrative de la région Nord, est particulièrement éclairant à ce sujet. La ville a en effet donné naissance à un lobby que les observateurs qualifient de « mafia », du fait de ses manœuvres obscures dans les coulisses du pouvoir. L'agglomération offre un lieu de rendez-vous commode, à partir duquel Ahmadu Bello, le « Charles de Gaulle » nigérian à l'indépendance, a d'abord construit sa clientèle politique et où les comploteurs de toutes sortes ont ensuite tissé leurs intrigues. À la différence des autres agglomérations musulmanes et haoussas du Nord, tenues par des émirs, Kaduna a été construite *ex nihilo* par le colonisateur britannique sur un territoire « neutre » du point de vue ethnique. En vertu d'un traité signé dans les années 1940, elle a échappé à l'autorité de l'émir de Zaria, la ville voisine, et obtenu d'avoir sa propre municipalité avec un maire, ce qui, comparativement aux autres cités traditionnelles de la région, l'a mieux disposée pour affronter les défis de la modernité. Ajoutons que Kaduna a bientôt concentré la plupart des médias du Nord : un avantage décisif lorsqu'il s'agissait de répondre aux attaques de la presse chrétienne du Sud, beaucoup plus développée. Au début de la guerre du Biafra, l'établissement du QG de l'armée est venu consacrer cette importance stratégique (voir carte 2, p. 228).

Dans un pays habitué aux coups d'État militaires, la première des quatre divisions de l'armée nigériane stationne ainsi à Kaduna, les trois autres étant à Ibadan, Jos et Enugu. Toute une carrière en uniforme peut se dérouler sur moins d'une centaine de kilomètres entre Zaria et Kaduna. Depuis 1960, Zaria abrite le principal centre de recrutement de soldats et une école réputée qui forme les enfants destinés à entrer dans l'armée; outre un collège de police, Kaduna, elle, dispose d'une Académie nationale de défense fondée en 1964 pour les cadets; à équidistance entre les deux, l'École de guerre de Jaji, qui date de 1973, fait office de Sandhurst pour les officiers supérieurs nigérians. Évidemment, un tel arrangement facilite les contacts et s'avère déterminant en cas de putsch.

Certes, Kaduna a sans doute perdu de son influence à cause de l'éclatement de la région Nord, de la décentralisation du système fédéral, de la création d'un État de Katsina, de la concurrence d'Abuja, de la diffusion des réseaux de pouvoir, du renouvellement des générations et, corrélativement, de l'effacement du souvenir d'Ahmadu Bello. Désormais, les généraux ne passent plus tous leur retraite à Kaduna. Au pouvoir entre 1985 et 1993, la junte d'Ibrahim Babangida, en particulier, a précipité la dispersion de l'establishment militaire du côté de Minna ou de Langtang, plus au sud dans la ceinture centrale du pays. Kaduna a également perdu de son aura intellectuelle avec la décomposition du monopole universitaire de Zaria au profit de nouveaux campus à Sokoto ou Kano, ceci sans parler de Jos, où la langue d'enseignement

n'est pas le haoussa et où un Institut d'études stratégiques a été établi à Bukuru en 1976. Pour autant, Kaduna reste un point de rencontre important. C'est là, et non à Abuja, que la plate-forme des élites du Nord, l'Arewa Consultative Forum, organise ses réunions. C'est là encore que le vice-président de la fédération, Atiku Abubakar, réunit les gouverneurs des 19 États du Nord en vue de préparer la campagne électorale de 2003...

En comparaison, Abuja sert plutôt de galerie d'apparat pour les sommets diplomatiques. Vitrine magique du gouvernement, la capitale fédérale du Nigeria ne recèle qu'une partie infime de la réalité d'un pouvoir dont l'essentiel du personnel politique est disséminé dans le reste du pays. En un sens, Abuja ne fait qu'avaliser des décisions déjà prises ailleurs et âprement négociées par des lobbies régionaux. En d'autres points du pays, la localisation du pouvoir au sein du réseau urbain reste assez mystérieuse, suivant qu'on en considère les aspects militaires – à Kaduna –, économiques – avec le pétrole à Port Harcourt et le commerce à Kano ou Lagos –, ou religieux – à Sokoto (siège du califat dans le Nord musulman), à Ile-Ife (berceau polythéiste des Yoroubas du Sud-Ouest) ou à Nri (sanctuaire des Ibos du Sud-Est)...

États défaillants ou virtuels : à la recherche d'un interlocuteur

Les capitales fantômes n'en sont qu'une manifestation parmi d'autres : au-delà des représentations archi-

tecturales de l'autorité politique, les carences de l'État en Afrique constituent certainement une raison essentielle du succès des analyses conspirationnistes. Une telle faiblesse institutionnelle donne le sentiment que les grandes puissances peuvent facilement manipuler les gouvernements du Sud. En même temps, elle fait douter de la capacité d'influence de la communauté internationale. Les Occidentaux ont l'habitude de traiter avec des dictatures et non des gouvernements déficients. Ils ont peu de prise sur des États défaillants qui échappent aux moyens de persuasion ou de rétorsion de la diplomatie classique. Comment faire pression sur des territoires où il n'y a plus d'ambassades, de gouvernement et d'interlocuteur officiel ? Comment négocier avec des entités qui n'appartiennent pas au système financier international parce qu'elles ont cessé de rembourser les prêts de la Banque mondiale ou ne sont pas reconnues par les Nations unies ? En pareil cas, les sanctions économiques et les menaces politiques des grandes puissances semblent bien vaines.

L'impuissance des diplomates prend tout son sens dans les territoires qui ne sont pas reconnus comme des États par la communauté internationale, tels la Transnistrie, le Haut-Karabach, l'Abkhazie ou l'Adjarie. Au nord-ouest de la Somalie, le Somaliland, qui a proclamé son indépendance après la chute de la dictature Siad Barre en 1991, en offre un exemple saisissant. Doté d'une Constitution, d'un drapeau, d'un Parlement, d'un gouvernement élu, d'une armée, d'une police, d'une monnaie nationale et de timbres postaux, le pays dispose de la plupart des attributs

d'un État, excepté la reconnaissance de ses pairs. À Hargeisa, la capitale du Somaliland, les autorités plaident en faveur d'un statut semblable à celui de l'Autorité palestinienne ou du Kosovo afin de pouvoir nouer des liens officiels avec les institutions financières internationales. Leurs seuls alliés objectifs sont en l'occurrence l'ancien colonisateur britannique et l'Éthiopie voisine. Signe d'un discret soutien, la Grande-Bretagne a permis au Somaliland d'imprimer sa monnaie à Londres et gère ses relations avec Hargeisa et Mogadiscio depuis ses ambassades à Addis-Abeba et Nairobi respectivement, ce qui revient à entériner la partition du pays. Hostile à la réunification de la Somalie (son ennemie de toujours), l'Éthiopie se satisfait quant à elle du *statu quo* car elle perdu sa façade maritime avec l'indépendance de l'Érythrée en 1991 et veut contourner Djibouti *via* le port de Berbera au Somaliland. En 2001, elle a officiellement reconnu les passeports du Somaliland, dont les devises sont gardées par la banque centrale éthiopienne à Addis-Abeba.

Certes, l'Éthiopie ne veut pas entendre parler d'indépendance au vu des revendications séparatistes de ses propres minorités somalies dans la région frontalière de l'Ogaden. Par ailleurs, le Somaliland se heurte à l'opposition farouche de l'Italie et des pays arabes. Pour des raisons historiques, la première est plutôt favorable à Mogadiscio dans son ancienne colonie de la Somalie du Sud. Les seconds, eux, suivent les injonctions de l'Égypte qui, pour contrôler la gestion des eaux du Nil, veut affaiblir l'Éthiopie en soutenant une Somalie forte et unie. L'Union africaine, pour sa

part, condamne l'indépendance du Somaliland au nom du respect des frontières héritées de la colonisation, de crainte qu'une reconnaissance *de jure* n'encourage les mouvements sécessionnistes dans le reste du continent.

Mais la réprobation de la communauté internationale n'a pas eu raison des séparatistes de Hargeisa et résiste mal à l'analyse des faits. L'argument juridique du respect des frontières coloniales, d'abord, est un contresens historique. Ancien protectorat britannique, le Somaliland a été indépendant quatre jours avant d'être réunifié à la Somalia italienne le 1er juillet 1960. Son existence ne contrevient donc pas au tracé des frontières coloniales. En outre, elle n'est pas sans rappeler le précédent de l'Érythrée, dont l'indépendance a été reconnue par la communauté internationale après l'organisation en 1993 d'un référendum avalisant une autonomie obtenue *de facto* dans la foulée de la victoire contre les troupes éthiopiennes en 1991. Sur le plan des procédures démocratiques, le Somaliland n'a sûrement pas démérité[16]. Sa réunification avec la Somalie du Sud, pour commencer, n'a jamais été ratifiée par la population. Lors du référendum constitutionnel de 1961, une minorité de 100 000 électeurs avait accepté de se rendre aux urnes, votant à 60 % contre la fusion avec Mogadiscio ; la majorité, elle, avait tout simplement boycotté le scrutin. Par contraste, les conférences de Borama en 1993 et Hargeisa en 1997, qui rétablirent la paix et permirent la reconstruction d'un État au Somaliland, ont été très suivies, avec des votes secrets en ville et des proclamations consensuelles dans les assemblées

rurales, sur le modèle des premières élections que la région avait connues en 1958, du temps des Britanniques. En 2001, enfin, la restauration de l'indépendance du Somaliland a fait l'objet d'un référendum dont les résultats ont été positifs à 97 % et dont le taux de participation électorale a dépassé les 90 %.

Dans un tel contexte, on peut s'interroger sur l'influence de la communauté internationale. *A priori*, la vulnérabilité du Somaliland et son besoin de reconnaissance constituent d'excellents moyens de pression. Mais Hargeisa n'a pas de ressources naturelles à vendre pour attirer les grandes puissances. De plus, les sanctions économiques à l'encontre des sécessionnistes ont privé la communauté internationale des instruments habituels de la diplomatie en pareil cas. Pour ne pas être accusée d'appuyer officieusement la république du Somaliland, l'Organisation des Nations unies a réduit son assistance au minimum. Elle ne peut donc pas menacer Hargeisa d'interrompre ses financements, ni même se servir des promesses d'aide comme d'une « carotte » : les précédents en ce sens ont tous échoué, notamment au moment des négociations de paix dans le Sud en 1993. Une fermeture des frontières par les pays voisins, un moment tentée par Djibouti, n'a pas non plus grand sens ; l'économie du Somaliland, à défaut d'être autarcique, est essentiellement informelle et se joue des barrières douanières. Surtout, l'indépendance n'est pas négociable, car l'alternative proposée équivaut à un suicide politique et suscite l'hostilité d'une très grande majorité de la popula-

tion. La réunification avec la Somalie du Sud, qui connaît toujours une situation chaotique, obligerait en effet à se placer sous la coupe des seigneurs de guerre à Mogadiscio. Les Somalilandais devraient renoncer à la fois à l'indépendance et à la paix. C'est un peu comme si on demandait à Saint-Domingue, paradis touristique, de partager sa banque centrale, ses devises et sa souveraineté avec sa voisine Haïti, où règne le désordre.

Des limites de la communauté internationale

Qu'il s'agisse d'États virtuels, défaillants ou voyous, les moyens de pression de la communauté internationale ne sont finalement pas si évidents, quelle que soit la vulnérabilité des pays considérés. À moins d'envisager des interventions militaires directes, les velléités d'interférences des grandes puissances sont limitées par le jusqu'au-boutisme des mouvements sécessionnistes pour qui l'indépendance est la seule garantie de survie. De la Birmanie à l'Iran, elles se heurtent également à l'entêtement des dictateurs prêts à risquer l'éventualité de sanctions économiques pour sauver leur régime. Faute d'interlocuteurs représentatifs, les États défaillants, eux, n'offrent guère de prise à la communauté internationale, qui peut toujours brandir des menaces ou promettre des aides sans obtenir qu'une décision soit prise et appliquée. De fait, les gouvernements fragiles dans des capitales « fantômes » ont un pouvoir d'exécution extrêmement réduit. Ils commandent beaucoup mais se font peu obéir.

Certes, les relations internationales ne se résument pas au seul jeu des États. En guise de globalisation, l'accélération des flux marchands a renforcé l'importance des acteurs non gouvernementaux en même temps qu'elle entamait le respect des souverainetés étatiques. De ce point de vue, la « privatisation de la diplomatie » à travers les ONG, les multinationales, les diasporas ou les mouvements rebelles oblige à relativiser le rôle des gouvernements. Pour les pays du Sud, la libéralisation économique des années 1980 puis la fin de la guerre froide se sont notamment traduites par un reflux des politiques de coopération des grandes puissances, à défaut d'une disparition des interférences extérieures. Toutes proportions gardées, l'aide publique au développement a sensiblement baissé, et avec elle les programmes d'assistance militaire. Pour financer leurs activités, les mouvements de lutte armée ont alors dû se replier sur les sanctuaires des États voisins et le vivier des diasporas de réfugiés : un rétrécissement géographique qui n'est d'ailleurs pas sans nuancer les théories de la mondialisation.

En effet, on a assisté à un recentrage des guérillas sur des dynamiques de « proximité[17]. » Des spécialistes notent par exemple que, désormais, « les soutiens étatiques à des rébellions sont un phénomène local plus qu'international. »[18] Pour de multiples raisons, bien des États frontaliers continuent d'appuyer les mouvements de lutte armée qui défendent des causes irrédentistes, ethniques, religieuses ou idéologiques. Pour eux, il ne s'agit pas seulement d'étendre leur influence régionale ou d'asseoir leur prestige

international, mais aussi, très prosaïquement, d'assurer leur sécurité intérieure, de prendre le contrôle d'une opposition potentiellement hostile, de protéger leurs arrières sur une frontière contestée ou, encore, de participer au pillage d'un territoire étranger. Autre variante, l'objectif peut être de rendre la monnaie de sa pièce à un ennemi soutenant une guérilla adverse, et de déstabiliser son voisin pour y obtenir un changement de régime.

Quoi qu'il en soit des motivations, il ne faut cependant pas exagérer le rôle des États frontaliers dans les succès ou les échecs d'un mouvement de lutte armée. Dans le cas de la Syrie, l'arrêt du soutien de Damas a certes gêné les rebelles kurdes du PKK en Turquie. En Afrique australe, en revanche, le soutien politique et diplomatique des « pays de la ligne de front » à la lutte contre l'apartheid n'a pas été très important sur le plan militaire : la branche armée de l'ANC avait de toute façon une faible capacité opérationnelle. Bien souvent, la complicité active ou involontaire d'un État frontalier n'a nullement été déterminante. Les foyers insurrectionnels d'Amérique latine, par exemple, ont vite su assurer eux-mêmes leurs financements. Au Pérou, le Sentier lumineux s'est développé sur un mode autarcique. En Colombie, les Farc se sont investies dans le trafic international des drogues. Avec peu de moyens dans le sud du Soudan, la SPLA a également survécu à la perte de ses refuges en Éthiopie lors de la chute, en 1991, de son allié marxiste au pouvoir à Addis-Abeba depuis 1974. Au Mozambique, encore, la Renamo a continué de sévir malgré l'arrêt du soutien de la Rhodésie blanche (avec l'accession

du Zimbabwe à l'indépendance en 1980) puis de l'Afrique du Sud (avec le démantèlement du régime de l'apartheid à partir de 1991). Depuis le Soudan, la LRA n'a pas non plus cessé ses incursions en Ouganda malgré la réconciliation, en 2002, de Kampala et de Khartoum, qui a autorisé l'armée ougandaise à franchir la frontière pour exercer un droit de poursuite. Il est même arrivé que l'arrêt du soutien d'un État voisin stimule une guérilla et la contraigne à adopter une position plus combative. Ainsi, lorsqu'il s'est réconcilié avec son homologue somalien Siad Barre en 1988, le dictateur Mengistu Hailé Mariam a, en gage de bonne volonté, chassé du territoire éthiopien les rebelles du SNM. Ce faisant, il les a obligés à franchir la frontière et à partir à l'assaut de Hargeisa pour aller de victoire en victoire.

LA FORCE DES FAIBLES : QUAND LES PETITS MANIPULENT LES GRANDS

Réputé pour les querelles incessantes de ses « sultans batailleurs », la volatilité de sa classe dirigeante... et les éruptions à répétition du volcan Karthala, l'archipel des Comores a connu un nombre record de putschs depuis son accession à l'indépendance en 1975. Soumis à de fortes tensions centrifuges, ce petit pays musulman n'a pas su non plus résister aux incursions des mercenaires de Bob Denard et aux interférences du régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Il se prête donc bien aux analyses « conspirationnistes ». Aux yeux des Occidentaux, il est aujourd'hui suspecté d'abriter des terroristes islamistes, de stocker des déchets toxiques ou de blanchir des fonds d'origine criminelle dans des zones franches créées à cet effet. Aux yeux des Comoriens, les soubresauts de la vie politique sont systématiquement compris à l'aune des interférences de la France, des pays arabes ou de la diaspora, qui fournit une caisse de résonance

internationale à la théorie du complot permanent. Les explications favorisant la thèse de manipulations extérieures sont d'autant plus prisées qu'une des îles, Mayotte, est restée dans le giron de Paris à l'indépendance et qu'une autre, Anjouan, a demandé à être recolonisée ! Le démembrement de l'archipel a ainsi porté à son paroxysme le fantasme d'un Occident toujours soupçonné de vouloir faire main basse sur l'Afrique.

Remettre en perspective les facteurs internes et externes d'une dynamique locale ne revient nullement à nier l'influence et la capacité de nuisance des entreprises multinationales, des institutions financières internationales et des gouvernements occidentaux. Ceux-ci ne sont sûrement pas absents des conflits qui déchirent à présent les pays du Sud. Exemples connus parmi tant d'autres : les attentats contre Salvador Allende en 1973 et Patrice Lumumba en 1961, respectivement commandités par les services secrets américain et belge, ont indéniablement mis le feu aux poudres. Mais les conditions locales se prêtaient à l'explosion et il n'est pas interdit de penser qu'elles se suffisaient à elles-mêmes pour embraser les tensions. Au Chili comme au Congo, la situation à l'époque était si volatile qu'elle n'avait pas forcément besoin d'un coup de pouce américain ou belge pour s'enflammer. À meilleure preuve, la même cause ne devait pas produire les mêmes effets dans les pays capables de résoudre leurs conflits pacifiquement. Sinon, la Suède aurait dû entrer en guerre après l'assassinat du Premier ministre Olaf Palme en 1986.

De fait, le contexte local s'avère primordial lorsqu'on s'intéresse à la poudre et non à l'étincelle. À l'exception des occupations coloniales et des interventions militaires directes de type russe en Afghanistan ou américain au Vietnam et en Irak, la violence se propage d'abord quand le terreau social favorise l'éclosion des troubles. Les puissances étrangères constituent alors des facteurs précipitants pour peu que les éléments structurants soient déjà en place. Mais les études statistiques confirment qu'elles ne jouent pas de rôle significatif dans le démarrage d'une guerre civile[1]. Les interférences de l'extérieur ne créent pas le conflit, elles ne font que l'attiser. De ce point de vue, on ne peut que souscrire à la thèse des chercheurs qui, sans sous-estimer l'influence des acteurs régionaux et internationaux, considèrent que l'embrasement de l'Ituri dans le nord-est du Congo-Kinshasa provient essentiellement d'un problème local[2]. Bien sûr, la guerre n'aurait pas connu une telle intensité sans l'immixtion des armées en provenance des pays voisins, à savoir le Rwanda et l'Ouganda à partir de 1997. Il n'en demeure pas moins que, fondamentalement, le conflit tient à des affrontements locaux à propos de questions foncières, économiques et politiques.

Les beaux yeux de la princesse

D'une manière générale, on imagine mal les combattants du tiers-monde risquer leur vie pour les « beaux yeux d'une princesse » qui prendrait la forme d'une espionne de la CIA à Washington, d'un actionnaire

d'une société minière cotée à Londres ou d'un barbu prêchant la haine à Riyad ou Téhéran. Si les belligérants scellent des alliances de circonstances avec certains groupes internationaux, c'est d'abord parce qu'ils croient y trouver leur compte. Et réciproquement : à moins de leur intenter systématiquement un procès d'intention, les capitalistes occidentaux ne sont pas tous aussi cyniques que la littérature altermondialiste aime à le faire croire. À la différence des mafias et des profiteurs de guerre qui tirent parti du chaos pour monter des affaires frauduleuses, les multinationales, notamment, n'aiment pas le désordre et n'ont pas avantage à susciter des troubles. Certes, elles peuvent parfaitement prendre parti et placer leurs pions lorsqu'un conflit éclate et que leurs intérêts sont menacés. Mais elles préfèrent investir dans les régions en paix dont la stabilité réduit le risque-pays et assure un véritable état de droit garantissant le respect des contrats[3]. Du fait de ses enjeux financiers et stratégiques, par exemple, le pétrole est souvent susceptible d'exacerber les conflits ; pour autant, les analyses quantitatives ne signalent pas de corrélation entre la guerre et les niveaux d'investissement étranger : l'argent facile de l'or noir permet surtout aux autorités de financer davantage la répression des mouvements de contestation interne quoiqu'il en soit, par ailleurs, du niveau d'investissement étranger dans le territoire considéré[4].

Un examen rigoureux des affrontements armés oblige ainsi à envisager plusieurs registres de mobilisations politiques, qui se superposent en allant du local au plus global. En Afrique du Sud, avant la chute du régime de l'apartheid, par exemple, des problèmes très

concrets d'accès aux ressources ont été le point de départ des tensions qui ont ensanglanté le pays et opposé les partis en lice dans la perspective des premières élections multiraciales de 1994. De simples disputes pour la gestion de l'eau, de l'électricité, de la terre ou des logements ont été instrumentalisées au niveau national par les politiciens qui ont fourni la logistique aux belligérants afin de se constituer des clientèles et de récupérer des voix. Dans ces violences matérialistes, il a été d'autant plus facile de voir l'œil de Moscou ou de Washington que les partis en compétition avaient bénéficié du soutien des superpuissances, notamment l'African National Congress de Nelson Mandela du côté soviétique et l'Inkatha de Mangosuthu Buthelezi du côté américain. Fondamentalement, pourtant, les habitants des *townships* qui se sont affrontés à la kalachnikov ou à l'arme blanche ne se sont pas battus pour le compte du KGB ou de la CIA.

Du temps de la guerre froide, et en dépit du surinvestissement des grandes puissances dans le tiers-monde, de nombreux pays en développement ont d'ailleurs poursuivi leurs intérêts propres en contrariant la thèse des alignements Est-Ouest. En témoigne la crise du Biafra dans un pays qui n'avait jamais connu de partis communistes. À l'occasion d'un étrange mariage de raison, la Grande-Bretagne capitaliste, la Russie brejnévienne et l'Égypte nassérienne se sont retrouvées côte à côte pour soutenir les fédéraux nigérians contre les sécessionnistes biafrais en 1968. La gauche française, pour sa part, a vilipendé les rebelles, accusés d'être des agents de l'impérialisme et des sociétés pétrolières alors même qu'ils

prônaient une émancipation révolutionnaire de la « race nègre » et combattaient les conservateurs musulmans du nord du Nigeria, alliés traditionnels des Britanniques !

Tout aussi significatifs de l'importance des dynamiques locales, des conflits frontaliers ont opposé des États qui recevaient une aide de la part du même camp, soviétique ou américain. Proche allié de Washington, le Pakistan n'a pas hésité à braver les consignes des États-Unis pour guerroyer contre l'Inde à propos du Cachemire en 1965. À l'époque, les Américains espéraient plutôt se rapprocher de l'Inde non alignée, attaquée à sa frontière himalayenne par la Chine maoïste en 1962. Bien embarrassés, ils devaient finalement suspendre leur aide aux deux belligérants, indien et pakistanais. Pareillement, du côté soviétique en 1977, Moscou n'a pas réussi à empêcher la guerre de l'Ogaden entre deux de ses alliés dans la Corne de l'Afrique, la Somalie et l'Éthiopie. Du jour au lendemain, la dictature « socialiste » de Siad Barre à Mogadiscio a préféré renoncer à l'aide militaire de l'URSS et se précipiter dans les bras des États-Unis pour accomplir ses ambitions nationalistes et envahir l'Éthiopie « marxiste » du colonel Mengistu Hailé Mariam.

L'Occident *deus ex machina*

Mais évidemment, il est difficile pour les Occidentaux d'admettre qu'ils puissent être manipulés par des gouvernements du tiers-monde. Il n'est jamais agréable

de se retrouver dans la position de l'arroseur arrosé. Avec un soupçon de supériorité raciale, il s'avère bien plus commode de surdéterminer l'influence des pays industrialisés. Les Occidentaux pensent ainsi avoir un impact déterminant sur le déroulement des conflits : tant pour les allumer que pour les éteindre, d'ailleurs. Les puissances coloniales, déjà, s'étaient convaincues d'avoir pacifié et civilisé les territoires sous leur domination. En Afrique, après la vague d'indépendances des années 1960, la France gaulliste allait ensuite se persuader de devoir poursuivre une mission de maintien de l'ordre dans son « pré carré ». Dans cette perspective, les affrontements qui ont embrasé la Côte-d'Ivoire à partir de 2002 seraient précisément dus au désengagement de Paris, lorsque l'Élysée a refusé d'intervenir dans les affaires intérieures d'un allié qui, pendant longtemps, avait été le fleuron des « pays du champ ». À en croire un tel raisonnement, le temps de la guerre froide aurait finalement été l'âge d'or d'un continent qui allait exploser lorsque les grandes puissances ne se sont plus préoccupées de veiller au grain.

La « Françafrique » se targue notamment d'avoir réussi à garantir une certaine stabilité dans sa chasse gardée, quitte à passer par pertes et profits les affrontements sans fin au Tchad, les coups d'État à répétition des Comores ou les incessantes rébellions de la Centrafrique au cours des années 1970 et 1980. D'après une étude de la mission militaire de la coopération à Paris en 1991, l'Afrique francophone aurait, pendant cette période, connu un faible nombre de victimes (40 000) comparée aux anciennes posses-

sions britanniques (2 millions), belges (2 millions) et portugaises (1,2 million)[5]. En trois décennies, la proportion de personnes tuées du fait des guerres, des répressions ou des massacres de masse n'y aurait été « que » de 35 pour 10 000 habitants, contre 790 du côté anglophone, 3 300 du côté belge et 4 000 du côté lusophone.

Dans le même ordre d'idées, Paris s'est ensuite convaincu d'avoir été à l'origine de l'ouverture de l'Afrique subsaharienne au multipartisme après l'effondrement de l'URSS. En réalité, les efforts de démocratisation du continent étaient bien antérieurs à la chute du mur de Berlin et au fameux discours du président François Mitterrand à La Baule en 1990. Dès la fin des années 1970, en l'occurrence, étaient tombées les dictatures de Francisco Macias Nguema en Guinée équatoriale, Jean Bedel Bokassa en Centrafrique et Idi Amin Dada en Ouganda, tandis que le Nigeria et le Ghana chassaient les militaires du pouvoir, organisaient des élections et restauraient des gouvernements civils[6].

Après la disparition de l'URSS, le regard des Occidentaux sur leur implication dans les conflits du tiers-monde a certes changé. Pendant la guerre froide, les grandes puissances voulaient la victoire. À présent, elles sont à la recherche d'un monde en paix et sont donc plus attentives à la « prévention des conflits ». Très à la mode, ce dernier terme est devenu un leitmotiv de la communauté internationale. Débarrassés des contraintes de la guerre froide qui les obligeaient à appuyer des dictatures sanguinaires mais anticommunistes, les Occidentaux, en particulier, ont imaginé

qu'ils pouvaient désormais jouer un rôle plus positif. Dans un rapport fort remarqué, le Human Security Centre estime ainsi que les efforts de prévention de la communauté internationale ont permis de réduire le nombre de conflits à travers le monde[7]. Après l'effondrement de l'URSS, le Conseil de sécurité de l'ONU a en effet pu commencer à exercer pleinement un mandat longtemps bloqué par le droit de veto dont abusaient les superpuissances dès lors qu'il s'agissait d'intervenir contre un de leurs alliés.

Les chiffres sont impressionnants à cet égard. À l'ONU, le nombre d'opérations de la paix a quadruplé entre 1987 et 1999, tandis que les tentatives de médiation et les missions de diplomatie préventive étaient, respectivement, quatre et six fois plus nombreuses en 2002 qu'en 1990. Le nombre de sanctions économiques mises en œuvre contre des régimes belliqueux a par ailleurs doublé entre 1988 et 2004. Au niveau national, les choses ont également changé. De 1990 à 2004, on a compté onze fois plus de gouvernements décidés à poursuivre leurs propres ressortissants pour des violations graves des droits de l'homme ; dans le même ordre d'idées, on a assisté à une multiplication des commissions du type « justice et vérité », à raison de sept en 2003 contre une en 1990.

Pour autant, cette tendance ne prouve rien en soi[8]. La réduction des inégalités sociales, la stabilité de l'État, la démocratisation des anciennes dictatures, la fin des empires coloniaux ou le moindre intérêt économique des guerres d'agression dans un monde interdépendant ont joué un rôle beaucoup plus cru-

cial pour empêcher ou résoudre les conflits. De leur côté, l'ONU et les ONG ont, au mieux, facilité ou relayé des processus de réconciliation et de pacification. Leur performance doit être nuancée, car les liens de cause à effet sont difficiles à établir. Des études statistiques montrent qu'en réalité, plus des organisations internationales proposent leurs bons offices, plus elles risquent de multiplier les initiatives contradictoires, de compliquer l'issue d'une guerre et, *in fine*, de réduire la possibilité de sortir d'une crise par la négociation[9]. À la décharge des diplomates, il faut ajouter que, bien souvent, les médiations interviennent dans les conflits les plus difficiles à résoudre. En effet, ce sont les guerres les plus longues qui ont le moins de chances de se terminer par une victoire militaire, et donc une plus grande probabilité d'aboutir à un cessez-le-feu négocié[10].

Contes et légendes de la prévention des conflits

De fait, les politiques de prévention des conflits se heurtent à des limites intrinsèques sur le plan méthodologique : on ne peut pas en mesurer l'efficacité, seulement les échecs, lorsque l'embrasement d'un pays démontre l'inanité des efforts de la communauté internationale. Les présupposés des Occidentaux sur leur capacité à prévenir les guerres reposent en l'occurrence sur des corrélations très douteuses entre l'aide, le développement, la démocratie et la paix. En matière de croissance économique, d'abord, l'effica-

cité des agences chargées de lutter contre la pauvreté est très contestée[11]. En l'absence d'aide, la Chine, par exemple, s'est beaucoup plus vite développée que l'Inde, qui a pourtant reçu une assistance massive des Américains, des Britanniques, des Nations unies et des Soviétiques tout à la fois. Le cas n'est pas isolé, ainsi qu'en témoigne le sous-développement de l'Afrique subsaharienne, région qui est, *per capita*, la plus assistée du monde et qui a reçu plus de 300 milliards de dollars d'aide au cours des quatre dernières décennies. D'une manière générale, l'absence d'aide oblige à prendre en main son développement, tandis que les secours maintiennent les bénéficiaires en situation de dépendance et peuvent avoir pour inconvénient d'éroder les capacités locales de reconstruction, voire de gestion des crises[12].

De ce point de vue, la corrélation entre l'aide et la paix apparaît tout aussi discutable. L'interrogation porte à la fois sur la relation entre la pauvreté et la guerre, d'une part, et entre l'aide et la stabilité politique, d'autre part. On sait que la pauvreté absolue n'est pas, en soi, génératrice de conflits; sinon, les pays les plus démunis de la planète, du Burkina Faso au Malawi, seraient systématiquement ravagés par des affrontements permanents. Au vu des enseignements de la théorie de l'agression-frustration, on sait en revanche que la pauvreté relative est davantage susceptible de provoquer des violences de grande ampleur. Mais les économistes de la Banque mondiale admettent eux-mêmes que les inégalités sociales et l'intensité d'une répression n'entrent quasiment pas en ligne de compte pour expliquer les débuts

d'un conflit, qu'il s'agisse d'une rébellion interne ou d'une guerre entre États[13]. Aucune explication simple ne confirme avec certitude l'existence d'un lien réciproque entre pauvreté et crise politique.

En ciblant les populations les plus vulnérables, l'aide internationale ne peut donc garantir intrinsèquement la paix. Il n'est pas non plus évident que le renforcement des capacités de la société civile, mécanisme dit de *building capacity*, facilite l'avènement de systèmes parlementaires censés promouvoir la résolution des conflits par la négociation[14]. La puissance du secteur associatif, notamment, n'empêche pas la dictature, pas plus que la démocratie ne permet d'éviter la guerre. Les batteries statistiques disponibles à ce sujet montrent qu'il n'y a pas de corrélation entre la densité d'ONG enregistrées dans un pays et la nature démocratique d'un régime. Ainsi, en Afrique, le Swaziland, une monarchie, et la Gambie, une dictature militaire, enregistrent un fort taux d'ONG par habitant sans être des modèles de bonne gouvernance[15]. D'une manière générale, sur le continent, les régimes autoritaires sont essentiellement tombés à cause de coups d'État et non du fait des syndicats ou d'une opposition parlementaire souvent laminée et divisée.

Qu'il s'agisse d'envoyer des secours ou d'organiser la société civile, l'aide au tiers-monde ne peut tenir lieu de parade contre la violence. Au contraire, ses intrants logistiques, objet d'une forte compétition économique, sont toujours susceptibles d'attiser et même de créer de nouveaux conflits[16]. La simple présence de travailleurs humanitaires, arguent certains,

permet sans doute d'informer sur les atrocités en cours. Mais les témoignages en provenance de pays en crise ne suffisent assurément pas à mobiliser la communauté internationale en faveur d'interventions toujours tributaires de la politique extérieure et intérieure des États bailleurs de fonds. Le Rwanda, rappelle Peter Uvin, recensait l'une des plus fortes proportions mondiales d'expatriés, consultants et développeurs par habitant avant le génocide de 1994[17]. De même, le Liberia et la Somalie ont bénéficié d'une aide massive avant la déflagration des années 1990. Ceci n'a pas évité les crises et n'a guère incité les puissances occidentales à prendre les mesures nécessaires : la communauté internationale s'est désengagée du Liberia dès 1989, du Rwanda au pire moment, en 1994, et de Somalie après le départ des casques bleus de l'ONU, en 1995.

L'arroseur arrosé

Dans le rapport de forces qui unit et oppose tout à la fois le Nord et le Sud, la prétention à dominer et régenter le monde par des valeurs « universelles » peut finalement se retourner contre les Occidentaux, suivant le bon vieux principe de l'arroseur arrosé. Les pays en développement savent parfaitement manipuler les clichés en renvoyant au Nord l'image que celui-ci attend d'eux. Bien présentée, la faiblesse du Sud devient alors un atout en vue d'obtenir des concessions qui ne répondent pas aux normes en vigueur en Occident. Ainsi, les prescripteurs de la

bonne gouvernance, qui conditionnent leur aide à la démocratisation de régimes autoritaires, sont moins exigeants quand il s'agit de l'Afrique, où l'on admet sans trop de mal des entorses au pluralisme politique et aux règles de la compétition électorale.

Les bailleurs de fonds procèdent de la même façon à propos de la libéralisation d'économies étatisées et corrompues. En principe, la Banque mondiale n'accorde pas de prêts aux gouvernements en difficulté qui n'auraient pas conclu de plan d'ajustement structurel avec le FMI. Mais le Nigeria a par exemple réussi à arracher un crédit à la Banque en 1986, alors qu'il n'avait pas fini de négocier avec l'institution de Bretton-Woods. En retardant la privatisation des entreprises d'État, d'autres, tel le Kenya, sont également parvenus à obtenir des financements sans véritablement mettre en œuvre de plan d'ajustement structurel. Pendant plus de vingt ans, l'Équateur et le Pakistan ont réussi à négocier des crédits du FMI sans jamais achever leurs programmes de réforme ni remplir les conditions pour de nouveaux prêts[18]. Au début des années 1990, encore, la Banque mondiale a dû reprendre ses versements au Ghana alors que le gouvernement venait de rompre ses engagements et d'augmenter les salaires de la fonction publique afin de contenter ses clientèles et d'acheter des votes dans la perspective d'élections[19]. Des pressions internes et externes ont en l'occurrence obligé l'institution de Bretton-Woods à diminuer ses exigences politiques pour rassurer les milieux diplomatiques, ne pas déstabiliser davantage des États fragiles et, *in fine*, satisfaire les financiers en continuant d'accorder des

crédits. Réalisées à partir d'un panel de plusieurs pays, des études montrent que les « recommandations » de la Banque mondiale n'ont tout simplement pas été appliquées dans la majorité des cas : mieux encore, ni la menace d'une interruption de l'aide ni la mise en place de sanctions économiques n'ont permis de remédier à la situation[20].

De manière générale, les créanciers du Nord ont très rarement réussi à prendre le contrôle d'un gouvernement du Sud[21]. À l'extrême, un pays comme la Thaïlande, échaudé par la crise financière de 1997, a préféré rembourser le FMI par anticipation en 2004, plutôt que de se débarrasser de crédits plus coûteux et de continuer à se soumettre aux ingérences de la Banque mondiale. La plupart du temps, on tend en fait à surestimer l'influence des créanciers occidentaux. Encore faudrait-il pour cela que les pays du Sud se soucient de rembourser leurs dettes, et pas seulement d'en demander l'annulation. La capacité de pression des créanciers ne paraît pas évidente lorsqu'il s'agit de négocier avec des gouvernements corrompus qui se préoccupent d'abord de leur enrichissement personnel plutôt que de leur réputation sur les marchés financiers, quitte à contracter de nouveaux emprunts en gageant sur plusieurs décennies la production à venir des ressources naturelles exploitées dans les territoires sous leur contrôle. Trop souvent, les crédits internationaux alimentent d'abord la fuite des capitaux du tiers-monde, au lieu d'inciter la classe dirigeante à entreprendre des réformes économiques et politiques. Concernant les pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne, les avoirs privés placés à

l'étranger s'avèrent même supérieurs au montant de la dette publique[22] !

La théorie du complot et de la dépendance présente, de ce point de vue, l'avantage de valoriser des faiblesses qui garantissent des ressources politiques et économiques à moindre coût relativement aux critères des États développés. Autre atout, les analyses « conspirationnistes » permettent aux populations du tiers-monde de se défausser de leurs responsabilités en imputant leurs malheurs à la toute-puissance des Occidentaux. Renversant l'ordre chronologique, nombre d'observateurs mettent ainsi les crises économiques du Sud sur le compte exclusif de la Banque mondiale alors même qu'initialement, celle-ci intervient précisément pour résoudre des problèmes de gestion et de gabegie[23]. Le temps de la guerre, en particulier, favorise la recherche de boucs émissaires afin de justifier les défaites. Bien connu en France, le thème de la cinquième colonne a été décliné sous diverses formes dans les pays du Sud. Au Nigeria, pendant la guerre de sécession du Biafra, les belligérants ont imputé leurs revers militaires à des ingérences extérieures. Les troupes fédérales, plus nombreuses mais longtemps tenues en échec, ont expliqué l'extraordinaire résistance des rebelles par le soutien de mercenaires français et sud-africains venus former les Biafrais[24]. Les sécessionnistes, qui devaient finalement capituler, sont persuadés, eux, d'avoir perdu la guerre à cause de l'infiltration de saboteurs, les *sabo*, et d'une intervention secrète des troupes de l'OUA[25].

D'une manière générale, il est plus facile de vilipender l'étranger que l'adversaire local, avec qui il

faudra bien composer un jour. La désignation de boucs émissaires est d'autant plus commode qu'elle cible des « pièces rapportées » et, souvent, peu familières avec le terrain du conflit : une mission des Nations unies au Congo, une compagnie pétrolière en Colombie, etc. « La facilité, écrit un journaliste de RFI, veut que les étrangers soient souvent accablés de tous les maux. La vulgate tiers-mondiste des années 1960, aujourd'hui reprise de la manière la plus caricaturale qui soit par la mouvance altermondialiste, fait des pays développés, des grandes entreprises qui en proviennent, des agences financières internationales les seuls responsables des malheurs qui accablent les paysans... Bien sûr, le tsunami libéral qui se propage dans le monde fait des ravages. Bien sûr, la déréglementation des marchés pose problème quand elle s'impose, sans précautions, aux économies les plus faibles, aux administrations les moins bien préparées, aux paysans les moins formés ! Il faudrait être aveugle pour le nier. Mais tous les maux ne viennent pas de là. L'incompétence, la prévarication, la paresse des dirigeants, l'absence de cohésion nationale, voire régionale, provoquent tout aussi souvent des dégâts irréparables que la naïveté des militants charitables [...] est tout à fait incapable d'enrayer, ni même de corriger[26]. »

Certains observateurs « culturalistes » vont encore plus loin et voient dans la théorie du complot une caractéristique inhérente aux pays du Sud, voire une explication de leur sous-développement. Dans cette optique, un ancien correspondant de guerre en Afrique affirme par exemple que « l'esprit européen

est conscient de ses limites, il accepte son imperfection, il est sceptique, il doute, il se pose des questions. Dans les autres cultures, cet esprit critique n'existe pas. Pire, les autres cultures ont tendance à manifester de l'orgueil, à considérer tout ce qui leur est propre comme parfait. Bref, elles sont dénuées de sens critique à l'égard d'elles-mêmes. Les responsables de tous ces maux, ce sont exclusivement les autres – les complots, les agents, la domination étrangère sous diverses formes[27] ».

L'exonération des responsabilités

On aurait certes tort de surestimer les avantages de l'autocritique en matière de progrès et de développement, au risque, pour les Européens, de se dénigrer ou, pour les populations du Sud, de sombrer dans un complexe d'infériorité raciale[28]. Le recours aux analyses « conspirationnistes » n'est en l'occurrence pas qu'un simple exercice de style, une tradition culturelle. Il a une réelle utilité stratégique en ce sens qu'il place les faibles dans le concert des nations et les exonère de leurs responsabilités en désignant des boucs émissaires. La théorie du complot a ceci de paradoxal qu'elle survalorise et dévalorise les pays du Sud, tout à la fois pantins et enjeux des grandes puissances. Non sans contradictions, elle exagère en effet l'intérêt que le Nord peut porter à des États déliquescents, en même temps qu'elle constate la fragilité de populations complètement soumises aux influences extérieures.

Au fin fond de l'Afrique, les Burundais réfugiés dans des camps en Tanzanie se racontent ainsi des histoires qui les resituent au centre du monde tout en soulignant leur immense vulnérabilité. Pour la plupart hutu, ils se disent victimes d'un vaste complot dont témoignerait l'alliance de Washington avec le régime à dominante tutsie au pouvoir à Kigali depuis 1994. En 1997, la visite officielle du président Bill Clinton au Rwanda a alors été réinterprétée par le petit bout de la lorgnette. Selon eux, l'hôte de la Maison-Blanche aurait tout simplement succombé aux charmes d'une Monica Lewinski noire... et bien entendu tutsie[29]. Instigatrice et manipulatrice, la femme joue, il est vrai, un rôle souvent essentiel dans les représentations du complot. En 1991, dans les camps de réfugiés soudanais en Éthiopie, par exemple, la scission de la rébellion sudiste était mise sur le compte d'une Mata Hari britannique, en l'occurrence l'épouse d'un chef dissident, Riak Machar, qui, peu après son mariage, devait quitter avec pertes et fracas la SPLA de John Garang[30].

Évidemment, les efforts de déresponsabilisation et de promotion stratégique du tiers-monde ne sont pas tous aussi fantasques. Ils peuvent prendre des apparences plus scientifiques. L'étude que développe un chercheur nigérian sur les enjeux sécuritaires de son pays est parlante à cet égard[31]. Publié en 2003, l'ouvrage se heurte d'abord à d'importantes limites méthodologiques car il se base sur des statistiques vieilles de vingt ans. À la rigueur, de telles lacunes sont assez compréhensibles : après s'être emparés du pouvoir en 1983, les militaires nigérians se sont bien

gardés de publier des chiffres réactualisés sur le secteur de la défense; de plus, les travaux académiques produits en Afrique présentent souvent des bibliographies très datées car beaucoup d'universités ont cessé d'acheter des livres au début des années 1970. Mais l'intérêt de l'étude réside précisément dans ce qui n'est pas dit. En effet, le chercheur ne fait pas de la corruption un point central du dysfonctionnement des forces de sécurité au Nigeria. Il occulte également leurs violations des droits de l'homme, ce qui, toutes proportions gardées, revient à essayer d'analyser l'Allemagne nazie en omettant d'évoquer la question de la Shoah ! Bien plutôt, l'universitaire reprend les discours du pouvoir sur les problèmes de sécurité au Nigeria, qu'il met sur le compte du sous-équipement, du manque d'effectifs et de la faible rémunération des forces de l'ordre. L'analyse permet d'esquiver l'immense responsabilité de la police et de l'armée en matière de répression, de massacres et de violences publiques. À l'inverse, le chercheur surestime l'influence de son pays sur la scène africaine au moment du boom pétrolier, son heure de gloire. Il prétend par exemple que la nationalisation de la filiale nigériane de la British Petroleum en 1979 a contraint la Grande-Bretagne à accorder l'indépendance au Zimbabwe en 1980, une analyse qui minimise le rôle des mouvements de libération sur place et oublie que la minorité blanche au pouvoir à Harare avait unilatéralement proclamé l'indépendance contre l'avis de Londres en 1965[32].

De façon significative, ce double complexe d'infériorité et de supériorité imprègne toutes les couches

de population, les élites comme les analphabètes, les ruraux comme les urbains, les classes dirigeantes comme les subalternes... Transcendant les différences sociales, la maladie est un des registres qui l'exprime le mieux. En témoigne par exemple le rejet des campagnes de vaccination contre la polio en Ouganda en 1996 ou au Nigeria en 2003, accusées d'être un complot de l'Occident pour stériliser ou éliminer la race noire[33]. Les interprétations du sida, notamment, ont tout à la fois « disculpé » les Africains et mis en évidence l'ingéniosité des ressources « indigènes ». D'un côté, des charlatans se sont saisis de l'occasion pour prétendre avoir trouvé des médicaments miraculeux à base de plantes traditionnelles. En Ouganda, par exemple, la prophétesse autoproclamée Alice Lakwena a affirmé pouvoir guérir la maladie en quarante jours. En Afrique du Sud, des chercheurs « indépendants » ont, pour leur part, nié la transmission de la maladie par le VIH. L'an 2000 a été particulièrement propice dans ce domaine, peut-être parce qu'il se prêtait bien aux prédictions millénaristes ; cette année-là, les docteurs Jeremiah Abalaka au Nigeria et Victor Anomah Nguh au Cameroun annonçaient avoir découvert un vaccin contre le sida...

D'un autre côté, l'épidémie a aussi été récusée : c'était une importation occidentale en vue d'éliminer la race noire, voire un complot de la papauté pour prôner l'abstinence et réduire le taux de fécondité des populations africaines. À ses débuts, la maladie a tout simplement été niée. Au Cameroun, on a parlé de « syndrome imaginaire des amoureux » ; en Afrique du Sud, « d'intervention américaine pour

décourager les relations sexuelles » : *American Intervention to Discourage Sex*, d'après l'acronyme du sida en anglais, AIDS. Par la suite, il a bien fallu admettre l'ampleur de la pandémie. Mais, collectivement, on a cherché à éluder les responsabilités. Les cas de filles mères ou d'adultères étaient déjà courants en Afrique ; les comportements sexuels, la polygamie ou la multiplication des partenaires ne pouvaient donc pas être à l'origine du fléau. Individuellement, on a par ailleurs essayé de cacher la « malédiction », source de commérages et de stigmatisation vis-à-vis du reste du groupe. La maladie a souvent été mise sur le compte de la sorcellerie et sa propagation a été expliquée par les velléités de vengeance des victimes[34].

Peu importe, dans ces conditions, que les armées africaines soient un grand convoyeur du sida et que les lieux de prostitution pullulent autour des garnisons[35]. Pour les gouvernements comme pour les particuliers, il a été beaucoup plus facile d'incriminer la perversité sexuelle des Occidentaux ou l'intervention des forces de l'invisible. Parfois à des fins éminemment politiques : détenus de 1999 à 2007, cinq infirmières bulgares et un médecin palestinien ont ainsi été accusés par la Libye de travailler pour la CIA et le Mossad en inoculant le sida à des enfants dans un hôpital pédiatrique de Benghazi. Au lieu d'obliger les autorités à admettre les défaillances de leurs services de santé en matière d'hygiène, cette affaire très médiatisée a permis au colonel Muammar al-Kadhafi de régler ses comptes avec la communauté internationale en lui demandant d'indemniser financièrement les familles des enfants décédés à hauteur d'un

montant équivalant à la somme versée aux proches des victimes de l'attentat de Lockerbie en Écosse, qui avait été commandité par la Libye en 1988.

Le mythe de la recolonisation : le cas des Comores

De par sa capacité à déresponsabiliser et magnifier tout à la fois, le complexe obsidional paraît encore plus utile dans les États faibles et sans ressources qui, *a priori*, suscitent peu la convoitise des grandes puissances. Avec un petit demi-million d'habitants, les Comores sont emblématiques à cet égard. À l'instar de l'Irlande du Nord à partir de 1969 ou de Chypre en 1974, le pays ne recense pas « assez » de morts pour apparaître dans les bases de données sur les guerres. De plus, l'archipel est trop éloigné des centres d'intérêt de la communauté internationale pour retenir l'attention des médias : la sécession de l'île d'Anjouan, le 3 août 1997, n'a guère fait les gros titres de l'actualité. Enfin et surtout, la très grande vulnérabilité des Comores se prête particulièrement bien aux théories du complot et de l'ingérence extérieure. Les conflits indépendantistes et irrédentistes qui déchirent l'archipel sont tout naturellement mis sur le compte de l'ancien colonisateur français, omniprésent.

De fait, le gouvernement de l'Union des Comores, installé dans la capitale, à Moroni, ne contrôle quasiment pas les trois îles autonomes de la Grande Comore (Ngazidja), Mohéli (Moili) et Anjouan (Ndzouani), sans

parler de Mayotte, qui est restée dans le giron de Paris au moment de l'indépendance en 1975. Arrivée au pouvoir par un coup de force le 30 avril 1999, la junte du colonel Azali Assoumani n'a pas réussi à revitaliser un État en voie de décomposition et à ressouder des communautés réputées ingouvernables[36]. Malgré l'instauration d'un cadre fédéral avec les accords de Fomboni du 26 août 2000, Anjouan a continué de s'autogérer sous la conduite d'un chef de file séparatiste, Mohamed Bacar, lui-même en butte à de fréquentes tentatives de putschs alors que les trafics d'armes dans la région laissaient craindre une reprise des hostilités. La Grande Comore, où se trouve la capitale, est quant à elle passée aux mains de l'opposition parlementaire locale. Seule la plus petite des trois îles, Mohéli, qui avait temporairement proclamé son indépendance le 11 août 1997, est rentrée dans le rang avec l'élection à sa tête d'un allié d'Azali Assoumani en avril 2002.

Historiquement, la France a, il est vrai, joué un rôle essentiel dans le démembrement de l'ensemble comorien. À l'approche de l'indépendance, la métropole a ainsi transféré la capitale de l'archipel depuis Dzaoudzi (à Mayotte) vers Moroni (sur la Grande Comore). Ce faisant, elle a calmé les revendications des Grands Comoriens et, du même coup, incité les Mahorais à refuser de voter pour une indépendance qui les dépossédait de leurs prérogatives coloniales. Au lieu de comptabiliser les résultats du référendum d'autodétermination sur l'ensemble de l'archipel en décembre 1974, Paris a alors autorisé la sécession de Mayotte sous prétexte de son caractère insulaire et

de sa spécificité historique[37]. L'ONU et l'OUA ont vainement condamné l'illégalité du « charcutage électoral » d'un processus d'indépendance « à la carte » qui contrevenait à l'intangibilité des frontières coloniales et qui favorisait la balkanisation du continent.

Depuis lors, la France a beaucoup œuvré pour rompre l'isolement diplomatique de sa collectivité territoriale, notamment au sein de la Commission de l'océan Indien. Au fil des années, Paris a plus ou moins réussi à neutraliser l'opposition de l'Union européenne à la départementalisation de Mayotte en impliquant l'Allemagne dans la gestion d'une base d'écoutes sur place. Quant aux Comoriens, ils n'ont ni l'envie ni les moyens d'entreprendre une lutte armée pour reprendre possession du territoire perdu : la « marche rose » de novembre 1975 fut un échec et les politiciens de Moroni préfèrent désormais se cantonner dans ce qu'une expression locale désigne sous le nom de « guerre de la salive ».

Dans un tel contexte, la tentative de sécession d'Anjouan a été comprise comme une manœuvre de la France visant à entériner la partition de l'archipel. Les Grands Comoriens en tiennent pour preuve la promesse d'un soutien logistique de Mayotte et la présence dans les parages d'un navire français, *la Boudeuse*, qui a dissuadé Moroni d'intervenir militairement en 1997. Est également cité à charge le cas d'un ancien de la Coloniale, le colonel Saïd Abeid Abdéremane, que des médiateurs du Quai d'Orsay seraient allés chercher dans sa retraite à Toulouse pour prendre le pouvoir à Anjouan, quitte à l'exfiltrer ensuite par avion lorsque celui-ci fit preuve d'une

inquiétante dérive dictatoriale et s'avéra incapable de mettre fin aux troubles entre les différentes factions de l'île. Le colonel Azali Assoumani, pour sa part, a accusé des mercenaires français d'avoir repoussé une tentative de débarquement de l'armée comorienne en avril 1999 (l'affaire s'était soldée par la mort de dix soldats qui avaient en réalité été tués par la population).

Rétrospectivement, la manipulation de Paris semble d'autant plus évidente que des Anjounais ont demandé à être recolonisés. L'île connaît en effet des rivalités de terroir entre sa capitale, Moutsamoudou, plutôt encline au séparatisme, et Domoni, l'ancien chef-lieu de l'île, tourné vers Mayotte et plus « rattachiste ». À Moutsamoudou, le courant indépendantiste soutient que le référendum d'autodétermination de décembre 1974 portait sur les quatre îles comoriennes, seule entité officiellement reconnue par la communauté internationale. Après la déclaration unilatérale d'indépendance le 6 juillet 1975, aucun vote n'est venu entériner un contrat de gouvernement entre les trois îles. Arguant que Mayotte avait pu s'affranchir de Moroni dès cette époque, Anjouan a donc revendiqué son droit à l'autodétermination et s'est plainte d'avoir été délaissée par le pouvoir central, y compris du temps du président Ahmed Abdallah, qui était pourtant originaire de l'île.

Les rattachistes, eux, vont jusqu'à demander une réintégration dans la République française. Calqué sur son homologue du Mouvement populaire mahorais à Mayotte, le Mouvement populaire anjouanais, au pouvoir à partir de 2002, a dénoncé la faillite de

l'État post-colonial, la corruption des élites et une gabegie sans nom. Pour Abdallah Mohammed, un des chefs de file de la tendance irrédentiste, « les Anjouanais ont ainsi exprimé tout haut ce que les Africains du continent pensaient tout bas. Évidemment, les apparatchiks de l'Union africaine ne nous l'ont pas pardonné, car notre constat de l'échec des indépendances allait dans le sens d'une recolonisation[38]. » Dans le même ordre d'idées, le courant rattachiste n'a été soutenu à l'étranger que par une poignée de journalistes français d'extrême droite, par des « souverainistes » mahorais et, à titre individuel, par des députés de la métropole favorables à la départementalisation de Mayotte. Combat d'arrière-garde, la défense des derniers confettis de l'Empire n'a sûrement pas reflété la position de Paris.

Des enjeux stratégiques *a contrario*

Qu'importent alors les invraisemblances de la théorie du complot en la matière. Nombre de Comoriens ne voient pas de contradictions entre le soutien supposé de Paris aux sécessionnistes anjouanais, d'une part, et au régime militaire jacobin au pouvoir à Moroni, d'autre part. Les mauvaises langues n'ont pas manqué de souligner l'étroitesse des relations entre le colonel Azali Assoumani et l'ambassadeur de France, Jean-Pierre Lajaunie. On ne voit pourtant pas quel aurait été l'intérêt de Paris à appuyer simultanément toutes les parties à un conflit séparatiste. En outre, la volonté de reprendre possession d'un terri-

toire comme Anjouan paraît plus que douteuse. La demande de recolonisation des rattachistes a d'ailleurs été rejetée avec la plus grande vigueur par le Quai d'Orsay. À tout bien considérer, même le maintien de Mayotte dans le giron de Paris s'avère contre-productif. En déséquilibrant l'ensemble de l'archipel, il présente en effet plus d'inconvénients que d'avantages pour la présence française dans l'océan Indien.

Sur le plan stratégique, d'abord, il n'est nul besoin de conserver Mayotte pour sécuriser le passage des tankers pétroliers qui empruntent le canal de Mozambique pour contourner le cap de Bonne-Espérance et relier le Moyen-Orient à l'Europe. Paris pourrait parfaitement se contenter de louer une base à Mayotte, un peu comme à Djibouti, ou de déménager ses installations militaires vers une île inhabitée et sous souveraineté française dans la région, à l'instar de Diego Garcia pour les Américains. Un détachement de l'armée française stationne d'ailleurs en permanence sur l'îlot Tromlin, malgré l'absence de port en eaux profondes.

La situation économique, géographique et sociale de Mayotte, qui plus est, rend la position de Paris intenable à terme. Le territoire, où un RMI est en passe d'être introduit, vit des subventions de la métropole et représente un formidable pouvoir d'attraction pour les immigrés clandestins, notamment les *pouère* (« boat people ») en provenance d'Anjouan. Le solde migratoire alimente un bon tiers de la croissance démographique de Mayotte, qui est déjà très élevée, et les sans-papiers représenteraient jusqu'à un quart

des 160 000 habitants de l'île. Véritable brèche dans l'Espace européen du traité de Schengen, cette pression démographique fragilise davantage une économie assistée dont la capacité d'absorption n'est pas infinie. Les risques d'explosion sociale ne sont pas négligeables. En 1990, les autochtones de Mayotte formaient ainsi un groupe paramilitaire, Caïman, qui a exigé l'expulsion des immigrés illégaux. Des troubles ont éclaté en juin 1992, les manifestations de rues ont repris fin 1998 et les tensions n'ont jamais vraiment cessé depuis.

Depuis l'imposition en 1995 d'un visa d'entrée pour les ressortissants comoriens désirant se rendre à Dzaoudzi, les autorités prétendent certes fermer les frontières. Les rafles se sont multipliées et 6 000 Comoriens ont été expulsés de Mayotte entre 1997 et 2000. Lancé en 2002, un « plan Lagon » prévoit quant à lui de renforcer les patrouilles de garde-côtes. Mais d'après certaines estimations, plus de 600 clandestins continuent de débarquer chaque année. De toute façon, la population est suffisamment mélangée pour que la plupart des Comoriens puissent, à un titre ou un autre, arguer d'un droit à la réunification familiale et venir habiter Mayotte. La fermeture des frontières a surtout eu pour conséquence d'attiser les ressentiments xénophobes et de provoquer des drames. En 2000 et 2001, près de 200 personnes se sont noyées ou ont disparu en essayant de gagner les rivages de Mayotte à bord d'embarcations de fortune, les *kwassa-kwassa*.

Le paradigme du roquet

La crainte de l'immigration clandestine dans une des parcelles de la France d'outre-mer est significative. Qui peut sérieusement imaginer aujourd'hui que l'Occident veuille recoloniser l'Afrique au risque de devoir accueillir tous ses habitants ? Les Comores, en l'occurrence, ne constituent même pas un enjeu stratégique pour Paris. Sur le plan géopolitique, l'archipel ne compte pas de ressources naturelles importantes et son positionnement à l'échelle planétaire est marginal. Au mieux, il représente une menace « par défaut d'État » (et de développement). De ce point de vue, l'enjeu des Comores repose sur la capacité de nuisance d'un pays à la dérive.

D'autres ne se sont d'ailleurs pas privés d'exploiter un tel filon. De la Mauritanie à la Somalie en passant par le Tchad ou le Niger, des États voyous ou défaillants ont parfaitement su vendre aux Occidentaux la menace du terrorisme islamiste en échange d'une aide économique ou militaire. Le procédé relève de ce qu'on pourrait appeler « le paradigme du roquet », à l'image du petit chien qui veut paraître méchant. Plus un État est faible et démuni d'atouts stratégiques, plus il tend à exagérer son intérêt international et à aboyer fort pour masquer son impuissance, quitte à provoquer des tempêtes dans un verre d'eau. Ainsi, aux Comores, l'épouvantail islamiste a permis de faire d'une pierre deux coups, à la fois sur la scène intérieure et extérieure.

En avril 1999, le colonel Azali Assoumani a d'abord brandi la menace terroriste pour justifier son coup

d'État auprès de la communauté internationale. Il a argué que son prédécesseur élu en mars 1996, le président Taki Abdulkarim, était proche des fondamentalistes et que des Comoriens avaient été mêlés à l'attentat contre l'ambassade américaine à Nairobi en août 1998. Formées en Iran, en Arabie Saoudite ou au Soudan, les grandes figures intégristes de l'archipel ont en quelque sorte légitimé l'action des militaires, notamment Ahmed Abdallah Sambi, un cheikh anjouanais surnommé « ayatollah » parce qu'il prônait une application stricte de la *charia* et avait fondé le seul parti islamiste des Comores, le FNJ. Dans une telle perspective, la junte du colonel Azali Assoumani allait minimiser l'échec des fondamentalistes à vaincre les réticences des confréries traditionnelles et à mettre en œuvre un véritable projet politique[39].

Sur la scène intérieure, l'accusation d'islamisme a par ailleurs servi à discréditer, diaboliser et éliminer des rivaux potentiels, à commencer par Abdou Soulé Elbak, un outsider élu en avril 2002 à la tête de l'île de la Grande Comore contre le candidat des militaires, très impopulaire. Pour le colonel Azali Assoumani, l'objectif était de disqualifier les opposants à la junte en leur prêtant des visées fondamentalistes. Abdou Soulé Elbak avait contre lui d'avoir milité au FNJ, fait ses études à Médine, géré une agence de voyages pour les pèlerins vers La Mecque, canalisé les fonds de l'aide des pays arabes au ministère des Affaires étrangères à Moroni et tenu des propos outranciers après les attentats du 11 septembre 2001 à New York. Mais il n'avait rien d'un religieux. Ses appels en faveur de la solidarité islamique relevaient essentiel-

lement d'un comportement démagogique. Abdou Soulé Elbak a en effet mis en avant sa basse extraction paysanne pour recruter des supporters dans les milieux défavorisés et les quartiers pauvres de la capitale, notamment Iroungoudjani et Djonmoindji, dont il était originaire. Ainsi, son parti d'adoption, le PCDP, se voulait proche des masses et son symbole évoquait le cocotier *ja-mnazi*, un arbre dont tous les matériaux pouvaient se recycler dans une économie de subsistance et de pénurie.

Paradoxalement, le gouvernement du colonel Azali Assoumani, lui, n'était pas à l'abri de la tentation islamiste, en particulier son ministre des Affaires étrangères, Souef Mohamed el-Amine, qui était très proche des milieux arabes. Isolé sur la scène politique intérieure, en difficulté sur le plan économique, le colonel Azali Assoumani aurait tout aussi bien pu utiliser l'argument religieux pour se racheter une conduite et une popularité, à l'instar des régimes finissants de Jaafar Muhammad Nimeiry au Soudan en 1983 ou de Saddam Hussein en Irak en 2003. Statutairement, il lui aurait été facile de manipuler la question de l'islam, religion d'État qui relevait du domaine du pouvoir central d'après la Constitution de décembre 2001. Autre avantage, cette fois sur la scène internationale, le procédé lui aurait aussi permis de bénéficier de l'aide des puissances musulmanes. Depuis leur admission à la Ligue des États arabes en septembre 1993, les Comores ont en effet reçu du pétrole à moindre prix et des subventions à la mesure de leur ralliement aux positions diplomatiques des pays du Golfe. En 1991, par exemple,

Moroni a proposé au Koweït l'envoi d'un petit détachement de l'armée comorienne pour repousser l'invasion irakienne ! En échange de quoi, le Fonds de développement du Koweït allait financer l'amélioration du réseau routier, la construction du nouveau port de Moutsamoudou et l'achat d'un bateau pour faciliter les liaisons entre les îles...

L'ironie de l'histoire veut que l'islamiste d'hier, Ahmed Abdallah Sambi, ait finalement été élu président de l'archipel en 2006. Le colonel Azali Assoumani a dû quitter le pouvoir et céder la place à un Anjouanais. Récurrentes, les tensions sécessionnistes n'ont pas cessé pour autant. Il est encore loin, le temps où l'archipel se stabilisera, attirera les investisseurs et prendra le chemin du développement sur le modèle de l'île Maurice ou de Taiwan. En attendant, le cas des Comores montre comment un petit pays sans gros enjeux stratégiques peut monnayer son soutien auprès de puissances plus importantes[40]. Qu'il s'agisse de vendre sa capacité de nuisance ou sa voix aux Nations unies, l'insertion des problématiques locales sur la scène internationale donne alors une tout autre dimension aux conflits qui déchirent des territoires démunis. En sortant du cadre de la politique intérieure, leur analyse s'inscrit dans des perspectives plus larges qui favorisent la thèse du complot de l'étranger. Mais le biais n'est pas que spatial. Il est également temporel, lorsque des analyses à courte vue occultent l'histoire des antagonismes, et donc leurs causes profondes.

DES NOUVELLES GUERRES FORT ANCIENNES OU L'HISTOIRE DES CONFLITS À L'AUNE D'UN RÉVISIONNISME HUMANITAIRE

En France, Bernard Kouchner incarne le héraut humanitaire. Très écouté, il influence souvent la façon dont l'opinion publique se représente les grandes crises du tiers-monde. Emporté par sa bonne foi ou son goût des médias, il a ainsi prédit des génocides au Biafra en 1968, au Kurdistan en 1974 et au Liban en 1975[1]*. Pourtant, aucun des crimes annoncés ne devait se produire. En 1970, les Nigérians n'ont pas profité de la défaite des sécessionnistes biafrais pour achever les Ibos qui avaient survécu au blocus des troupes fédérales*[2]*. En 1974, la sanglante répression de la rébellion kurde en Irak ne démontrait pas non plus l'intention d'exterminer une population dans son ensemble. Et en 1975, les débuts de la guerre civile au Liban allaient provoquer leurs contingents d'atrocités et de massacres sans pour autant entraîner un génocide à proprement parler.*

À l'instar de certains journalistes avides de sensa-

tionnel, la propension à exagérer l'impact des guerres est une caractéristique majeure des humanitaires, presque une déformation professionnelle. Elle n'est pas le fait du seul Bernard Kouchner. ONG et agences gouvernementales, catholiques et protestants, structures confessionnelles ou laïques : beaucoup sont concernés. Dans une de ses publications, l'Union européenne, premier bailleur de fonds mondial de l'aide humanitaire, affirme ainsi que « depuis la fin de la guerre froide, les conflits violents se sont multipliés, essentiellement en Afrique subsaharienne[3] ». ONG protestante, la Cimade reprend l'antienne à son compte dans le journal destiné à ses donateurs[4]. Selon elle, « la situation n'a fait que s'aggraver au fil des années et des décennies, et elle n'épargne aucun continent : les conflits armés n'ont pas cessé, frappant surtout les femmes et les enfants, les persécutions religieuses, ethniques, politiques se multiplient ainsi que les catastrophes naturelles, les famines, la désorganisation sociale, les impacts négatifs de la mondialisation économique... » Bien entendu, les autres ONG confessionnelles ne sont pas en reste. Le Secours catholique parle à propos de l'Afrique d'un « record absolu de guerres civiles majeures et de conflits sanglants, de pouvoirs militaires et civils prédateurs, de millions de réfugiés et de déplacés, de familles disloquées et sans force, d'orphelins et d'enfants non accompagnés ou embrigadés dans les combats, de handicapés rescapés des massacres. »[5]

Rares sont en fin de compte les humanitaires professionnels qui nuancent le constat et admettent la difficulté à établir une échelle de Richter des souf-

frances. Chargé d'évaluer les activités du Comité international de la Croix-Rouge en 1975, un ancien responsable de la coopération canadienne tient des propos plus mesurés à cet égard. « On ne peut pas dire, écrit-il, si les souffrances endurées par les victimes du conflit en Indochine ou des famines au Bangladesh, au cœur des années 70, [sont] plus ou moins grandes que celles des blessés sur les champs de bataille d'Europe pendant les années 1860 ou des populations de Chine frappées par la famine dans la fin du XIXe siècle. » Mais le pessimisme souvent inhérent à l'action humanitaire reprend vite le dessus et l'auteur se risque bientôt à prédire une multiplication des conflits, de nouveaux types de catastrophes et des dégâts plus sévères dans les pays en développement[6]. Avec la fin de la guerre froide et les bouleversements liés à l'éclatement d'un monde bipolaire, les analyses de ce genre prendront le dessus et domineront les cercles de réflexion.

Les Occidentaux vivent dans un monde où l'information circule de plus en plus vite. Aussi sont-ils en permanence confrontés, quasiment en direct, aux terribles images des guerres civiles qui ravagent leurs contemporains dans les pays en développement. Depuis l'engagement militaire des Américains au Vietnam, cette révolution de la représentation des conflits armés a beaucoup participé d'une plus grande sensibilisation à la souffrance d'autrui et, partant, de l'émergence d'une idéologie humanitaire[7]. Les médias et les agences d'aide ne sont pas seuls en cause. De façon conjoncturelle, la fin de la guerre froide y

a aussi contribué en découvrant toute la brutalité « irrationnelle » des guérillas débarrassées de leurs oripeaux « communistes » ou « capitalistes ». Alors que la chute du mur de Berlin avait laissé espérer un apaisement des tensions, voire, de façon très optimiste, un monde sans guerres, la persistance des conflits dits « périphériques » et la dilution des oppositions Est-Ouest ont révélé la profondeur de dynamiques endogènes qui n'avaient sûrement pas besoin d'un encadrement marxiste ou libéral pour s'épanouir. L'effondrement de l'URSS a plutôt donné le sentiment que s'ouvrait une période de « chaos », pour reprendre le terme de Chester Crocker, responsable de la diplomatie africaine des États-Unis entre 1981 et 1989, très actif lors des négociations entre l'Angola et l'Afrique du Sud à propos de l'indépendance de la Namibie et du départ des troupes cubaines[8].

Indéniablement, les affrontements des pays du Sud à présent n'entretiennent qu'un rapport lointain avec la guerre clausewitzienne de l'Europe du XVIIIe siècle, qui voyait se battre des troupes en uniformes. Mais, à moins de sombrer dans l'ethnocentrisme et le raccourci historique, les deux registres ont toujours été très dissemblables. Les armées conventionnelles n'ont jamais pu se déployer pleinement dans des sociétés marquées par la difficile gestation d'un État-nation, souvent sous le sceau de la colonisation. Dans les pays en développement aujourd'hui, le caractère prédateur des guerres civiles ne semble pas discutable; leur nouveauté, oui. Ce qui a changé, c'est d'abord la représentation occidentale des conflits du Sud. Une pareille construction idéologique doit beaucoup aux

organisations humanitaires et repose sur des présupposés non validés scientifiquement : essentiellement quatre énoncés selon lesquels les guerres seraient plus nombreuses, plus meurtrières, moins militaires et plus sauvages.

La multiplication des conflits armés : un effet de loupe

Une première idée fausse consiste à parler d'une multiplication des conflits armés. Pareil effet de loupe provient en réalité d'une meilleure recension des troubles et d'un affinement des grilles d'analyse. Qu'est-ce donc qu'une guerre ? Une définition académique veut qu'il s'agisse d'une lutte armée entre groupes sociaux, et pas seulement entre États. Mais quels critères utilise-t-on pour répertorier des combats qui auraient pris l'ampleur d'une guerre ? Leur localisation géographique ? L'intensité de leur violence, mesurée en cadavres ? Et si la mortalité est un indicateur pertinent, quels seuils faut-il retenir pour définir des séquences temporelles ? Dans bien des cas, la violence se déploie en réalité dans des zones grises, entre guerre et paix ; il est difficile de savoir précisément quand commence et finit le moment des combats.

Les instituts spécialisés travaillent en l'occurrence sur la mortalité mais ont beaucoup diminué leurs exigences en la matière. Dorénavant, certains prennent en compte les conflits de basse intensité à partir de cent morts directes par an, au lieu de mille précédemment, et incluent des événements autrefois ran-

gés dans la catégorie des émeutes ou des pogroms. Le Human Security Centre, par exemple, distingue deux catégories : les « guerres », qui font au moins mille morts par an sur les champs de bataille, et les « conflits », qui en font vingt-cinq[9]. Le Stockholm International Peace Research Institute, pour sa part, a l'intention d'étendre sa base de données aux violences non étatiques, notamment les affrontements communautaires ou religieux. À l'Université du Michigan, enfin, des chercheurs étudient les guerres civiles à partir d'un seuil de deux cents morts directes sans précision de durée[10].

Résultat, les calculs statistiques produisent du chiffre et favorisent souvent les tendances à la hausse. Le trompe-l'œil est particulièrement significatif à l'échelle de l'Afrique. Dans cette région de civilisation orale, il n'existe pas ou peu d'états civils et d'écrits historiques pour attester la fréquence et l'intensité meurtrière des conflits d'autrefois. À l'exception du soulèvement des Boers d'Afrique du Sud en 1899, de la révolte du Rif marocain en 1921 et de l'invasion italienne de l'Éthiopie en 1936, de grandes études n'y recensent tout simplement pas de guerres avant la période des indépendances : comme si le continent avait miraculeusement été épargné par la colonisation et la traite des esclaves[11]. Au regard de nos lacunes quant à l'histoire de l'Afrique ancienne, une dégradation de la situation s'avère pourtant impossible à apprécier dans la longue durée. À la fin du XIXe siècle, les spécialistes de polémologie avouaient déjà leur impuissance. Dans un article qui recensait 198 guerres civiles ou internationales entre 1863 et

1895, un professeur de Genève remarquait ainsi : « Ce n'est guère que depuis 1880 que l'on a rencontré de nombreuses mentions de l'Afrique. Que s'est-il passé jusque-là dans son intérieur ? On s'y est évidemment battu, *mais incognito*[12]. »

Une perspective moins ambitieuse, à partir de la grande vague d'indépendances des années 1960, ne se révèle pas beaucoup plus probante à cet égard. Entre 1967 et 1970, la guerre du Biafra, dans le pays le plus peuplé d'Afrique, a sans doute fait plus d'un million de morts. Au Burundi, le génocide de 1972 a causé la disparition d'une centaine de milliers de personnes, soit environ 3 % d'une population estimée à l'époque à 3,5 millions d'habitants. Mais aujourd'hui, l'Ouganda connaît simultanément trois foyers de rébellions qui durent depuis une quinzaine d'années et ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes. Faut-il en conclure à une recrudescence des conflits armés, quitte à privilégier une lecture par trop spatiale des violences ? Ou vaut-il mieux s'attacher à mesurer l'intensité des déflagrations, auquel cas on se heurte à l'insurmontable problème des statistiques de la morbidité, avec des chiffres qui, fréquemment, vont du simple au double ?

De la pédagogie des cadavres

Un décompte des cadavres s'avère trompeur lorsqu'il inclut tout décès non naturel, quitte à placer la France en tête de liste des pays les plus dangereux du monde au vu du nombre d'accidents de la route qu'on y

recense ! Restreindre le champ de l'étude aux morts directement recensés sur les champs de bataille ne permet pas non plus d'échapper aux difficultés. Arguant du secret défense, les États concernés rechignent à livrer des données et tendent à minimiser leurs pertes ou à exagérer celles de l'ennemi, tandis qu'un bon nombre de disparus ne sont tout simplement pas répertoriés. Dans les calculs statistiques, les victimes de massacres ou de génocides ne sont pas non plus comptabilisées car l'attaque d'un assaillant contre une population désarmée ne relève pas de la définition classique des guerres, qui requiert l'identification d'au moins deux belligérants[13]. Le défi de l'exactitude et de l'exhaustivité s'avère encore plus insurmontable lorsqu'on s'intéresse aux morts indirectes qui résultent des conséquences des conflits en matière de maladies et de malnutrition. Les chiffres de mortalité fournis par l'OMS, par exemple, sont extrapolés et facilement gonflés faute de sources fiables.

Autre difficulté, il est quasiment impossible de départager nettement les registres de la violence politique ou criminelle. L'enjeu est de la première importance car, à l'échelle mondiale, la guerre fait beaucoup moins de morts que la criminalité, et l'on recense plus de suicides que d'homicides[14]. Le problème est que la violence politique comprend aussi les exécutions extrajudiciaires, les tortures, les « disparitions » d'opposants, les détentions sans procès... Elle ne se limite sûrement pas aux guerres, aux génocides ou aux opérations terroristes. Autrement dit, le champ de la violence politique est trop vaste pour

appréhender correctement les conflits armés, d'une part, et trop flou pour pouvoir bien distinguer les actes relevant de la criminalité, d'autre part. Une analyse trop rapide prêterait à confusion. Si l'on incluait tous les homicides dus à des actes criminels, on en conclurait à tort qu'une bonne moitié de la planète est perpétuellement en guerre. Pour peu que l'on fixe un seuil de cinq cents ou mille morts, la majorité des États apparaîtrait dans la liste des pays dévastés par des conflits armés. L'identification d'au moins deux belligérants suffirait notamment pour considérer comme victimes de guerre les personnes tuées au cours des affrontements de gangs qui ravagent des mégalopoles telles que Los Angeles, Rio de Janeiro, Lagos ou Johannesburg. De façon fort discutable, des spécialistes ont ainsi classé le Nigeria et l'Afrique du Sud parmi les pays en guerre en 1992[15].

Il est vrai que l'usage polysémique des termes favorise les possibilités de confusions. En Afrique du Sud, avant l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela et la fin officielle du régime de l'apartheid, les médias à l'affût de titres racoleurs parlaient en l'occurrence de guerres des « *hostels* », des « taxis », des « trains », des « polices », des « gangs », des « six jours », etc. Mais 90 % des homicides recensés dans le pays résultaient d'actes criminels et la plupart des affrontements opposaient des communautés noires entre elles, un phénomène qu'on a appelé la *black on black violence* face à un ennemi censé être le pouvoir blanc. En réalité, seuls les troubles de la région du KwaZulu-Natal avaient un caractère guerrier au vu de leur nature éminemment politique[16]. Quant au Nigeria, véritable

géant démographique, le moindre mouvement de foule qui dégénère est susceptible de provoquer une centaine de morts. Pour autant, les affrontements sectaires dans le Nord musulman ou les attaques contre les compagnies pétrolières dans le delta du Niger méritent difficilement le qualificatif de guerre, car ils se déroulent dans un environnement hautement criminel qui brouille la typologie des violences[17]. Il n'y a pas lieu non plus de considérer que le dictateur Sani Abacha, au pouvoir de 1993 à 1998, était un « seigneur de guerre ». Le portrait qu'en dressent certains auteurs ne correspond ni à la carrière politique du personnage, ni au niveau de dévastation de pays comme la Sierra Leone ou la Somalie, sans parler du Biafra en 1970[18].

À supposer qu'on puisse effectivement discerner le caractère politique ou criminel de chaque homicide, la multiplication des conflits faisant plus de mille morts par an et impliquant un ou plusieurs gouvernements reste de toute façon douteuse. Elle pose des problèmes méthodologiques qu'on retrouve d'ailleurs à propos de l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles ou de pauvres dans le monde[19]. Les variations observées dépendent beaucoup de la manière dont sont concoctées les statistiques d'une année à l'autre. Dans bien des cas, les recensements des conflits ne sont pas faits à partir des mêmes critères et ne permettent donc guère de comparaison sur le long terme. Les bases de données disponibles confirment de nombreuses lacunes en la matière.

Des experts de la Banque mondiale, notamment, partent d'échantillons tronqués pour constater un ral-

longement de la durée des guerres depuis les années 1980[20]. À propos de pays comme le Soudan, nos économistes de malheur retiennent par exemple la date de 1983, qui marque la reprise des hostilités, et « oublient » la première phase de rébellion, qui court entre 1955 et la signature d'accords de paix en 1972. Autre surprise, on apprend que le Nigeria a été en guerre de 1980 à 1984. Les Nigérians eux-mêmes ne le savaient pas ! Le découpage des périodes, qui nie la continuité des conflits d'une décennie à l'autre, est tout aussi tendancieux ; au Mozambique, l'accession à l'indépendance, en 1975, permet de séparer de quelques mois le temps de la lutte de libération, depuis 1964, de celui de la guerre civile, jusqu'en 1992. Et de récents conflits courts sont plus ou moins sciemment omis : l'île de la Grenade en 1983, le Mali et le Burkina Faso en 1985, la Guinée-Bissau en 1998, l'Éthiopie et l'Érythrée en 1999.

À l'échelle planétaire, au cours de la décennie passée, les experts des affaires militaires ne relèvent pas, eux, d'augmentation du nombre de guerres, qui demeure sensiblement le même : moins d'une cinquantaine par an, au sens large du terme. Au contraire, certains observent une légère diminution des conflits armés (et des coups d'État) depuis la chute du mur de Berlin[21]. Leurs conclusions remettent en cause l'impression selon laquelle la guerre froide aurait, tout bien considéré, été une longue période de paix et de stabilité[22]. En fait, la focalisation des analystes sur les oppositions entre superpuissances a masqué les tensions qui couvaient dans le tiers-monde. Une fois achevées les luttes anticoloniales, le nombre de

conflits armés n'a pas cessé d'augmenter jusqu'à connaître son apogée en 1992, un an après l'effondrement de l'URSS[23]. Par la suite, en revanche, il a diminué car la fin des rivalités Est-Ouest a arrêté d'exacerber les motifs de confrontation. En valeur relative, la tendance est encore plus marquée quand on prend en compte l'augmentation de la population et du nombre d'États reconnus par la communauté internationale. Ainsi, on recensait 17 conflits armés en 1946 et un pic de 55 en 1992, avant de retomber en dessous de la barre des 40. Mais, dans le même laps de temps, le nombre d'États reconnus par la communauté internationale était passé de 66 à 187. Autrement dit, le risque, pour un pays, d'entrer en guerre est retombé à son niveau le plus bas depuis 1946[24].

Armes et morts violentes : à la recherche de la corrélation perdue

Allant de pair avec l'augmentation du nombre de guerres, un autre lieu commun consiste à affirmer que les conflits d'aujourd'hui seraient plus meurtriers qu'autrefois. Toutes proportions gardées, une telle assertion ne résiste pourtant pas à l'analyse. En 1950, un conflit armé tuait directement 38 000 personnes en moyenne, contre 600 seulement en 2002[25]. Depuis la chute de l'Allemagne nazie en 1945, les guerres les plus meurtrières ont été l'insurrection communiste en Chine jusqu'à la victoire de 1949, les combats de Corée entre 1950 et 1953, l'intervention militaire des États-Unis au Vietnam de 1955 à 1975, les affrontements Irak-Iran

de 1980 à 1988 et le conflit afghan de 1978 à 2002. Mais depuis la Corée en 1953, aucun conflit n'a fait un demi-million de morts par an : beaucoup moins, donc, que pendant les deux guerres mondiales.

Sur la longue durée, les tentatives de rétrospective n'ont de toute façon pas grand sens, vu notre ignorance en ce qui concerne l'Afrique précoloniale, par exemple. Les rares investigations disponibles montrent plutôt que la ponction démographique des crises de l'époque n'avait rien à envier à leurs pendants contemporains[26]. Au contraire, les progrès de la médecine et des communications ont sans doute atténué un peu les malheurs de la guerre et ses corollaires, la famine et la maladie[27]. Par le passé, la moindre catastrophe naturelle ou politique avait d'incalculables répercussions sur le plan de la santé publique[28]. En perturbant les cycles de production agricole et en aggravant la vulnérabilité des paysans arrachés à leurs foyers, les violences pouvaient décimer jusqu'à un tiers des communautés concernées : une proportion que ne devaient pas atteindre les génocides cambodgien de 1975 ou rwandais de 1994, qui emportèrent environ un dixième de la population.

Dans le cocktail explosif que constituent les guerres, les exodes, les famines et les maladies, il est toujours difficile d'imputer à l'un ou l'autre une plus grande part de responsabilité, tant les causes de mortalité sont liées. Ce qui paraît à peu près certain, c'est que les exactions et les violences d'antan n'étaient pas moindres qu'à présent. Des chercheurs montrent par exemple que, tout au long du XXe siècle, les conflits entre éleveurs et agriculteurs de l'Afrique sahélienne

n'ont ni redoublé d'intensité, ni fondamentalement changé de nature[29]. La révolte des Taïping, qui a fait entre 20 et 30 millions de morts en Chine de 1851 à 1864, reste, elle, la plus sanglante guerre civile de l'histoire de l'humanité. Depuis lors, l'augmentation du nombre de morts comptabilisés dans les conflits vient en grande partie d'une meilleure recension des troubles. En Occident, notamment, le développement des états civils et des procédures d'identification des soldats disparus au combat a beaucoup amélioré le recensement des morts de la guerre[30].

De la bombe atomique à la machette

Pour de nombreux observateurs, le caractère plus meurtrier des conflits d'aujourd'hui reposerait sur la prolifération et la sophistication des armes légères dans les pays du tiers-monde[31]. Chacun des deux éléments de cette thèse pose cependant problème. La sophistication des armements, tout d'abord, n'explique pas, ou peu, l'impact meurtrier des guerres. À meilleure preuve, la bombe atomique constitue, par excellence, l'arme de destruction massive qui n'est jamais employée dans les conflits contemporains. En réalité, l'augmentation de la puissance de feu des armes de poing s'avère bien moins dangereuse que le relâchement de son contrôle social, qui en détermine l'usage. Que le combattant du tiers-monde dispose d'une Uzi à la place d'une Kalachnikov, ou d'un revolver à six coups au lieu d'une lance, ne change pas grand-chose à la brutalité de son compor-

tement. Après tout, le génocide rwandais s'est fait à la machette ; les guérilleros de l'Armée révolutionnaire de Bougainville luttent contre le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée avec des arcs et des flèches ; les Palestiniens ont lancé l'Intifada à coups de pierres. Les économistes de la Banque mondiale admettent eux-mêmes que les dépenses militaires d'un pays ne déterminent pas les débuts d'un conflit, qu'il s'agisse d'une rébellion ou d'une guerre étatique[32].

La prolifération des armes à feu, quant à elle, paraît moins évidente si l'on prend en compte l'augmentation de la population. L'Afrique subsaharienne, encore une fois, illustre notre propos. On oublie trop souvent que le commerce de la traite, qui consistait surtout à échanger des esclaves contre des fusils, y avait déjà déversé une vingtaine de millions d'armes à feu entre les XVIIIe et XIXe siècles[33]. Aujourd'hui, les experts des Nations unies estiment qu'entre 7 et... 80 millions d'armes circulent illégalement en Afrique de l'Ouest. Mais, outre l'imprécision des chiffres, la population de la région a entre-temps connu une croissance démographique à un rythme bien supérieur. À l'échelle planétaire et sur une période beaucoup plus courte, on assiste de surcroît à un certain tassement des transferts d'armements. Selon les chiffres de l'International Institute of Strategic Studies, les exportations des principales armes conventionnelles ont diminué en valeur depuis la fin de la guerre froide[34]. En 2002, selon d'autres sources, elles étaient moitié moindres qu'en 1987, avant que le marché ne reprenne un peu de vigueur dans la foulée de la lutte contre le terrorisme en 2003 et 2004[35].

Plus fondamentalement encore, la corrélation entre la diffusion des armes à feu et l'usage de la violence n'est pas toujours vérifiée. À meilleure preuve, la Suisse est en paix depuis plus d'un siècle alors qu'elle est surarmée. En l'occurrence, ce ne sont pas les pays les mieux fournis qui connaissent le plus de conflits. Ainsi, suivant les années, l'Afrique subsaharienne recense un bon quart des réfugiés et près de la moitié des guerres comptabilisées sur la planète, ceci pour environ un dixième de la population mondiale. Contrairement aux idées reçues, elle est pourtant l'un des continents les moins bien lotis en matière d'armements. À la différence des États-Unis, qui concentrent plus d'un tiers des 639 millions d'armes légères en circulation, les dépenses militaires de l'Afrique subsaharienne ne représentent que 0,7 % du total mondial : 7,1 sur 975 milliards de dollars en 2003[36]. Le faible pouvoir d'achat des États du continent noir n'est pas seul en cause. Eu égard au poids des économies locales, la relativisation des chiffres confirme le différentiel. Pour acheter des armes, l'Afrique subsaharienne dépense moins que les pays développés, à hauteur de 2 % de son PNB en moyenne entre 2000 et 2003, contre 3 % en Amérique du Nord[37].

Scientifiquement, il serait de toute façon très difficile d'établir avec certitude des liens de cause à effet pour savoir si un conflit démarre parce qu'il y a un grand nombre d'armes en circulation, ou si, à l'inverse, la population s'arme parce qu'il y a un conflit. Les théories de la substitution et de la dissuasion laissent plutôt entendre que les armes à feu ont une faible incidence sur le recours à la violence. Selon la

première thèse, point n'est besoin de revolver pour tuer : un meurtre pourrait aussi bien être commis à coups de hache. Quant à la deuxième école de pensée, elle stipule que la possession d'armes dissuade les attaquants potentiels et n'entraîne pas forcément une augmentation de la violence. Concernant la criminalité, en particulier, les enquêtes de victimisation montrent que la plupart des agressions se font sans armes à feu. On n'observe pas non plus de corrélation automatique pour ce qui est des homicides. Sinon, la Suisse compterait parmi les pays les plus meurtriers du monde, puisque chaque citoyen helvétique, une fois accompli son service militaire, devient un réserviste permanent et doit garder des armes de guerre à son domicile.

Dans bien des cas, la prolifération d'armes accroît certes la probabilité d'une explosion de violence criminelle ou politique. C'est incontestable, mais pas systématique. Tout dépend en fin de compte du contrôle social qui s'exerce sur l'utilisation des armes, y compris les plus rudimentaires, des cailloux aux missiles sol-air en passant par les massues, les couteaux, les mitraillettes ou les lance-roquettes... Le Yémen et la Somalie illustrent le problème de façon emblématique. Avec près d'une vingtaine de millions d'habitants, le Yémen compte, selon les estimations, entre 6... et 50 millions d'armes légères en circulation ; la Somalie, plus de 1 million pour une demi-douzaine de millions d'habitants. Lors de sa réunification forcée en 1994, le Yémen a réussi à maîtriser le conflit entre le Nord et le Sud. Aussitôt acquise la victoire de Sanaa contre Aden, les armes se sont tues.

Pourquoi ? Parce que le président du Nord, Ali Abdallah Saleh, a vite passé un accord de partage du pouvoir avec les chefs tribaux du Sud. Dans un pays qui connaît peu de criminalité, ces derniers n'ont même pas eu besoin de rendre les armes, que les hommes continuent aujourd'hui d'exhiber en public comme un attribut « naturel » de leur virilité. Ravagée par le banditisme, la Somalie, en revanche, est toujours en guerre depuis la chute de la dictature Siad Barre en 1991, voire le conflit de l'Ogaden avec l'Éthiopie en 1977. Pourquoi ? Essentiellement parce que la déstructuration de sociétés acéphales a privé les autorités traditionnelles et modernes de leur capacité à contrôler l'usage des armes et à faire la paix.

Des guerres moins militaires : un raccourci historique

En tant que telles, la prolifération et la sophistication des armes à feu n'expliquent donc pas l'impact meurtrier des conflits du tiers-monde. D'autres facteurs entrent en ligne de compte et les humanitaires voient aussi dans l'inflation du nombre de morts le résultat de la démilitarisation des guerres. En effet, la très grande majorité des victimes de conflits armés aujourd'hui ne sont pas des combattants. Le chiffre qui revient le plus couramment est de neuf morts civils sur dix, avec une bonne marge d'incertitude. Le problème est qu'on comptabilise désormais les morts indirectement liées aux combats, alors qu'autrefois, en Europe, on se limitait aux décès recensés sur les champs de

bataille. Les chercheurs du Human Security Centre parlent à ce propos d'un mythe, qui serait né de la lecture trop rapide d'études parues en 1991[38]. Selon eux, la proportion de civils tués dans les guerres varierait plutôt entre 30 % et 60 %, à moins d'y inclure les morts indirectes par la famine ou la maladie.

Le constat n'en demeure pas moins frappant : pendant la Première Guerre mondiale, neuf morts sur dix avaient été des militaires. Mais la comparaison ne permet nullement d'apprécier une éventuelle déshumanisation des conflits armés pour peu qu'on élargisse son champ temporel et géographique.

En Europe, tout d'abord, la Grande Guerre, consécration de l'État-nation, a été une exception en opposant des armées en uniformes dans un rayon d'action bien délimité, celui des tranchées. Au Moyen Âge, en revanche, les combats étaient menés par des mercenaires qui assiégeaient et affamaient les villes fortifiées. Les troupes se payaient sur la bête et ponctionnaient la paysannerie, car la rusticité des moyens de transport ne permettait pas aux monarques de ravitailler correctement leurs soldats en campagne. Sur 12 millions de décès causés par la guerre au XVIIe siècle, par exemple, 75 % étaient des pertes civiles[39]. À la faveur de l'institutionnalisation des principes de conscription et de mobilisation nationale, il a fallu attendre l'ère napoléonienne pour voir se développer des guerres qualifiées de « trinitaires » parce qu'elles distinguaient enfin l'État, les forces armées et la population civile[40].

Dans les pays du Sud avant l'ère coloniale, cependant, les non-combattants n'étaient pas plus épar-

gnés qu'à présent. On ne peut donc pas parler de régression en la matière. Les catégories militaires et civiles y ont toujours été sujettes à confusion et n'ont pas suivi l'évolution observée sur le continent européen. En l'absence d'État-nation, il n'y avait pas d'armée permanente, l'effort de guerre mobilisait l'ensemble des lignages et les combattants étaient recrutés sur le tas, par classes d'âge ou par villages entiers. Certes, les sociétés les plus évoluées sur le plan politique avaient fini par instituer des sortes d'offices militaires, à l'instar des *eso* yoroubas du Nigeria, où l'introduction du cheval puis des armes à feu avait contraint l'empire d'Oyo à se doter de cavaliers et de tireurs initiés au maniement des fusils. Là, le commandant en chef de l'armée, l'*are-ona-kakanfo*, avait effectivement pu se différencier du simple seigneur de guerre, le *balogun*[41]. Mais la plupart du temps, seules certaines catégories socioprofessionnelles étaient vraiment spécialisées dans les arts de la guerre, tels les forgerons pour la confection des armes ou les chasseurs pour les patrouilles de sécurité et les missions de reconnaissance en territoire ennemi. En pays zandé, à la lisière du Soudan, du Congo-Zaïre et de la Centrafrique, par exemple, de jeunes célibataires, les *aparanga*, et des hommes mariés, les *abakunda*, tenaient lieu de « professionnels » du métier des armes et côtoyaient des « réservistes » mobilisables en période de guerre.

Dans tous les cas, ces « proto-armées » ne percevaient pas de solde et survivaient en se partageant le butin pris à l'ennemi. Leurs pratiques, maintenant dénoncées sous un nouveau jour malgré leur ancien-

neté, en disent long sur le respect des populations dites civiles : la troupe razziait des esclaves, pillait les récoltes des paysans, kidnappait les femmes, embrigadait de force les villageois... La mobilisation des enfants-soldats, en particulier, touchait même des sociétés qui n'étaient pas organisées en classes d'âge et qui, en principe, empêchaient les adolescents d'aller participer aux combats avant d'avoir suivi des épreuves d'initiation. En pays yorouba, dans le sud-ouest du Nigeria, le placement *iwofa* des enfants pauvres a ainsi fourni aux notables de la région de jeunes recrues, dites *baba-ni-nma-sa*, envoyées en première ligne se battre sur les champs de bataille au XIXᵉ siècle[42].

À l'évidence, il n'y a donc pas lieu d'idéaliser un passé magnifié par comparaison avec la triste réalité des conflits contemporains. Pour les Africains, le rêve d'un âge d'or de la tradition précoloniale relève en fait d'un processus d'auto-intoxication qui, relayé par des humanitaires bien-pensants, a pu prendre force de loi. Dans ce domaine, les agences d'aide n'ont pas été les dernières à réécrire l'histoire. Réputé pour le sérieux de ses analyses, même le CICR a cédé à la facilité. Visiblement peu informé de l'histoire et de la complexité des guerres des sociétés, l'un de ses juristes affirmait ainsi que les combattants de l'Afrique ancienne épargnaient les civils par respect pour les femmes, « sources de vie », les enfants, « symboles d'innocence », et les personnes âgées, dépositaires du « culte des ancêtres. »[43] Selon lui, les conflits tribaux étaient encadrés par des codes d'honneur très sophistiqués sur le plan humanitaire et les systèmes

judiciaires de l'époque reposaient sur des structures clairement identifiées : une généralisation qui, en l'occurrence, paraît bien abusive quand on connaît la souplesse du fonctionnement des sociétés acéphales de la côte, en regard des sultanats plus hiérarchisés des musulmans de la zone sahélienne.

Tiré des considérations d'un responsable de l'Unicef à propos de la guerre au Soudan, un exemple parmi d'autres illustre parfaitement les poncifs et les idées fausses en la matière[44]. Sont d'abord placées sur le même plan des jurisprudences coutumières qui, issues de traditions nuer ou acholi, s'avèrent assez différentes en pratique. Suit une litanie de stéréotypes soulignant les mérites d'une solidarité africaine réinventée pour les besoins de la cause afin de mieux mettre en évidence les effets destructeurs du conflit actuel. Viennent alors quelques affirmations péremptoires que les relations des chroniqueurs et des historiens démentent : autrefois, les combattants auraient pris soin de maintenir les « civils » à l'arrière du front et ils auraient épargné les femmes, les enfants et les personnes âgées. La « cerise sur le gâteau » consiste à constater que, désormais, les villageois sont visés par des attaques surprises, ce qui ne paraît guère étonnant quand on sait comment l'injection de ressources humanitaires a, précisément, contribué à faire des bénéficiaires de l'aide internationale un enjeu stratégique et militaire.

Une lecture plus scientifique donne un tout autre aperçu des guerres oubliées du sud du Soudan précolonial, dans lequel se mêlaient femmes et hommes, sans véritable distinction entre militaires et civils. Pour

mémoire, la trajectoire de Nyacan Ruea mérite un mot : possédée par l'esprit de la mère du dieu Diu et surnommée Mandong, cette femme a mobilisé les combattants nuer pour résister aux raids des éleveurs dinka. Elle a été tuée vers 1900, lors d'une guerre qui porte son nom, *mut mandong*, et a péri dans des conditions atroces, un pieu enfoncé dans le vagin parce que les lances de l'ennemi ne parvenaient pas à transpercer son corps[45]. Notons également qu'à l'époque, les seigneurs de guerre de la région étaient souvent des prophètes : des chefs spirituels autant que des commandants militaires. Les combattants recouraient aux armes de la magie pour se rendre invincibles, invisibles ou, tout simplement, se donner du courage, à l'instar des guérilleros de l'Afrique contemporaine, les *freedom fighters* du Liberia, les *parama* du Mozambique, les *maï-maï* du Kivu, les *egbesu* du delta du Niger ou les *amabuthu* du Natal...

Les réfugiés dans la vitrine humanitaire

Sur le plan qualitatif, ces précédents ne permettent guère d'affirmer que la situation aurait empiré. « Les données disponibles, constatent des chercheurs, ne confirment pas l'idée selon laquelle les belligérants d'aujourd'hui cibleraient davantage les populations civiles[46]. » Sur le plan quantitatif, les humanitaires renvoient alors à la figure du réfugié, preuve vivante, selon eux, de la démilitarisation et de l'aggravation des conflits[47]. À les en croire, il y aurait de plus en plus de déplacés dans le monde depuis la création

du HCR en 1951[48]. Cette tendance à la hausse serait la conséquence logique du changement de nature des « nouvelles » guerres, désormais plus meurtrières pour les civils. Il ne vient pas à l'idée qu'elle pourrait tout aussi bien provenir de la multiplication des opérateurs humanitaires déployés sur le terrain, qui permet de mieux recenser les phénomènes de migrations forcées.

De fait, l'amélioration des appareils de captation statistique a contribué à enfler les chiffres. La fin de la guerre froide, le développement d'un droit d'ingérence humanitaire et le recul des souverainetés étatiques ont ouvert de nouveaux champs d'action pour les organisations de secours. Auparavant, le HCR ne travaillait qu'en Europe et ne s'intéressait qu'aux réfugiés ayant franchi une frontière internationale; dorénavant, il se préoccupe aussi des déplacés « internes », que les puissances industrialisées souhaitent vivement contenir dans des camps afin de ne pas voir une horde de miséreux venir demander un asile politique en Occident. Les volumes observés sont de toute façon bien inférieurs aux antécédents de la Seconde Guerre mondiale, qui avait provoqué le déplacement forcé d'une trentaine de millions de personnes. Depuis quelques années, on assiste de surcroît à un ralentissement des flux. Après avoir atteint un pic de 17,8 millions d'individus en 1992, le nombre des réfugiés sous le mandat du HCR a considérablement diminué et est tombé à 9,7 millions en 2003[49]. Aujourd'hui, il est fort possible que la fermeture des frontières du monde développé et le rejet des demandes d'asile accentuent encore la tendance, quoi qu'il en

soit par ailleurs de l'évolution des causes de départ et de l'ampleur des conflits en cours.

En réalité, les guerres ont toujours produit d'importants exodes. La différence essentielle est que ces derniers ont moins été perçus et répertoriés comme tels. Ravagé par la traite des esclaves, une des plus formidables déportations de l'histoire mondiale, le continent noir, notamment, présente un concentré du genre, que l'on peut découper en trois principales périodes : le temps des batailles tribales de l'Afrique ancienne, le temps de la conquête coloniale et le temps des luttes de libération après la Seconde Guerre mondiale. Un cas parmi tant d'autres, le Kenya, en donne une idée un peu plus précise. Dès avant la colonisation, le pays a en effet connu des déplacements de populations qu'on qualifierait sûrement, aujourd'hui, de « nettoyages ethniques ». De nombreux conflits ont, en l'occurrence, bouleversé l'assise territoriale des groupes en présence, ceci sans mentionner les raids esclavagistes des marchands d'ivoire venus du monde arabe et établis sur la côte swahilie.

Des exodes oubliés

En milieu pastoral dans le nord de l'actuel Kenya, les Turkana ont d'abord repoussé les Dassanetch en Éthiopie et les Samburu au sud du mont Kulal. Les autres communautés de la région ont suivi ce mouvement général vers l'Équateur. Les Samburu, qui descendaient du lac Stéphanie en Éthiopie, allèrent s'établir dans les plaines de Maralal au Kenya. Les Gabbra

prirent la même direction mais s'arrêtèrent plus au nord dans les collines Huri d'où les Rendille étaient partis pour aller à Marsabit, South Horr et jusqu'à la rivière Ewaso Nyiro. À l'est de Moyale, les Sakuye, eux, se mélangèrent aux Boran. Les Orma, enfin, franchirent la rivière Tana, chassés de Moyale et de Wajir par la poussée agressive des Boran et des Somalis à partir du XIXe siècle.

Conjugués à de violentes conquêtes, de tels mouvements de population ne se sont pas faits sans douleur, on s'en doute. Ainsi, dans le centre-ouest du Kenya, la guerre dite *Morijo* a affaibli les Massaïs en opposant deux frères, Olonana et Senteu, qui se disputaient la succession du chef de la région, le *laibon* Mbatiany. Les Kikuyus et les Kambas en ont profité pour étendre leur territoire au détriment des Massaïs, qu'ils appelaient *akavi*. D'autres ont littéralement absorbé les réfugiés qui fuyaient ces guerres intestines. Plus à l'ouest, par exemple, les actuels Luhyas ont accueilli les Massaïs du clan Uasin Gishu aux côtés des Bukusu, des éleveurs chassés du mont Elgon par les Tesos d'Ouganda. Les Nandis, quant à eux, ont prêté refuge à un Massaï dont les prophéties galvanisèrent tant les ardeurs anti-européennes que les Britanniques ne parvinrent pas à négocier leur reddition et se lancèrent dans de meurtrières opérations militaires en 1895, 1897, 1900, 1903 et 1906.

Bien entendu, la conquête coloniale devait, à son tour, susciter d'importants contingents de déplacés. En 1904 et 1911, les Massaïs furent chassés en masse de la Rift Valley et des White Highlands, ces hauts plateaux qui allaient fournir des terres aux planta-

tions des Blancs. Les Kikuyus n'ont pas été en reste. Près de 1 500 d'entre eux furent victimes d'une expédition militaire en 1904. Seuls les Luos furent relativement épargnés du fait qu'ils habitaient les marches occidentales du pays et qu'ils eurent la sagesse de se soumettre au colonisateur eu égard aux précédents malheureux de leurs voisins de l'est. Une des dernières expéditions britanniques eut lieu en 1908, contre les Kissis. Brutale et coûteuse, elle fut vivement condamnée par le ministère des Colonies et Winston Churchill au motif – peu humanitaire – que les dépenses militaires grevaient près d'un tiers du budget local et creusaient le déficit du protectorat.

La consolidation de l'emprise européenne à l'intérieur du continent ne mit pas un terme aux migrations forcées et aux tueries. L'introduction d'un impôt de capitation, la confiscation des meilleures terres, les réquisitions de main-d'œuvre et les conscriptions militaires provoquèrent de nouveaux drames. Dans des économies de marché embryonnaires, le salariat n'attirait pas les Africains et les sergents recruteurs des Européens employèrent la manière forte. Chez les cultivateurs kikuyus du centre du Kenya, la réquisition de porteurs par l'entremise des chefs traditionnels fut un véritable massacre. Dans ce qu'on appelait les Carrier Corps, il y eut deux fois plus de morts lors de la campagne de Tanzanie, entre 1914 et 1918, que pendant l'insurrection Mau-Mau des années 1950 ; un quart des effectifs ne revint pas, ce qui obligea les Britanniques à vider le pays profond et à menacer les missionnaires d'un service militaire obligatoire pour obtenir la levée de 1 800 « volontaires », les Kikuyu Mission Volunteers[50].

Évidemment, les chiffres de l'époque peuvent sembler assez dérisoires en valeur absolue. Mais toutes proportions gardées, ils supportent parfaitement la comparaison avec les statistiques de la mortalité et des déplacements forcés qu'entraînent les conflits contemporains. Vers 1914, les troupes coloniales avaient ainsi engagé les trois quarts des jeunes Kamba du district de Kitui, toujours dans le centre du Kenya : une « ponction » de 10 000 hommes, suivie d'une autre de 5 000 en 1939[51]. À l'occasion de la Première Guerre mondiale, les réquisitions allemandes et britanniques en Tanzanie furent même responsables d'une famine appelée *kapatula*, d'après le nom vernaculaire des « shorts » que portaient les soldats ; les pénuries de nourriture qui s'ensuivirent causèrent la mort de 30 000 personnes, soit un cinquième de la population concernée[52] !

Inutile de préciser que les Français, avec la colonne infernale de Voulet-Chanoine au Tchad en 1899, les Belges, avec le scandale de la politique des mains coupées pour augmenter la production de caoutchouc au Congo en 1906, ou les Allemands avec l'élimination des Hereros de l'actuelle Namibie en 1904, ne firent guère mieux. Sous prétexte de civiliser le continent et de le débarrasser des maux de la traite, ils incendièrent des villages rebelles, déportèrent des communautés entières, bref, n'hésitèrent pas à s'en prendre aux populations dites civiles. D'après les historiens, la colonisation du Congo belge, notamment, a provoqué une diminution d'au moins 20 % d'une population « indigène » qui, initialement, comptait 18 millions d'habitants. Évoquant la disparition d'un

total de 10 millions de personnes, certains vont jusqu'à parler à ce propos d'un génocide noir, même si les Congolais de l'époque ont moins été victimes d'une tentative d'extermination systématique que des épidémies et des famines qu'entraînèrent les réquisitions de main-d'œuvre et le déplacement forcé des paysans[53].

De la dispersion au regroupement dans des camps

À l'approche des indépendances, les luttes de libération allaient ensuite redonner une nouvelle vigueur aux forces de la répression. Au Kenya, les Britanniques entreprirent de mater l'insurrection Mau-Mau en obligeant les paysans à se regrouper dans des « villages de la paix », officiellement pour les protéger, en réalité pour mieux les surveiller. Les Anglais, en l'occurrence, avaient de l'expérience en la matière. Avec les Espagnols internant les familles de *reconcentrados* lors de la guerre d'indépendance de Cuba en 1897, ils partageaient le triste privilège d'avoir inventé les premiers camps de concentration, où ils avaient enfermé les femmes et les enfants des Afrikaners lors de la guerre des Boers en Afrique du Sud en 1900. D'autres devaient reprendre l'idée à leur compte : les Français en Algérie, au Vietnam et au Cameroun, puis les Portugais en Angola ne procédèrent pas autrement pour écraser leurs opposants. Dans son principe, cette tactique coloniale de la terre brûlée ne devait d'ailleurs pas fondamentalement se différencier des pratiques

de la dictature marxiste dans le nord de l'Éthiopie en 1985 ou de la junte islamiste en pays nouba dans le sud du Soudan dix ans plus tard.

Après les indépendances, la nouveauté est que les populations déplacées sont davantage regroupées dans des camps où se concentre l'activité des organisations caritatives, rebaptisées « humanitaires » depuis la fin des années 1970. À une petite échelle, la période coloniale avait déjà donné lieu à quelques expériences du genre, par exemple lorsque les Britanniques avaient encadré l'accueil des Éthiopiens fuyant vers le Kenya l'invasion des troupes italiennes en 1936[54]. Mais sur un continent peu urbanisé, les stratégies de fuite d'autrefois consistaient surtout à se disperser en brousse plutôt qu'à trouver abri dans des villes fortifiées et ceintes d'une muraille. Le modèle du camp est essentiellement une invention occidentale qui, pour des raisons d'économies d'échelle, a vite été adoptée par les humanitaires et les Africains. Parce qu'elle a donné naissance aux premières équipes de médecins « sans frontières », la crise du Biafra est emblématique à cet égard. Alors qu'une grave famine s'était déclarée et que les rebelles étaient complètement encerclés par les troupes nigérianes, un tiers de la population du réduit biafrais avait fini par se masser dans des camps sous la coupe des autorités; des chiffres officiels parlaient de 708 000 à 1 220 000 personnes réparties dans des sites dont le nombre devait passer de 1 280 à 1 491 emplacements entre décembre 1968 et la reddition des sécessionnistes en janvier 1970[55].

Le phénomène des camps de réfugiés ou de déplacés prend ensuite toute son ampleur dans les années

1980. En effet, la cohabitation pacifique des deux superpuissances, annonciatrice de la fin de la guerre froide, précipite la croissance et l'activisme des organisations de solidarité internationale. La chute du mur de Berlin élargit le champ des interventions et permet l'émergence d'un droit d'ingérence humanitaire que les alignements de blocs avaient empêché au nom du respect des souverainetés nationales, en réalité pour masquer les exactions des dictatures alliées aux Soviétiques ou aux Américains. S'ouvre une nouvelle ère qui voit le camp de réfugiés devenir, pour une bonne partie des victimes, une étape incontournable des exodes liés à des conflits armés. Par contraste avec les fugitifs dispersés en brousse, de tels regroupements contribuent naturellement à faciliter le décompte des victimes et, donc, à produire du chiffre.

LE RETOUR DU SAUVAGE

Aujourd'hui, il est de bon ton de parler des « nouvelles guerres », un de ces concepts creux qu'affectionne la communauté internationale. La facilité de langage permet en l'occurrence de justifier l'incompréhension des Occidentaux face à « l'aberration » des conflits du tiers-monde. Mais elle ne permet sûrement pas d'expliquer le déroulement des guerres qui ravagent les pays du Sud. Figure emblématique mais ambiguë de la victime innocente, l'enfant-soldat en est un exemple frappant. Constatant que des mineurs de moins de dix-huit ans combattent dans 68 % des conflits recensés, souvent après avoir été kidnappés et recrutés de force, certains auteurs prétendent ainsi que le problème va s'aggravant et serait dû à un moindre respect du droit de la guerre[1]. Pourtant, il n'est pas évident que les jeunes d'aujourd'hui soient davantage mis à contribution lors des hostilités. Les historiens montrent que la pratique est fort ancienne.

Sorti en 1996, le chiffre de 300 000 enfants-soldats, lui, n'a jamais été réactualisé et pourrait fort bien avoir diminué depuis, sachant qu'on assiste à une réduction du nombre de conflits en cours.

Surtout, rien ne prouve que la criminalisation des guerres et la détérioration du droit humanitaire soient à l'origine d'un phénomène qui doit beaucoup à la structure de la pyramide des âges et au poids des traditions culturelles. En Afrique, par exemple, le travail des enfants existe depuis longtemps car il est d'usage de confier les cadets à des familles riches et de mettre en gage ses proches pour financer un mariage, payer les frais de scolarité de l'aîné, réparer une faute, emprunter de l'argent ou rembourser une dette. Aujourd'hui encore, on estime que 29 % des Africains de moins de quinze ans travaillent. Une telle situation n'est évidemment pas sans rapport avec l'enrôlement – forcé ou non – d'adolescents dans les guérillas ou les groupes paramilitaires. Elle explique pourquoi le continent noir comptabilise 120 000 des 300 000 enfants-soldats recensés par le Bureau international du travail.

Au cœur de la problématique humanitaire des conflits, il y a la thèse d'une barbarie grandissante des sociétés du Sud, avec des guerres de plus en plus sauvages, de plus en plus criminelles et de moins en moins humaines. La représentation occidentale des violences du tiers-monde a, de ce point de vue, des conséquences pernicieuses et insidieuses. Bien que peu fondée sur le plan historique, elle tend en effet à criminaliser, dépolitiser, « irrationnaliser », « triba-

liser » et « re-primitiviser » les populations des pays en développement, quitte à nous renvoyer aux clichés du sauvage d'autrefois[2]. D'une certaine manière, elle renoue aussi avec les vieilles théories victoriennes du darwinisme social sur la violence atavique du pauvre, voire, dans leur version raciale, sur la cruauté génétique du Noir ou du Jaune.

L'Afrique, en particulier, fait figure d'épouvantail. Abritant 10 % de la population de la planète, elle recense 18 % des homicides et ses guerres produisent plus de morts que les autres régions du monde[3]. Avec l'Asie du Sud et du Centre, c'est aussi le continent qui a vu augmenter le plus rapidement le nombre de conflits armés au cours des années 1990[4]. À l'échelle planétaire, on y comptabilisait un réfugié sur quatre en 1990 (soit 2,8 millions sur 11). Suite à la crise des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique, le ratio est même monté à près d'un sur deux en 1995 (avec 6,8 millions de réfugiés sur 14,5), avant de retomber à son niveau antérieur (3,3 millions sur 12 selon les chiffres des Nations unies pour l'année 2000)[5]. La présence des organisations humanitaires sur le continent noir n'explique pas tout. Le sentiment selon lequel l'Afrique concentre une part disproportionnée des guerres vient également de ce que la communauté internationale y monte la plupart de ses opérations de la paix.

Terre de mission par excellence, le continent noir se prête en effet au déploiement de casques bleus. Malgré des échecs retentissants en Somalie, en Angola et au Rwanda, l'exercice correspond en l'occurrence à des fenêtres d'opportunité qui doivent beaucoup au

contexte diplomatique et peu à une évaluation raisonnée des chances de réussite d'une opération de la paix. Les décideurs savent que l'Amérique latine est la chasse gardée des États-Unis, tandis que l'Asie les effraie à cause de son poids démographique et, corrélativement, de l'importance numérique des troupes qui s'y affrontent. Les Nations unies, qui plus est, ne se risquent jamais à tenter une opération de la paix dans un territoire contrôlé ou occupé par un des États membres permanents du Conseil de sécurité. Grâce à leur droit de veto, la Chine au Tibet et la Russie en Tchétchénie n'ont pas à craindre d'interventions militaires de la communauté internationale; il en va autrement de l'Afrique, car on peut plus facilement y contourner les souverainetés étatiques pour déployer des casques bleus en se passant de l'accord des gouvernements concernés.

Les pays riches et industrialisés n'en apparaissent que plus vertueux et pacifiés, avec des démocraties capables de réguler leurs luttes politiques sans recourir à la violence. Avec un peu de recul historique, il s'avère pourtant que le continent noir n'est pas forcément le plus touché par les guerres. « En considérant quatre siècles de conflits intérieurs qui précèdent la France d'aujourd'hui, rappelle un spécialiste, on est frappé par les moments de violence dont ils sont jalonnés : grandes guerres civiles du XVIIe, journées parisiennes de 1789, soulèvements de 1830, 1848 et 1871, manifestation droitiste étouffée du 6 février 1934[6]. » Depuis 1865, les États-Unis, pour leur fait, ont eu l'intelligence de mener leurs guerres en dehors du territoire national. La fréquence du déploiement de

leurs troupes sur des théâtres d'opération extérieurs n'en est pas moins impressionnante. Depuis la fin de la guerre froide, l'armée américaine s'est ainsi retrouvée projetée au Koweït en 1991, en Somalie en 1993, à Haïti en 1994, au Kosovo en 1999, en Afghanistan en 2001 et en Irak à partir de 2003.

Sur la longue durée, les Occidentaux n'ont en fait rien à envier aux peuples du tiers-monde dans ce domaine. Outre l'Inde et l'Irak, la Grande-Brétagne, les États-Unis et la France ont été les pays les plus fréquemment en guerre entre 1945 et 1992[7]. Selon d'autres modes de calcul, les États qui ont connu le plus grand nombre de guerres civiles entre 1945 et 1999 ont été, par ordre décroissant, la France, l'Indonésie et l'URSS[8]. Certes, les luttes d'indépendance dans les empires coloniaux ont gonflé ces chiffres car elles ont été comptabilisées du côté de la métropole. Dans les années 1950, les guerres d'Indochine puis d'Algérie ont par exemple été imputées à la France. Elles n'ont pas été attribuées aux pays où les combats se déroulaient puisque leurs territoires n'étaient pas encore souverains. Si l'on regarde le nombre de guerres internationales entre 1946 et 2003, les États les plus affectés n'en demeurent pas moins les deux principaux colonisateurs, à savoir, toujours par ordre décroissant, le Royaume-Uni et la France, suivis des superpuissances américaine et soviétique[9]. Sachant qu'un pays peut être engagé dans plusieurs guerres à la fois, le palmarès change seulement lorsqu'on s'intéresse au nombre de conflits par an : la Birmanie, l'Inde, l'Éthiopie, les Philippines et Israël arrivent alors en tête de liste, devançant la Grande-Bretagne, la

France, l'Irak, le Vietnam, la Russie soviétique et les États-Unis. Rapporté au nombre de jours de conflits, Israël est le pays le plus souvent en guerre sur la période considérée.

L'idéologie humanitaire : des conséquences pernicieuses

Le regard que les Occidentaux portent sur les violences du tiers-monde tend finalement à magnifier la civilisation industrielle par opposition à l'irrationalité des barbares sous-développés. Lorsqu'elles sont menées par des pays riches, les hostilités paraissent plus logiques : l'usage de la violence serait mieux maîtrisé, voire rendu « invisible ». En 1991, par exemple, la première guerre du Golfe a essentiellement été menée depuis les airs. Désincarnées et déshumanisées, les opérations militaires ont pris l'allure d'un jeu électronique, à travers un écran radar, et il n'y a quasiment pas eu d'affrontements au sol entre les troupes américaines et irakiennes[10]. Si l'on fait abstraction du débat politique sur les « guerres justes », on a donc l'impression que, d'une certaine manière, il suffit de maîtriser les dernières technologies pour être considéré comme un soldat sensé, tandis que le combattant armé d'une machette demeurerait un sauvage. Quelle que soit la réprobation de la communauté internationale, les militaires américains en Irak aujourd'hui ne sont pas assimilés à des malades mentaux, à la différence des guérilleros du nord de l'Ouganda, qui sont traités de fous sanguinaires. Lorsqu'on s'in-

téresse aux souffrances des populations prises entre deux feux, les violations du droit humanitaire ne sont pourtant pas moindres dans un cas comme dans l'autre, à moins de justifier l'usage de la force et de prendre parti pour les États-Unis en considérant que le bombardement des habitants d'une ville en Irak serait moins grave que la décapitation de paysans en Ouganda.

Certes, la vision occidentale des conflits du tiers-monde ne vient pas forcément d'une volonté délibérée de rabaisser les populations du Sud. Dans une très large mesure, elle révèle simplement une grande ignorance de la réalité sociale de pays lointains et « exotiques »[11]. De plus, elle procède souvent de lieux communs selon lesquels les pauvres seraient plus enclins à la violence parce qu'ils auraient moins à y perdre que les riches[12]. Quant aux humanitaires déployés dans des régions en guerre, leurs témoignages sont trop chargés d'émotion pour permettre des analyses « à froid ». Le prisme des victimes en détresse les conduit plutôt à exagérer l'impact et le caractère inédit des souffrances constatées. Une telle attitude relève autant de la déformation professionnelle que de la fabrication idéologique : un mélange subtil de duplicité et de naïveté.

D'un côté, la médiatisation outrancière des affrontements dans le tiers-monde constitue un fonds de commerce pour les ONG humanitaires en compétition sur des marchés de plus en plus compétitifs[13]. L'alibi des « nouvelles guerres » permet en outre d'expliquer et justifier les échecs de l'aide internationale; désormais, les organismes spécialisés parlent ainsi

« d'urgences complexes », comme si les crises d'autrefois n'étaient pas aussi embrouillées. D'un autre côté, le biais humanitaire provient intrinsèquement d'une focalisation sur les populations vulnérables, en particulier les mères et les enfants, véritable cœur de cible des agences de secours. Dans son rapport de l'année 2004, par exemple, l'Unicef estime que, depuis 1990, plus de la moitié des 3,6 millions de victimes des conflits armés seraient des enfants. Autre lieu commun, les femmes seraient plus affectées que les hommes. Reste pourtant à savoir dans quelle mesure les souffrances des unes seraient comparables à celles des autres. Sachant que les hommes ont une moindre espérance de vie et sont davantage décimés en temps de guerre, l'établissement d'une échelle de Richter des traumatismes peut aboutir à des raisonnements spécieux, qui se focalisent indûment sur les agressions sexuelles. Doit-on en conclure qu'il vaudrait mieux être tué que d'être une femme et de rester vivant au risque d'être violé ? Un tel positionnement reviendrait à adopter le slogan des Brigades internationales qui, pendant la guerre d'Espagne en 1936, disaient préférer mourir debout plutôt que vivre à genoux !

Les statistiques montrent en l'occurrence que les hommes, qui constituent l'essentiel des combattants, sont les premiers à tomber sur les champs de bataille, dans une proportion de 90 % en 2002[14]. À l'échelle mondiale, ils représentent 80 % des victimes d'homicides, criminalité incluse[15]. Bien sûr, cela n'empêche pas les femmes d'être victimes de violences spécifiques, notamment sexuelles. Mais, contrairement aux idées reçues, les hommes non combattants sont davan-

tage susceptibles d'être massacrés car ils paraissent plus menaçants et leur élimination prive l'ennemi d'une future chair à canon[16]. Des enquêtes épidémiologiques démentent par ailleurs l'idée selon laquelle les femmes seraient plus sujettes à la malnutrition et aux maladies qu'entraînent les conflits armés[17]. Enfin, les femmes ne constituent pas forcément la majorité des réfugiés recensés par le HCR, loin de là. On peut donc se demander pourquoi les organisations humanitaires concentrent leurs efforts sur cette catégorie de population, si ce n'est à cause de présupposés idéologiques qui visent à rééquilibrer les rapports de genres.

De fait, la discrimination positive en faveur des femmes ne vient pas de ce que celles-ci seraient plus affectées par les conflits armés, mais de ce qu'elles seraient censées ne pas faire la guerre. La conviction est si bien ancrée que le prix Nobel de la paix a été attribué à deux reprises à des personnalités qui, en réalité, avaient cautionné l'usage de la violence et s'étaient associées à des mouvements de guérilla, à savoir Rigoberta Menchú au Guatemala en 1992 et Wangari Maathai au Kenya en 2004[18]. En privilégiant les femmes au détriment des hommes, les humanitaires imaginent pouvoir éviter de ravitailler les combattants. La procédure a son importance quand on sait que, selon le HCR, 15 % des camps de réfugiés sont militarisés et servent de viviers de recrutement aux guérillas. Le problème est qu'un tel dispositif n'empêche pas les secours d'alimenter des économies de guerre. L'Unicef, par exemple, avait décidé de ne donner de la nourriture qu'aux femmes dans

les camps de réfugiés tenus par les Khmers rouges à la frontière cambodgienne après la chute du régime génocidaire de Pol Pot en 1979. Mais les guérilleros ne se sont pas gênés pour ponctionner les civils. Certains se sont même déguisés en femmes, quand ce n'était pas les épouses elles-mêmes qui redistribuaient les vivres à leur mari[19] !

Fondamentalement, l'exclusion des hommes n'empêche pas de nourrir la guerre lors des distributions humanitaires. Il est complètement faux de croire que les femmes seraient les victimes passives des conflits armés. Elles y jouent au contraire un rôle primordial, quoique peu visible et moins médiatisé. D'abord parce qu'un soldat affamé ne peut plus se battre : en se débrouillant pour les approvisionner, les femmes, notamment les commerçantes, leur permettent de poursuivre les hostilités[20]. Ensuite parce que les femmes combattantes et « martyres » sont moins rares qu'on veut bien l'imaginer. Elles ont constitué une bonne partie des effectifs de guérillas comme le Front populaire de libération en Érythrée, les Tigres Tamouls au Sri Lanka, les Khmers rouges au Cambodge, le Mouvement pour l'indépendance d'Aceh en Indonésie, les Farc en Colombie, le Sentier lumineux au Pérou ou le Front de libération sandiniste au Nicaragua[21]. Il est même arrivé que certaines soient à la tête de bandes armées telles que le mouvement du Saint-Esprit dans le nord de l'Ouganda, qui a été mené par une prophétesse du nom d'Alice Lakwena. D'autres posaient quant à elles des bombes pour l'Armée rouge japonaise, la RAF en Allemagne ou le Hamas en Palestine...

Vieille sauvagerie et nouveaux missionnaires

Les idées fausses à propos des conflits ne se limitent certes pas aux rapports de genre. D'une manière plus générale, le caractère inédit et criminel des « nouvelles guerres » provient d'une ignorance plus ou moins délibérée du contexte historique des hostilités dans les pays en développement. Pour les humanitaires et les journalistes, c'est toujours la « première fois » et la longue durée n'existe pas. De façon à accréditer leur thèse, les tenants de l'école des « nouvelles guerres » ont ainsi placé leurs curseurs temporels et géographiques de manière biaisée : en l'occurrence en partant de la Grande Guerre européenne de 1914, exception mondiale, afin de démontrer l'augmentation du nombre de victimes civiles dans des conflits du Sud qui, en réalité, n'avaient jamais été exclusivement militaires. Les chiffres sont faciles à manipuler. On peut toujours partir d'une « mauvaise année » pour parler d'une embellie économique ou vanter la baisse des statistiques de la criminalité visible.

De plus, il ne faut pas oublier que le droit international humanitaire s'est considérablement développé au cours du XXe siècle. Rappelons qu'en 1864, la première Convention de Genève ne concernait que les blessés de guerre. Malgré quelques essais infructueux après 1918, c'est seulement en 1949 puis 1977 que des dispositions allaient être prises en faveur des prisonniers de guerre et ensuite des populations civiles. Au XIXe siècle, la diplomatie de la canonnière était parfaitement admise ; dans tous les cas, le massacre des Hereros de Namibie en 1904 ou l'élimination de la

moitié de la population du Paraguay en 1865-1870 ne devaient guère soulever l'indignation de la communauté internationale à l'époque. Autrement dit, la probabilité d'une violation du droit humanitaire était moins importante autrefois, tout simplement faute de lois en la matière. Le système peut se comparer à un code de la route dont les règles sont apparues progressivement : les infractions des automobilistes étaient évidemment bien moindres lorsqu'il n'y avait ni radars, ni limites de vitesse, ni lignes blanches.

Dans la durée, la criminalisation des conflits armés s'avère donc difficile à apprécier : à la fois parce que son appréciation est en grande partie subjective et parce que l'on manque d'indicateurs pour mesurer le phénomène. En fonction des sympathies et des intérêts du moment, il est toujours tentant de sublimer le comportement héroïque de l'allié et, à l'inverse, de disqualifier l'ennemi en le traitant de vulgaire bandit. Le terroriste d'hier peut ainsi, du jour au lendemain, accéder au rang de chef d'État, à l'instar de Jomo Kenyatta à l'indépendance du Kenya en 1963 ou de Yasser Arafat au moment des accords d'Oslo en 1993. En revanche, le dictateur déchu, banni de son pays, peut devenir un criminel de la pire espèce, poursuivi par la justice internationale. Concrètement, les rapports de force donnent souvent raison au vainqueur et tort au vaincu, quelles que soient les pratiques répressives et les violations du droit humanitaire constatées à l'aune de normes théoriquement universelles.

Autre difficulté de taille, qui nous ramène au vieux débat philosophique des relativistes, la définition du

domaine criminel varie suivant les continents et les époques. De la même manière que certains pays interdisent la consommation d'alcool et que d'autres l'autorisent, le caractère licite des pratiques politiques de conquête du pouvoir dépend pour beaucoup des usages culturels qui les légitiment ou, au contraire, les condamnent. Aujourd'hui, des États réprouvent par ailleurs des activités que, historiquement, ils ont pu cautionner et encourager : invasions de terres, exploitation de main-d'œuvre, pillage... Au XIX[e] siècle, par exemple, la Grande-Bretagne a développé la production de pavot au Bengale pour vendre de l'opium aux Chinois. Les pays occidentaux ne sont pas seuls en cause. Avant de s'insérer dans les circuits légaux du commerce international, Hong Kong et les Émirats arabes unis se sont d'abord enrichis dans la contrebande et la piraterie; la Malaisie, quant à elle, a fait fortune dans le caoutchouc à partir de plants d'hévéa volés au Brésil...

Outre les aspects culturels, la criminalisation des guerres se révèle particulièrement difficile à apprécier dans des civilisations orales où les données historiques font cruellement défaut. Quel point de repère utiliser pour conclure à une dégradation de la situation ? Le peu que l'on sait de l'Afrique ancienne invite à la prudence en la matière. Aujourd'hui devenu un symbole de la prédation, le barrage du milicien, par exemple, ne date pas d'hier. Alors que l'exploration du continent noir est à peine amorcée, les premiers voyageurs et missionnaires européens déplorent déjà les exactions des collecteurs chargés de tenir les péages de l'époque : des personnages souvent « peu recomman-

dables », anciens esclaves ou repris de justice, qui détournent les revenus censés revenir à des royautés de type médiéval[22]. La noblesse déchue ne rechigne pas, elle-même, à prendre les armes pour attaquer et taxer les caravanes de marchands, à l'instar des bandits *swadio* (« ceux qui se nourrissent de la route ») chez les Batonu du Borgou à la frontière entre les actuels Bénin et Nigeria. En dépit de ses déclarations en faveur d'une politique de libre-échange, le colonisateur maintient d'ailleurs ces péages pendant un temps. Au Nigeria, par exemple, il ne les abolit qu'en 1906 car il ne veut pas priver les chefs coutumiers, devenus ses alliés, de revenus d'autant plus essentiels que la *pax britannica* a mis fin aux méthodes d'enrichissement par la guerre et le pillage.

À y regarder de plus près, la frontière entre le politique et le criminel a toujours été ténue, qu'il s'agisse de banditisme social ou de rébellion contre les autorités[23]. Les *shifta* de l'Éthiopie médiévale ou les *asafo* des Akwamu de la Côte-de-l'or en témoignent à leur manière[24]. Écartés du pouvoir, les Wasangari du Borgou, eux, rançonnent les commerçants, pillent les caravanes et profitent de l'occasion pour éliminer leurs rivaux, parfois avec la complicité active des élites dirigeantes[25]. Le procédé relève du racket de protection et se retrouve dans des sociétés acéphales et moins hiérarchisées. Les récits des voyageurs qui, au XIX[e] siècle, abordent la côte somalienne et se font dépouiller en chemin présentent également d'étonnantes similitudes avec les comptes rendus des ONG venues convoyer de la nourriture au moment de la grande famine de Baidoa en 1992[26].

Bien entendu, on ne tiendra pas rigueur aux missionnaires humanitaires de ne pas avoir lu les écrits de leurs prédécesseurs en soutane ou en tenue de chasseur ! Il n'y a pas lieu de jeter la pierre à des acteurs de l'aide qui travaillent dans l'urgence et n'ont pas vocation à être des historiens. On peut cependant contester un catastrophisme qui déforme la réalité. On peut également critiquer la vision des stratèges selon lesquels le désengagement des grandes puissances a permis aux conflits du tiers-monde d'éclore et de prendre une tournure criminelle à la fin de la guerre froide. Pendant longtemps, la rivalité américano-soviétique a aveuglé les analystes en couvrant les conflits dits périphériques d'une chape idéologique qui a masqué les motivations profondes et très locales des belligérants, d'une part, et les pratiques prédatrices des combattants, d'autre part.

En réalité, Mobutu Sese Seko n'était pas plus kleptocrate en 1990 qu'en 1970, quand il était appuyé par la CIA pour contrer la menace communiste au Congo-Zaïre. Les mouvements de libération nationale et les crises de la période postcoloniale n'ont pas non plus été exempts de rapines et de dérives mafieuses. Au Nigeria, pendant la guerre de sécession du Biafra, de 1967 à 1970, par exemple, les mutins ne pouvaient pas importer de vivres, à la différence des troupes fédérales qui les encerclaient et qui étaient mieux ravitaillées. Ils ont donc dû s'en prendre aux civils pour approvisionner leurs soldats. Une fois pris au piège dans le réduit biafrais, il leur a fallu se nourrir sur la population et réquisitionner les cultures des paysans. Comme dans d'autres conflits africains, on

a alors assisté à l'émergence d'une économie de guerre dont les logiques commerciales ont largement débordé les lignes de front[27]. La pénurie du camp sécessionniste a enrichi des profiteurs qui ont opéré de part et d'autre en dépit des difficultés à franchir les zones de combat.

L'anarchie en guise d'explication

C'est seulement à la fin de la guerre froide que les analystes se mettent à interpréter les conflits africains en des termes purement économiques et criminels. La logique des affrontements est alors réduite à une dynamique de prédation qui occulte les ressorts symboliques et identitaires des luttes pour les ressources afférentes au pouvoir. Certains vont jusqu'à nier le qualificatif de « guerre » à ces « états de violence[28] ». D'autres parlent de processus post-moderniste, néo-médiéviste ou anarchique pour expliquer la fragmentation de l'État dans le tiers-monde, de pair avec la globalisation des flux marchands, la dérégulation des échanges et l'effacement des pouvoirs publics dans les pays développés[29]. Selon eux, on assisterait à une privatisation de la guerre et les hostilités seraient désormais menées par des petits groupes éphémères et mobiles, sans foi ni loi, sans but affiché, sans idéologie, sans centre de commandement et sans autres appuis que des alliances très ponctuelles pour effectuer un mauvais coup et organiser le partage du butin.

Par-delà la condamnation tout à fait légitime des atrocités commises, l'image que l'on présente de gué-

rillas comme le RUF en Sierra Leone, la Renamo au Mozambique ou la LRA en Ouganda revient ainsi à dépolitiser complètement le champ des affrontements. L'incohérence de mouvements incapables d'articuler un discours intelligible sans la traduction d'un anthropologue spécialisé confine les acteurs de la violence dans le registre grotesque d'un carnaval de la mort qui voit des combattants ivres de sang et de drogues dévorer le corps de leurs ennemis, se grimer de façon extravagante ou partir à l'attaque dans le plus simple appareil. La Renamo et la LRA, en particulier, ont longtemps été perçues comme de vulgaires bandes armées et des pantins au service des pays voisins, qui le régime de l'apartheid en Rhodésie puis en Afrique du Sud pour la première, qui la junte islamiste au Soudan pour la seconde. Certains observateurs considéraient par exemple que la Renamo, fabrication des militaires sud-africains, n'avait pas d'assise régionale car elle n'était pas un mouvement sécessionniste et ses revendications portaient sur l'ensemble du Mozambique[30].

Mais il a bientôt fallu se rendre à l'évidence. Malgré la perte de leurs sanctuaires et de leurs soutiens à l'étranger en 1984 et 1999 respectivement, la Renamo et la LRA ont continué de sévir, preuve qu'ils disposaient de relais à l'intérieur du pays. Après la signature d'un accord de paix en 1992, les rebelles au Mozambique ont même montré qu'ils avaient une véritable base sociale. À l'époque, les analystes doutaient de la capacité de la Renamo à se transformer en parti politique et l'Unita en Angola semblait mieux disposée à réussir son insertion dans un jeu

parlementaire. Or c'est exactement l'inverse qui s'est produit. En 1994, la Renamo reconnaissait sa défaite aux élections organisées par la communauté internationale, tandis que l'Unita refusait d'admettre son échec et reprenait la lutte armée. Malgré toutes les atrocités dont elle s'était rendue coupable, la Renamo devait d'ailleurs afficher des résultats honorables : elle remportait plus de 33 % des voix aux élections présidentielles de 1994 et améliorait son score lors du scrutin de 1999, avec près de 48 % des suffrages[31].

Dans le nord de l'Ouganda, l'Armée de résistance du Seigneur, elle, n'a jamais passé l'épreuve des élections. Aujourd'hui engagée dans un processus de paix, elle est surtout connue à cause des horreurs commises contre sa propre population. Ses agissements paraissent d'autant plus irrationnels que ses revendications sont floues : protestation ethnique des Acholi du Nord marginalisés par les populations du Sud arrivées au pouvoir en 1986 ? Contestation religieuse et fondamentaliste d'une guérilla qui se dit chrétienne mais qui est soutenue par la junte islamiste soudanaise ? Lancée en janvier 1988 et rebaptisée United Democratic Christian Movement en mars 1991, l'United Holy Salvation Army a en l'occurrence pris le nom de LRA en août 1992. Composée de cinq brigades « sacrées » appelées Stocree, Sinia, Gilva, Shila et Control Altar, elle a vu sa base sociale se réduire à mesure qu'elle multipliait les atrocités. Avec moins d'un millier de combattants, contre 5 000 à la fin des années 1990, elle n'a bientôt plus compté aucune recrue volontaire et a surtout renouvelé ses

effectifs en kidnappant des mineurs, à la différence du RUF, qui enlevait plutôt des jeunes adultes.

La terreur que fait régner l'Armée de résistance du Seigneur dans le nord de l'Ouganda n'est pourtant pas dénuée de toute signification politique et stratégique. Sous la conduite d'un mystérieux prophète du nom de Joseph Kony, elle permet d'abord de s'assurer de la fidélité de combattants qui, après avoir été arrachés à leur famille, se rendent coupables de tant d'atrocités qu'ils sont bientôt rejetés par leur milieu d'origine. Elle démontre ensuite l'incapacité du gouvernement à protéger la population face à des rebelles qui, de toute façon, n'entretiennent pas d'illusions sur la possibilité de remporter une victoire militaire. Elle sert également à empêcher les Acholi de rallier les autorités et de travailler avec l'armée. Elle punit par exemple les informateurs en leur coupant les lèvres. Bien que « chrétiens », les rebelles détruisent par ailleurs les églises et kidnappent les prêtres parce que ceux-ci jouent un rôle majeur dans l'enseignement, véhiculent les idées modernes du Sud et servent donc à relayer la « propagande » des autorités. Les guérilleros, enfin, amputent les paysans de leurs bras afin d'empêcher qu'on ne prenne les armes contre eux. En effet, les troupes dépêchées sur place par le gouvernement sont essentiellement des Acholi de la région, souvent réintégrés dans la carrière militaire après avoir combattu dans les rangs d'autres mouvements opposés aux « sudistes ». Ainsi, en 1992, la LRA a multiplié les exactions contre les civils au moment où les autorités essayaient de monter des milices villageoises, les « groupes de la flèche ».

Preuve supplémentaire de sa « rationalité », elle a au contraire déclaré un cessez-le-feu unilatéral pour encourager la population à aller voter contre le parti gouvernemental lors du scrutin de 1996.

L'irrationalité des guerres :
la régression ethnique

La négation du caractère politique des conflits contemporains du tiers-monde et leur réduction à une vulgaire affaire criminelle passent en fait par deux régressions : ethnique et économique. Dans un premier cas de figure, les théoriciens des « nouvelles guerres » resituent les hostilités dans la perspective de confrontations tribales et ancestrales. Privés de la logique rassurante des affrontements Est-Ouest et des luttes de libération nationale, ils soutiennent que la guerre serait (re)devenue « ethnique ». Stigmatisé pour la folie de ses combattants, le Liberia présente un cas d'école en la matière. En effet, les affrontements et la militarisation de la vie politique y ont fixé l'existence d'entités longtemps restées fluides malgré le découpage administratif du territoire sur une base ethnique, lorsque le gouvernement établi sur la côte a commencé à nommer des chefs tribaux créés de toutes pièces dans l'arrière-pays[32]. Dans le sud-ouest du Liberia, notamment, les habitants du comté de Grand Gedeh n'avaient pas pour habitude de se présenter comme des Krahn. Connus sous le nom de Guéré en Côte-d'Ivoire, ils étaient appelés Wee par les Gio des monts Nimba ; de la même façon, les Gio

étaient désignés par le terme de Yacouba, ou Dan en Côte-d'Ivoire. Autrement dit, c'était « l'autre », voisin « national » ou « étranger », qui définissait les limites d'une communauté ethnique.

Mais en 1980, le sanglant coup d'État du sergent Samuel Doe, un Krahn, a contribué à rigidifier ces contours et à renforcer les différenciations tribales jusqu'au niveau clanique le plus fin. Dans son propre groupe, pour commencer, le dictateur a « joué » les Gborbo et les Konobo contre les Gbarzohn, les Webbo et les Gbepao ; dès 1981, il faisait exécuter ses compagnons d'armes afin d'éliminer des rivaux potentiels. Puis, à mesure que l'assise sociale du régime se rétrécissait, il a tenté de diviser pour mieux régner et s'est aliéné des régions entières. Dans le Nord-Ouest, la répression exercée contre les Gio fut déterminante à partir de 1983 et, surtout, des élections truquées de 1985, quand un candidat du pays nimba, Jackson Doe, se vit privé de sa victoire présumée à cause de la fraude organisée par la junte. Suspectés de comploter, brutalisés par les forces de sécurité et exclus des cercles de pouvoir, les Gio ruminèrent leur vengeance, choisirent la voie de la lutte armée et rejoignirent l'opposition en exil avec Thomas Quiwonkpa, assassiné par les troupes gouvernementales en 1985, Charles Taylor, leader de la principale faction en lice, et Prince Johnson, le responsable de l'exécution de Samuel Doe en 1990.

Les violences prirent alors un tour résolument ethnique car les guérilleros gio commencèrent à massacrer des civils pour la seule raison qu'ils étaient krahn ou qu'ils appartenaient à des groupes alliés à

la présidence, tels les Mandingues. Les factions armées qui se montèrent par la suite affichèrent délibérément leur composante communautaire, dont le nom fut repris dans l'intitulé des divers mouvements « de libération ». Pour les Occidentaux, ces règlements de comptes parurent d'autant plus absurdes qu'ils démarrèrent à contre-courant du sens de l'histoire, en 1989, à la fin de la guerre froide et de ses confrontations idéologiques, quand les conflits du tiers-monde paraissaient devoir s'éteindre faute du soutien des superpuissances. Résultat, les affrontements du Liberia furent uniquement compris comme le résultat d'antagonismes tribaux alors que le partage politique du pouvoir était à l'origine des hostilités...

En réalité, les guerres ont toujours été des moments forts de production identitaire. La différence est qu'à présent, les ensembles communautaires sont plus visibles car ils se forgent au scalpel dans des maquis ou des camps de réfugiés, précisément là où opèrent les agences humanitaires[33]. Pour le reste, l'ethnie demeure une cause autant qu'une conséquence de la guerre. Des batteries statistiques montrent ainsi que la diversité communautaire et religieuse d'un pays n'est pas en tant que telle un facteur de conflit[34]. L'intensité d'une guerre et d'une crise humanitaire ne repose sûrement pas sur le degré d'hétérogénéité ethnique d'une société, comme en témoignent les Somalis de la Corne de l'Afrique ou les Hutus et les Tutsis du Rwanda[35]. Certes, les belligérants tentent souvent de mobiliser leurs troupes en faisant appel à des sentiments de solidarité lignagère et régionale.

Mais le succès d'une guérilla doit moins à son caractère ethnique qu'à sa connaissance du terrain. Lorsqu'on s'intéresse aux causes des conflits, les discriminations culturelles, les inégalités sociales et l'intensité des répressions s'avèrent importer moins que les facteurs d'ordre politique et démographique : la faiblesse de l'État, l'instabilité gouvernementale et l'importance numérique de la population.

La criminalisation des guerres : la régression économique

Les théoriciens des « nouvelles guerres » persistent néanmoins à dépolitiser les conflits armés en insistant sur les fonctions économiques des hostilités : le pillage, le racket de protection, l'imposition de monopoles, l'exploitation des ressources naturelles, l'asservissement de la main-d'œuvre, la confiscation des terres, le détournement de l'aide internationale, l'augmentation des budgets de la défense pour les lobbies militaires[36], etc. Dans cette optique, la rapine serait, pour les combattants, un mode de mobilisation plus efficace que la promesse illusoire d'un nouvel ordre social, en particulier dans les pays sous-développés[37]. Face à la perspective lointaine de construire un monde plus juste, elle répondrait mieux aux attentes de populations qui, habituées à survivre au jour le jour, préfèrent s'emparer immédiatement d'un butin à portée de main. À en croire le discours des humanitaires, la nature des guerres aurait ainsi fondamentalement changé. Depuis l'effondrement de

l'URSS, les conflits ne seraient plus motivés par des idéaux nationalistes, mais lucratifs[38]. Autrefois, l'argent était considéré comme le nerf de la guerre. Aujourd'hui, la guerre serait en quelque sorte devenue le nerf de l'argent et la violence militaire serait délibérément utilisée à des fins d'enrichissement personnel ou clanique. Bandit devenu entrepreneur politique (ou vice versa), le « seigneur de guerre » incarne parfaitement le propos, même si la figure du satrape sanguinaire n'a rien de vraiment nouveau et est née en Chine au XIXe siècle[39].

Les économistes ont eux-mêmes alimenté la thèse d'une criminalisation des conflits en s'intéressant soudainement aux profits que les belligérants retiraient de la poursuite des hostilités *pendant* le déroulement des combats, et non plus *après* une victoire militaire[40]. Dans cette optique, l'hétérogénéité ethnique d'une société, le niveau de répression politique, le sous-développement d'un pays et le caractère autoritaire d'un régime importent relativement peu. Les belligérants se battent essentiellement pour mettre la main sur des marchés ou des ressources naturelles. En effet, ils doivent désormais autofinancer leur lutte sans le soutien des Américains ou des Russes. De plus, la destruction de l'appareil industriel et l'instabilité politique des pays en crise, qui font fuir les investissements productifs, obligent souvent les acteurs locaux à se tourner vers l'extraction de matières premières, expliquant le rôle déterminant des ressources naturelles dans une économie de guerre[41]. La focalisation des analystes sur les motivations lucratives de la rapine alimente ainsi une image pour le moins négative de la cruauté et de

l'égoïsme des combattants du « chaos », quelles que soient, par ailleurs, les modalités sociales de la redistribution du butin des razzias.

Concrètement, la réduction économiste de l'analyse des conflits armés tire sa force de ce qu'un bon nombre de régions du tiers-monde en proie à des violences dépendent d'abord et avant tout de leurs ressources naturelles pour acquérir des devises. D'après un rapport de la Banque mondiale étudiant 47 guerres civiles entre 1960 et 1999, les plus menacés par le risque d'une déflagration sont en l'occurrence les pays où les exportations de matières premières fournissent environ un quart du produit intérieur brut[42]. L'analyse met en évidence une corrélation entre la propension au conflit et la vulnérabilité d'économies de rente qui exacerbent les inégalités sociales, même si c'est d'abord la nature et la disponibilité des ressources qui favorisent le financement et le développement des mouvements de lutte armée.

Des chercheurs montrent notamment que les matières faciles à transporter et à revendre au marché noir sont particulièrement propices à l'éclosion et à l'entretien des guerres[43]. Contrairement à des produits lourds comme le pétrole ou les minerais, les diamants et la cocaïne sont aisément exportables et difficiles à interdire au vu de leur valeur en petites quantités. Parce qu'ils se prêtent au pillage, les denrées agricoles et les bois précieux sont davantage susceptibles de profiter à l'ensemble de la population locale, quitte à prolonger le conflit en alimentant en priorité les mouvements rebelles et en déstructurant les forces combattantes qui s'en disputent le contrôle. Plus faciles

à bloquer parce que leur extraction nécessite un niveau de technologie réservé à une « élite » ou un gouvernement allié à une firme multinationale, les ressources pondéreuses, enfin, nourrissent les aspirations séparatistes et les griefs de la population, qui se plaint de ne pas bénéficier de leurs revenus.

Du verre à moitié plein ou vide

Une lecture purement économique des conflits ne permet cependant pas de comprendre le déroulement des hostilités. Grâce à l'industrialisation de l'Asie et d'une partie de l'Amérique latine, d'abord, les pays en développement sont de moins en moins dépendants de leurs matières premières, qui ne représentaient que 34 % de leurs exportations en 1993, contre 80 % en 1970[44]. Les bases de données disponibles montrent qu'en réalité, les conflits sur le partage des ressources économiques et politiques ne sont pas plus nombreux, plus intenses, plus meurtriers et plus longs que les guerres de survie identitaire[45]. Ainsi, au cours des années 1990, bien des pays ravagés par des violences de masses étaient dépourvus de matières minérales : Rwanda, Burundi, Bosnie, Croatie, Sri Lanka, Somalie, Géorgie, Birmanie[46], etc. Surtout, les passions et les haines qui conduisent aux tueries ne répondent pas forcément à une logique d'enrichissement[47]. Les analyses statistiques ou économiques reposent trop souvent sur l'hypothèse de choix rationnels selon lesquels les pauvres seraient par exemple plus enclins à prendre les armes parce qu'ils auraient

moins à y perdre que les riches[48]. En réalité, on ne peut pas réduire les belligérants à de simples acteurs « lucratifs » et nier toute dimension symbolique ou idéologique à leur lutte[49].

En Colombie, les paysans ne rejoignent pas les Farc faute de trouver du travail dans l'agriculture : la guérilla serait un bien mauvais substitut en la matière, puisqu'elle ne les rémunère pas et leur interdit formellement de piller les villageois. Pour autant, le mode de vie ascétique des rebelles continue d'attirer son contingent de volontaires. Dans le cas déjà cité du nord de l'Ouganda, encore, la LRA ne subsiste pas pour mettre la main sur des matières premières par ailleurs inexistantes dans la région. Elle vit chichement et se nourrit exclusivement sur la population, à la différence du RUF, qui exploitait les diamants de Sierra Leone. Sa motivation première n'est pas lucrative mais spirituelle. La crainte des forces de l'invisible lui permet en effet d'endoctriner les recrues, de maintenir la cohésion du groupe et d'assurer par une sorte de télépathie la discipline d'unités combattantes qui, dispersées en brousse, sont très éloignées de leurs centres de commandement.

Autre erreur, la focalisation des analystes sur les matières premières, devenues l'alpha et l'oméga des conflits armés, tend à évacuer la dimension politique des hostilités. De fait, ce ne sont pas les ressources en tant que telles qui motivent les affrontements, mais plutôt leur mode de gestion, surtout quand l'État s'avère incapable de les redistribuer équitablement. Le contrôle de leur exploitation, et notamment de la main-d'œuvre chargée de les extraire, devient alors

un enjeu de conflit. De ce point de vue, il importe de distinguer les biens de première nécessité et les produits destinés à l'exportation. Dans des économies traditionnelles et/ou extraverties, les paysans ne peuvent pas survivre sans eau ou sans bois. Lorsqu'elles viennent à manquer, de telles ressources paraissent davantage susceptibles d'exacerber les tensions foncières et d'attiser la colère des masses car elles touchent à des besoins primordiaux, à la différence du pétrole ou des diamants.

Certes, la raréfaction des biens de première nécessité pousse aussi à la migration et à la reconversion économique. Elle ne suffit assurément pas à provoquer des conflits et ne doit pas non plus être confondue avec les problèmes de dégradation de l'environnement. Un plus grand respect des écosystèmes, en l'occurrence, n'empêche pas l'effondrement des niveaux de vie et les tensions sociales : la création de réserves naturelles et la protection de la faune, notamment, privent de revenus les communautés de chasseurs traditionnels. À l'inverse, une dégradation de l'environnement ne se traduit pas forcément par une paupérisation de la population. En outre, la déforestation, l'épuisement des sols ou le tarissement des sources d'eau dans certaines régions, si tant est qu'ils soient susceptibles de provoquer des conflits, ne témoignent pas systématiquement d'une détérioration des écosystèmes. Ils peuvent tout aussi bien s'inscrire dans les cycles d'une culture alternée qui laisse une bonne partie des terres en jachère.

Qu'il s'agisse d'adopter l'optique du verre à moitié plein ou à moitié vide, la réalité des affrontements

renvoie finalement dos à dos les explications qui insistent sur l'abondance ou, au contraire, la pénurie de ressources. Dans un cas comme dans l'autre, de trop nombreuses exceptions dérogent à la règle. Les théoriciens de l'abondance, pour commencer par eux, ne sont guère convaincants. Si la disponibilité des ressources peut favoriser la poursuite des hostilités en facilitant l'achat d'armes et la rémunération des combattants, il n'est absolument pas évident qu'elle constitue une motivation suffisante pour démarrer un conflit. La Norvège, avec le pétrole, ou le Botswana avec le diamant font partie de ces pays qui perturbent la thèse d'une corrélation entre abondance de matières premières, dépendance des cours mondiaux et propension à l'affrontement.

Dans une optique malthusienne, les théoriciens de la pénurie estiment, eux, que le manque de ressources exacerbe les compétitions communautaires ou individuelles dans le cadre de « luttes pour la survie[50] ». Un exemple souvent cité à ce propos est celui des îles de la Polynésie où la raréfaction des produits agricoles conduisit les habitants à s'entre-tuer et à se dévorer jusqu'à l'arrivée des Européens en 1722[51]. Mais évidemment, le relatif isolement de territoires exigus a aiguisé l'âpreté de la compétition avant l'ouverture au commerce maritime. À moins d'extrapoler, le cas du cannibalisme polynésien est difficilement reproductible dans les pays plus accessibles et plus propices au changement. Bien souvent, la raréfaction des ressources a plutôt poussé à l'innovation et à la diversification des économies traditionnelles. Dépourvu de matières premières, le Japon est un cas assez

typique. Après avoir échoué à étendre son espace vital par la force pendant la Seconde Guerre mondiale, il a réussi à valoriser son capital humain et technologique pour devenir une grande puissance économique. Dans un genre un peu différent, la Suisse est également un pays qui, en l'absence de matières premières, a échappé non seulement à la misère, mais aussi à la guerre. Dans d'autres cas, la raréfaction des ressources a de toute façon pu obliger les populations concernées à développer des mécanismes de solidarité et de résolution des conflits plutôt que de s'engager dans des affrontements meurtriers. De la Somalie à l'Afrique sahélienne, des chercheurs montrent d'ailleurs que les rivalités entre éleveurs et agriculteurs ne proviennent pas d'une pénurie de ressources et se concentrent au contraire sur les terres les plus riches[52]. D'une manière générale, les inégalités foncières et sociales ne débouchent pas systématiquement sur des affrontements, et on ne sait pas très bien quel est leur rôle exact dans la production de guerres[53].

Fin de l'histoire ou histoire sans fin ?

En définitive, la réduction économique et ethnique des conflits contemporains ne résiste guère à l'analyse. Non que les facteurs matériels ou culturels n'aient pas d'incidence sur le déroulement des hostilités. Mais parce qu'ils interfèrent avec d'autres types de causalités et que, fondamentalement, leur impact n'est pas plus important aujourd'hui qu'hier.

Que la rétrospective porte sur vingt ans ou deux siècles, les guerres s'avèrent avoir toujours eu une composante criminelle, et pas seulement politique. Les motivations des combattants n'ont pas vraiment changé de ce point de vue, qu'il s'agisse de venger les morts, de poursuivre une vendetta, de régler une querelle personnelle, d'accaparer le butin pris à l'ennemi, de mener une révolte fiscale, de réclamer une meilleure redistribution des ressources économiques ou d'élargir ses débouchés en ouvrant de nouvelles routes commerciales. Aucun avantage comparatif ne nous autorise à parler d'une détérioration des « termes de l'échange ». En l'état actuel de notre connaissance des pays du Sud, nous ne savons tout simplement pas s'il y a plus de guerres et si celles-ci sont plus meurtrières et sauvages. Une augmentation du nombre de morts en valeur absolue n'est pas significative; seuls comptent les taux et les proportions. Une cinquantaine de conflits par an pour 6 milliards d'habitants contre une petite dizaine pour 1 milliard il y a deux siècles : où est la différence ?

Bien entendu, notre propos ne revient pas pour autant à signaler la fin de l'histoire, accompagnée d'un éventuel retour à la tradition. Les civils ont toujours été les premières victimes des guerres, mais ils le sont désormais autrement du fait, entre autres, de la sophistication des armements, du développement des communications, de la couverture médiatique des événements et de la complexification des trames diplomatiques. La permanence de certains éléments structurants n'empêche nullement les innovations

techniques et l'invention d'une nouvelle modernité politique. Du point de vue des motivations profondes des belligérants, le fond a peu évolué ; la forme, beaucoup. Les changements ne s'apprécient pas que sur le plan technologique, en matière d'armements. Ils tiennent aussi au contexte spatial. En effet, l'urbanisation continue des pays en développement conduit de plus en plus les belligérants à se battre en ville. Il y a là une transformation majeure de la guerre, qui souligne en l'occurrence l'importance démographique et stratégique des migrations forcées.

De fait, les procédures d'une urbanisation de crise révèlent deux mouvements *a priori* contradictoires et néanmoins complémentaires : la destruction et la désertion de la ville en tant que cible militaire et lieu de combats, d'une part, et l'extraordinaire croissance d'agglomérations devenues le refuge de populations entières, d'autre part. D'un côté, la ville ravagée par les bandits et les pillards est peu engageante. De l'autre, la capitale attire les migrants et constitue l'ultime enjeu de la prise du pouvoir par des mouvements de rébellion armée.

L'URBANISATION DES CONFLITS ARMÉS

De Berlin à Varsovie, la Seconde Guerre mondiale a laissé aux Européens l'image de nombreuses villes dévastées. En France, les architectes se sont hâtés de reconstruire Le Havre ou Brest, comme pour mieux faire oublier les malheurs de l'Occupation ; en Allemagne de l'Est, les ruines de Dresde étaient au contraire laissées en l'état afin de rappeler les bombardements américains du 13 février 1945. Les tourments des citadins du Vieux Continent n'étaient pas terminés pour autant. Cinquante ans plus tard, la fureur des combats devait de nouveau embraser Sarajevo. Entre-temps, d'autres villes martyres, plus « exotiques », avaient également marqué la mémoire collective. Au cours des années 1970, Salvador, Beyrouth ou Saigon devinrent des lieux emblématiques d'une déflagration urbaine dont l'impact destructeur rivalisa d'intensité avec les ravages des catastrophes naturelles, notamment les tremblements de terre de Managua, Erevan, Mexico, Istanbul ou Agadir.

Les batailles de rues n'ont pas épargné non plus les villes africaines. Après N'Djamena ou Kampala dans les années 1980, Mogadiscio, Monrovia et Kigali ont défrayé la chronique. Si, aux yeux des Occidentaux, ces capitales « lointaines » n'avaient pas la charge émotionnelle et patrimoniale de Madrid en 1937, de Prague en 1968 ou de Dubrovnik en 1992, elles ont démontré que, désormais, plus aucun continent n'échappait à l'urbanisation des conflits armés. Pareil phénomène constitue un enjeu majeur. Les militaires ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. L'armée française a, par exemple, élaboré un manuel de combat en milieu urbain, où se déroulera vraisemblablement la guerre du futur. La ville présente en effet maints avantages stratégiques : facilités logistiques et défensives dues à sa fonction déterminante dans le domaine des communications et du commerce ; économies d'échelle grâce à la concentration de population ; position centrale pour l'organisation de l'exécutif ; symbole prestigieux du pouvoir et de la modernité ; lieu d'échanges et de négociations...

Dernier grand réservoir rural de la planète malgré un rythme d'urbanisation exceptionnellement rapide, l'Afrique subsaharienne offre un bon exemple des changements observés en temps de guerre. À eux seuls, les conflits armés y provoquent rarement la naissance de villes. Ils interagissent avec d'autres facteurs favorables à l'urbanisation et ne font que précipiter le gonflement des agglomérations. Mais leur apport dans l'exode rural est déterminant dans des pays où les arrivées en ville alimentent généralement plus de

la moitié des taux de croissance urbaine[1]. En période de troubles, les agglomérations jouent désormais un rôle de refuge grâce à leurs avantages par rapport aux campagnes. Leur importance nouvelle s'apprécie autant au niveau des causes de départ *(push factors)* que des facteurs d'attraction *(pull factors)*.

Du côté des *pull factors*, pour commencer, les centres urbains bénéficient de meilleures infrastructures car la concentration de population permet des économies d'échelle et les gouvernements favorisent souvent les citadins au détriment des paysans. En temps de guerre, l'assistance internationale aggrave encore le différentiel entre ville et campagne : confrontée à d'innombrables difficultés de transport, la chaîne logistique des opérateurs humanitaires transite d'abord par les agglomérations où se trouvent les ports, les aérodromes ou les gares. À force d'être détournée par des fonctionnaires corrompus ou des factions armées, l'aide connaît d'importantes déperditions avant d'arriver dans les villages reculés, qui ont le moins de chances d'en profiter. Résultat, son « coulage » pénalise davantage les paysans éloignés des routes et des zones urbaines.

Du côté des *push factors*, ensuite, le milieu rural souffre généralement plus des guerres civiles. En effet, les guérillas se déploient essentiellement en brousse car la grande fragilité des appareils étatiques oblige les autorités à limiter leurs velléités de quadrillage administratif à des populations urbaines dont le regroupement facilite les procédures de contrôle et de surveillance. D'habitude, en outre, les combats en ville durent moins longtemps qu'en milieu rural. Autant les jacqueries paysannes peuvent se déve-

lopper dans des maquis insaisissables et autosuffisants, autant les soulèvements de citadins ne peuvent se passer de la nourriture des campagnes et sont plus rapidement écrasés, assiégés, affamés. Sous réserve d'inventaire, les insurrections urbaines sans prolongement rural s'avèrent exceptionnelles, même à Mogadiscio depuis 1990. Les villes d'Afrique noire n'ont pas réellement connu de scénario à la libanaise, avec des lignes de front figées pendant une quinzaine d'années à l'intérieur de Beyrouth[2].

À y regarder de plus près, les contextes de conflits armés mettent plutôt en évidence trois principaux cas de figure. Dans une première configuration, assez ancienne et fréquente, les rébellions d'origine rurale restent cantonnées dans leur terroir et ne gagnent pas la ville. Parfois, certes, quelques-unes parviennent à atteindre les agglomérations, quitte à refluer assez vite et à laisser derrière elles des cités dévastées dont la célérité de la reconstruction et du repeuplement comble bientôt le « vide » démographique causé par la mise à sac des infrastructures urbaines. Dans une dernière éventualité, enfin, des soulèvements de citadins achèvent de ruiner les villes – une alternative fort rare, en l'occurrence. La plupart du temps, les agglomérations qui subissent l'assaut de l'ennemi finissent par se relever après la fin des combats : soit qu'elles reprennent leurs activités sous le joug de l'occupant, soit qu'elles déménagent et se reconstruisent un peu plus loin. Si des villes peuvent dépérir à la suite d'une défaite militaire, beaucoup reconstituent leurs forces sur la base des atouts inhérents à la dynamique urbaine.

Des guérillas essentiellement rurales

Historiquement, les révoltes paysannes de l'Afrique ancienne ne sont pas dirigées contre des agglomérations aussi rares que petites. À la différence de l'Europe médiévale, les clivages citadins et ruraux ne structurent guère les mouvements de rébellion. Par la suite, les embryons des premières villes coloniales ne constituent pas non plus des enjeux suffisamment déterminants pour orienter le déroulement des protestations. Au Tanganyika, en 1905, le soulèvement des paysans Maji Maji contre les Allemands, qui tentent d'imposer la culture du coton, reste cantonné en milieu rural[3]. De même, dans la région du Tigré en Éthiopie en 1942, l'insurrection de la noblesse *wayâné,* qui refuse la restauration de l'empereur Haïlé Selassié, ne déborde pas vers la capitale, Addis-Abeba. À Madagascar également, les troubles de 1947, qui font des dizaines de milliers de morts, ne se propagent que dans les agglomérations de moindre importance, où les rebelles visent les armureries des casernes. Les escarmouches se prolongent pendant plus d'un an dans la forêt sans atteindre la capitale, ce que le gouvernement français interprète un peu vite comme un signe d'échec pour les insurgés[4].

Quelques pays connaissent certes des insurrections urbaines annonciatrices des luttes pour l'indépendance, comme à Douala ou à Sétif en 1945. En règle générale, le processus de décolonisation du continent ne nécessite cependant pas de soulèvement armé. Dans le cas contraire, de l'Algérie française à l'Afrique australe britannique en passant par les possessions

portugaises, les mouvements de libération opèrent de toute façon en milieu rural, notamment en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Rhodésie du Sud. Ils ne suivent pas le modèle préconisé par Johannes Most, un socialiste allemand qui, en 1884, avait posé les fondements théoriques de la « science de la guerre révolutionnaire » en publiant un manuel d'instruction sur l'emploi et la fabrication de nitroglycérine, de dynamite, de bombes incendiaires, de poisons et de gaz mortels : toutes armes qui marquaient les spécificités d'une action urbaine. Au sud du Sahara, les opposants engagés dans la lutte armée adoptent plutôt la phraséologie tiers-mondiste en vogue dans les années 1960 et 1970. Pour eux, la classe révolutionnaire n'est pas le prolétariat ouvrier des villes, référence néoléniniste des Brigades rouges en Italie, mais la paysannerie, à l'instar des maoïstes du Sentier lumineux au Pérou ou des rebelles communistes aux Philippines.

Ainsi, le marxisme urbain ne rencontre guère de succès en Afrique. Né dans un club littéraire de Luanda en 1955, le parti communiste angolais en témoigne à sa manière. Après avoir échoué à élargir son audience et à être reconnu par son homologue portugais, il ne parvient pas à avoir prise sur les contestations populaires et n'est pour rien dans le premier haut fait d'armes de la lutte pour l'indépendance, à savoir l'attaque des prisons de la capitale par des groupes protestants le 4 février 1961. Jusqu'en 1970, le marxisme angolais reste confiné à une toute petite minorité d'intellectuels, essentiellement des étudiants exilés à Lisbonne et des créoles de Luanda qui ont fondé un Mouvement anticolonial en 1957.

Les organisations armées qui se réclament du communisme ailleurs sur le continent continuent quant à elles de se déployer en brousse. Dans l'Éthiopie féodale du Négus, avant le renversement de la monarchie, en 1974, par exemple, le FPLE, qui lutte pour l'indépendance de l'Érythrée, ne mène quasiment pas d'opérations de guérilla urbaine. D'inspiration léniniste et non maoïste, il tente certes d'élaborer une stratégie de harcèlement des villes, où il organise des cellules clandestines pour lever des fonds, saboter les installations gouvernementales, exécuter les collaborateurs érythréens et assassiner les cadres de l'administration centrale[5]. Mais ces actions ont un impact limité. La faible urbanisation du pays, il est vrai, ne s'y prête pas : les quatre cinquièmes de la population érythréenne vivent de l'agriculture et les rares villes ne constituent pas des bourgades importantes, avec moins de 400 000 âmes à Asmara, la capitale.

D'une manière générale, la morphologie des sites urbains d'Afrique noire, très étendus, favorise peu la clandestinité que permet par exemple l'imbrication du bâti dans la médina arabe. Au contraire, la dominante rurale de la grande majorité des États au sud du Sahara, conjuguée à la vitalité séculaire de sociétés paysannes, prédispose naturellement les foyers d'insurrection à se situer à la campagne, où les maquisards peuvent opérer au grand jour. D'après des études statistiques sur les guerres civiles dans le monde depuis 1960, le couvert végétal et les reliefs montagneux, notamment, s'avèrent conforter l'assise des mouvements rebelles et contribueraient même à prolonger la durée des conflits[6]. Une telle situation

s'explique aussi par la faiblesse du maillage territorial d'appareils administratifs fragiles. Maintes capitales africaines ne contrôlent quasiment pas les régions rurales les moins développées et les plus inaccessibles. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : suivant un schéma classique, la capacité de coercition étatique décroît à mesure qu'augmente la distance avec la source de pouvoir[7]. Ainsi, dans un pays semi-désertique et laminé par les guerres civiles comme le Tchad, une administration très centralisée se préoccupe d'abord de maintenir l'ordre en sa capitale avant de chercher à faire participer les provinces au développement du pays. Pareille configuration laisse le champ libre à de nombreuses rébellions qui établissent toutes leurs zones « libérées » en dehors des agglomérations, quitte à attaquer N'Djamena lors d'ultimes assauts contre des régimes déliquescents[8].

Le phénomène est particulièrement marqué dans un pays aussi gigantesque que le Congo belge après l'indépendance. Très isolée, la rébellion « maoïste » de Pierre Mulele, par exemple, ne réussit pas à s'étendre en milieu urbain. Quant aux « Lions » de Gaston-Émile Soumialot, les *Simba,* ils ne parviennent pas à tenir Albertville, qu'ils occupent le 25 mai 1964 et reprennent brièvement le 18 juin suivant. Les deux théories qui prévalent à l'époque sont d'ailleurs intéressantes car elles témoignent des débuts de la dilution des clivages urbains et ruraux en matière de lutte armée. Selon le gouvernement, le soulèvement d'Albertville aurait été commandé à distance par l'Armée populaire de libération de Gaston-Émile Soumialot, qui se trouvait à 250 kilomètres au nord. Mais, selon d'autres

observateurs, l'insurrection aurait plutôt démarré de l'intérieur de l'agglomération car les rebelles avaient commencé à recruter des paysans dans les campagnes environnantes[9].

Conflits urbains et ruraux : des interdépendances

De fait, les interdépendances entre les mondes urbains et ruraux empêchent bientôt de dissocier complètement les deux dynamiques conflictuelles. Les querelles politiques, les oppositions de classes et les divergences ethniques de la ville peuvent parfaitement se projeter dans les rébellions de la campagne, tandis que les jacqueries paysannes ne négligent pas toujours l'appui des citadins. Dès avant l'indépendance au Kenya, par exemple, le mouvement clandestin du 40 Age Group joue un rôle important dans la révolte rurale des Mau Mau au milieu des années 1950[10]. Établi à Buru Buru, un bidonville de Nairobi, il obtient des fonds et des armes en rackettant les commerçants africains et asiatiques. La « richesse » de la capitale lui permet alors de consolider ses liens avec les réserves de Nyeri et Fort Hall, puis d'étendre son influence dans la Central Province et la Rift Valley.

L'urbanisation très rapide du continent et les progrès des transports précipitent ensuite les interactions entre villes et campagnes. Au cours des années 1980 et 1990, les milices de Brazzaville et, dans un tout autre contexte, les islamistes d'Algérie révèlent une forte implantation citadine. À l'époque, certains auteurs

croient également déceler à Kampala l'émergence de guérillas urbaines typiques de l'Amérique latine[11]. Dans les villes d'Afrique du Sud, la branche armée de l'ANC, Umkhonto we Sizwe, mène par ailleurs des attentats aveugles qui n'ont rien à envier à leurs homologues européens. Certes, ses combattants, les *madelakufe* (« ceux qui méprisent la mort »), ont leurs bases à l'extérieur du pays et ne réussissent jamais à s'emparer d'une localité ou à tenir un quartier, y compris au sein d'agglomérations comme Port Elizabeth et East London où ils disposaient à l'origine d'un réel soutien populaire[12]. Mais, l'urbanisation aidant, il devient bientôt impossible de distinguer nettement ce qui relève de la violence rurale[13].

Ainsi, à Durban, les affrontements et les rivalités de l'arrière-pays zoulou influencent beaucoup les mouvements de protestation insurrectionnelle dans les townships établies par le régime de l'apartheid pour servir de réservoirs de main-d'œuvre à l'industrie. Il en va de même à Port Elizabeth, où la quasi-totalité des migrants xhosas a directement débarqué de la campagne sans passer par une ville secondaire. Centre d'urbanisation primaire, Port Elizabeth ne constitue pas une simple étape vers des agglomérations plus importantes et reste marqué par les flux et reflux des *amarhanuga* « venus en quête de travail » et des *amagoduka* « sur le point de rentrer chez eux ». Tant Durban que Port Elizabeth se révèlent très perméables aux conflits de la campagne. La proximité de homelands ruraux, respectivement le KwaZulu et le Transkei, contribue largement à cet état de fait, contrairement à Johannesburg, où les

caractéristiques d'une migration de longue distance, conjuguées aux lois de l'apartheid sur la résidence urbaine des Noirs, rompent davantage le lien avec les terroirs d'origine.

Malgré les spécificités de la ségrégation raciale, l'Afrique du Sud n'est pas un cas unique, en l'occurrence. L'urbanisation grandissante du continent dilue la spécificité rurale de guérillas dont la plupart des leaders ont une origine citadine. Au Sénégal, où le plus gros des accrochages de l'armée avec les insurgés de Casamance se produit en brousse, les indépendantistes disposent par exemple de relais à Ziguinchor, dont ils réussissent à s'emparer brièvement de la « gouvernance » en décembre 1982. De même, dans le nord de l'Ouganda, la LRA bénéficie de certaines complicités à Gulu, chef-lieu régional que l'on dit justement épargné par les attaques parce que les rebelles viendraient s'y ressourcer de temps à autre. Il est vrai que l'évolution des situations militaires joue aussi un rôle en la matière. Des revers subis sur le terrain obligent parfois les combattants à quitter le maquis et à se retourner contre les villes. Expulsé par Addis-Abeba de ses bases arrières de l'Éthiopie orientale, le SNM part ainsi en 1988 à l'assaut de Hargeisa, la capitale du Somaliland. Sur la frontière occidentale de l'Ouganda, encore, les ADF, pourchassées par l'armée et délogées de leurs sanctuaires des montagnes du Ruwenzori, tentent de se reconvertir dans le terrorisme urbain, avec quelques attentats à la bombe à Kampala et Jinja en 2001.

Des raisons objectives et subjectives pour partir à l'assaut des villes

Plus fondamentalement, la ville contemporaine constitue un butin, et donc un objectif militaire. En Afrique, sa part dans les produits nationaux varie entre 50 % et 70 % car l'appareil industriel et les activités de services se concentrent en milieu urbain et fournissent environ les trois quarts des richesses recensées dans les statistiques[14]. Ainsi, de par sa richesse, la ville attire non seulement les guérilleros mais aussi les populations fuyant la misère des campagnes, les deux allant souvent de pair, d'ailleurs. En Afrique noire, les différences de revenus entre paysans et citadins sont, en moyenne, deux fois supérieures à celles observées sur d'autres continents en développement. Certains pays se révèlent particulièrement inégalitaires en la matière, tels le Kenya, à cause du manque de terres cultivables, et la Zambie, où le revenu *per capita* des habitants de Lusaka est six fois plus élevé qu'à la campagne[15]. Avec 80 % de pauvres en milieu rural contre 26 % en milieu urbain, la Zambie présente sans doute un cas extrême : entre 1965 et 1980, les paysans voient leur pouvoir d'achat chuter de 65 % et doivent se mettre à vendre trois fois plus pour obtenir la même quantité de biens.

D'une manière générale, les gouvernements africains post-indépendance privilégient délibérément les citadins en plafonnant les prix des produits agricoles et en subventionnant les biens de première nécessité[16]. À partir des années 1980, les efforts de la Banque mondiale pour relancer les cultures d'ex-

portation ne renversent pas vraiment la tendance, même si la libéralisation d'économies dirigées et le démantèlement des services sociaux pénalisent d'abord les populations urbaines. Dans bien des cas, la réduction des différentiels de niveaux de vie entre villes et campagnes résulte alors d'un appauvrissement des citadins et non d'un enrichissement des paysans. Faute d'investissements en milieu rural, les centres urbains continuent de concentrer la plupart des infrastructures restantes, à l'instar d'Abidjan, qui accapare les quatre cinquièmes de la consommation d'électricité de Côte-d'Ivoire, les deux tiers des véhicules immatriculés dans le pays et une proportion similaire des lignes téléphoniques en service. Sur le plan sanitaire et hospitalier, notamment, les villes sont toujours mieux servies. En Afrique du Sud du temps de l'apartheid, en particulier, les procédures de ségrégation raciale aggravent même les écarts existants : le homeland rural du Transkei y atteint des taux de mortalité infantile de 130 ‰ – neuf fois plus que dans les zones urbaines blanches.

Concernant les infrastructures, le parti pris des dirigeants en faveur des villes caractérise en fait l'ensemble du continent. Urbaines dans tous les sens du terme, les élites « modernes » entretiennent souvent une vision effrayante et archaïsante de la brousse, monde « sauvage » de l'initiation, du sacrifice et de la sorcellerie. Le colonisateur n'est d'ailleurs pas le dernier à façonner de pareilles représentations. À l'approche des indépendances, il commence à vouloir développer le logement urbain pour stabiliser les citadins africains et faciliter l'émergence de classes

moyennes avec qui négocier « raisonnablement » les conditions d'un transfert de souveraineté. En Ouganda, par exemple, les Britanniques consacrent 20 % des dépenses de l'année budgétaire 1958 à des agglomérations recensant moins de 5 % de la population du pays[17]. À l'époque, il est vrai, la révolte paysanne des Mau Mau au Kenya entame définitivement la croyance selon laquelle la tranquillité des campagnes vaut mieux que l'agitation des villes. Des Noirs entrent au gouvernement à Nairobi à cause de la peur qu'inspirent ces mystérieux guérilleros de la forêt, mais non les leaders urbanisés de la Kenya African Union de Jomo Kenyatta. Faute d'interlocuteurs, les Britanniques ne savent pas comment saisir un mouvement rural qui n'a pas de chefs reconnus et encore moins de nom, aucun groupe ne revendiquant l'appellation de Mau Mau[18]. L'arrestation des politiciens de la ville, accusés de soutenir les insurgés, ne doit pas tromper : en réalité, le colonisateur préfère dialoguer avec les nationalistes éduqués à l'occidentale de la Kenya African Union.

Les indépendances confirment alors le biais citadin. Alimenté par le mythe d'un âge d'or champêtre, le discours des dirigeants post-coloniaux sur l'authenticité africaine, le retour à la terre et la corruption des villes le dispute aux idéaux d'un progrès fondamentalement urbain. En pratique, les agglomérations les plus importantes demeurent les principales bénéficiaires des largesses du pouvoir. Ainsi, en Guinée-Bissau, au début des années 1980, la capitale reçoit 50 % de l'investissement et 80 % du budget de l'État alors qu'elle abrite seulement 16 % des habitants du

pays[19]. En Mauritanie également, la moitié de l'investissement public va à Nouakchott : un montant qui, rapporté à la population, s'avère cinq fois supérieur à la moyenne nationale[20]. De même dans l'Angola en guerre, le gouvernement choie la capitale. Préservée des combats entre 1977 et 1992, Luanda reste bien ravitaillée grâce à la manne pétrolière, qui permet de financer les importations alimentaires en évitant, à la différence du Mozambique, de réquisitionner les récoltes dans les campagnes.

Des raisons éminemment stratégiques et politiques expliquent, là encore, un tel favoritisme. Dans les agglomérations où se base son autorité, le pouvoir cherche en priorité à se protéger de l'insurrection urbaine, plutôt que de la rébellion paysanne. Il est donc particulièrement sensible au bon ravitaillement de sa capitale, à l'instar des révolutionnaires français et de leurs successeurs du Directoire à l'Empire napoléonien, qui avaient veillé à ce qu'au moins Paris ne souffrît pas de la faim en période de disette[21]. Revers de la médaille, de pareils privilèges peuvent alors finir par se retourner contre la ville.

Le temps du reflux

En effet, la revanche de paysans analphabètes sur les élites urbaines prend parfois un tour dramatique, comme en Ouganda du temps d'Idi Amin Dada, ceci sans parler du Cambodge au moment de l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges de Pol Pot. Dans de tels cas, la ville devient le lieu de tous les dangers. Elle est

mise à sac et la richesse de ses citadins motive des pogroms où les oppositions de classes recoupent souvent les préjugés ethniques et xénophobes des damnés de la terre. À Kampala, par exemple, le régime d'Idi Amin Dada expulse les minorités allogènes et urbaines, 50 000 Indiens en 1972 et environ 34 000 Kenyans de 1969 à 1976. À l'intérieur des villes, les affrontements se produisent également entre communautés originaires d'un même pays. En témoignent les troubles qui accompagnent le départ des Portugais de Luanda, en Angola. Débordé par sa base, le principal mouvement de lutte anti colonial, le MPLA, ne parvient pas en l'occurrence à contenir les violences populaires qui poussent à l'exode les minorités Bakongo, Malanjino et Ovimbundu de la capitale en mai 1975[22]. Trois mois après, la défaite militaire du FNLA des Angolais du Nord et le massacre des « sudistes » de la garnison de l'Unita à Luanda consacrent le nettoyage ethnique et la mainmise du MPLA sur une ville encerclée, où l'indépendance est proclamée le 11 novembre. Par la suite, la guerre se déroule plutôt dans les campagnes. Mais en octobre 1992, encore, la liquidation physique des partisans de l'Unita, qui refusent le résultat d'élections favorables au MPLA, fournit de nouveau l'occasion d'expulser les Ovimbundu de Luanda...

On pourrait multiplier les exemples détaillant les diverses formes d'épuration ethnique et clanique au moment de la chute d'une ville, en particulier d'une capitale. À Monrovia en 1990, l'effondrement du régime de Samuel Doe, un Krahn, provoque une chasse en règle contre les lignages alliés à la présidence. À Mogadiscio en 1991, le départ du tyran Siad

Barre, un Marehan, entraîne des vengeances contre les membres de son groupe. De manière anticipée, à Kigali en 1994, le génocide perpétré par les Hutus à l'encontre des Tutsis, pour sa part, annonce en quelque sorte la prise de la capitale par les rebelles et les victimes des massacres : les troupes gouvernementales sont trop occupées à tuer des civils pour repousser les assauts de la guérilla.

Indéniablement, le mouvement vers la ville n'est donc pas toujours à sens unique. À Lubumbashi, lors de la guerre de sécession du Katanga, les habitants refluent vers leur région d'origine. La population de « la capitale du cuivre » stagne aux alentours de 200 000 habitants jusqu'en 1965[23]. Avec la guerre civile en Éthiopie, la peur d'un environnement urbain hostile dissuade pareillement les paysans d'aller en ville alors que la junte militaire entame sa campagne de « terreur rouge » à Addis-Abeba en 1975[24]. En Ouganda pendant la dictature d'Idi Amin Dada, encore, la croissance urbaine tombe à 3 % au lieu de 10 % dans les années 1960. Dans un contexte de forte insécurité et de déclin économique, les habitants de Kampala, notamment, fuient à la campagne ou à l'étranger, laissant la place aux musulmans du Nord. « Ce marasme urbain des années 1970, explique un spécialiste, [est] général en Ouganda et [n'épargne] que les villes de garnison et les villes frontalières[25]. » Avec la chute de la dictature en 1979 et l'instabilité de la première moitié des années 1980, le ralentissement de l'exode rural vers Kampala s'accompagne ensuite d'un véritable exode urbain des Bagandas de l'opposition, qui fuient les exactions du nouveau régime.

Face au chômage, à la précarité et à l'insécurité des villes, il arrive ainsi que le village serve de base de repli, y compris dans les pays développés, d'ailleurs[26]. La campagne dispose en effet d'atouts qui n'existent pas en agglomération, en particulier sur le plan de l'autosuffisance alimentaire. Avant l'embrasement de la Côte-d'Ivoire, par exemple, les « néoruraux » qui quittent Abidjan, devenue trop onéreuse, sont des citadins de naissance, des jeunes dans la force de l'âge et non des retraités allant finir leurs jours au village natal. Historiquement, le phénomène n'est pas sans rappeler les débuts de l'urbanisation du continent, lorsque la ville n'offre pas encore de véritables avantages comparatifs. En Afrique du Sud, notamment, les habitants des agglomérations tswanas, artificiellement créées au XIXe siècle, retournent d'eux-mêmes à la campagne en cas de crise. La colonisation du pays par les Européens ne se prête pas non plus à un enracinement citadin du fait d'un développement sur une base raciale et de ségrégation. Lors de la guerre des Boers, des paysans noirs s'abritent à Bloemfontein, où l'armée britannique s'est établie. Mais une fois la paix signée et l'économie rurale en voie de reconstruction, la ville perd 43 % de sa population africaine entre 1904 et 1911[27].

Récent, l'exode rural en Afrique subsaharienne est parfois moins définitif qu'il n'y paraît. Structurellement, d'abord, l'assise économique des villes reste fragile, faute de base industrielle, et ne peut satisfaire indéfiniment les candidats à la migration. En dépit du taux de croissance phénoménal de certaines mégalopoles, il n'y a pas lieu d'annoncer la « fin des pay-

sans », expression qui traduit surtout la profonde urbanisation sociale du monde occidental. Depuis le début des années 1980, on observe en fait un ralentissement de la croissance urbaine au sud du Sahara. De la même façon que la transition démographique conduit à une diminution de la fécondité, des chercheurs parient dorénavant sur une « transition de la mobilité » et tablent sur une stagnation, voire une saturation de l'urbanisation[28].

Dans la durée, un tel constat relativise évidemment la portée des guerres et des déplacements forcés en matière d'exode rural. En réalité, nombre de réfugiés qui débarquent dans les agglomérations africaines s'avèrent avoir des antécédents urbains : 68 % à Khartoum et jusqu'à 95 % à Nairobi au début des années 1980 ; 95 % à Johannesburg, encore, selon une étude réalisée en 2003[29]. La remarque s'applique tout autant aux demandeurs d'asile dans les villes occidentales, qui ont déjà une origine citadine pour les deux tiers d'entre eux selon des enquêtes menées en Grande-Bretagne[30]. Vus sous cet angle, les mouvements de population que provoquent les conflits armés relèvent moins d'un exode rural à proprement parler que d'une sorte de transfert d'une ville à l'autre.

Quant aux déplacés venant directement de la campagne, leur migration vers les centres urbains semble parfois plus provisoire. À la différence des réfugiés d'origine citadine, qui sont davantage victimes de persécutions individuelles, les paysans fuient surtout des violences collectives. Pour eux, aller en ville relève moins systématiquement d'un choix délibéré au départ. Il est donc permis de supposer qu'ils auront

moins de difficultés à revenir dans leur village lorsque les conditions le permettront. Ainsi, à Kampala, une fois la situation stabilisée en 1986, 200 000 paysans qui avaient fui la guerre s'en retournent chez eux, essentiellement en pays baganda[31]. Le même phénomène est observé au Mozambique après les accords de paix signés à Rome en 1992.

Aussi faut-il remettre en perspective le rôle démographique des conflits armés. L'accélération des taux de croissance urbaine lors des crises politiques n'apparaît vraiment qu'à l'échelle d'une agglomération. C'est moins évident au niveau du continent. Une ville en temps de guerre peut très bien se développer à un rythme moins rapide que des cités de taille équivalente à l'intérieur de pays en paix. Pour autant, ladite ville a effectivement accueilli des déplacés qui ont perturbé le cours normal de son essor : un afflux déterminant au niveau local, pas toujours à l'échelle nationale. Finalement, la contribution des conflits armés à l'exode rural s'apprécie d'abord sur le plan qualitatif.

Entre expulsion et intégration : une précarité durable

Une urbanisation de crise a-t-elle des chances de perdurer une fois la paix revenue ? La question conduit à s'interroger sur les procédures d'insertion du déplacé en ville. Son enracinement dépend non seulement de la situation militaire, de la durée du conflit et de ses implications politiques, mais aussi des

opportunités économiques, des conditions d'accueil et de l'environnement culturel. Qu'il s'agisse de réfugiés ayant franchi une frontière internationale ou de déplacés théoriquement libres de circuler à l'intérieur de l'État dont ils sont citoyens, on n'observe pas nécessairement de corrélation entre l'intensité du déracinement et la propension à rester habiter en ville. La réussite de l'intégration urbaine dépend d'un ensemble complexe de causalités dans lequel la distance parcourue ou le statut de résidence n'interfèrent que moyennement.

La proximité géographique du lieu d'origine, notamment, ne suffit pas à assurer l'assimilation du migrant en milieu citadin. Au contraire, le dépaysement, l'éloignement de la terre natale et la clandestinité obligent parfois le demandeur d'asile à constater l'impossibilité d'un retour et à refaire sa vie dans l'exil. Enracinement et déracinement constituent en réalité les deux figures indissociables d'une migration forcée. Ainsi, les tentatives de sédentarisation agricole dans l'Éthiopie marxiste de Mengistu ou la Tanzanie socialiste de Nyerere ont déraciné des populations entières ; dans le même ordre d'idées, les exodes découlant de crises écologiques ou politiques ont, à l'inverse, entraîné certaines formes d'enracinement, urbain ou rural.

L'arrivée de populations fuyant la guerre, en l'occurrence, suscite souvent des tensions à l'intérieur d'une agglomération[32]. Dans bien des cas, les nouveaux venus paraissent menacer les intérêts des « vieux » citadins car ils acceptent des salaires plus bas et osent moins revendiquer. La ville leur offrant

des possibilités de promotion sociale que n'a pas le monde rural, ils sont perçus comme des privilégiés par rapport aux réfugiés dans les camps[33]. Moins dépendants de l'aide humanitaire et moins assistés, de ce point de vue, que leurs collègues d'infortune à la campagne, beaucoup ne reçoivent donc aucun soutien de la communauté internationale. Contrairement aux idées reçues, ils ne constituent pourtant pas toujours une élite composée de travailleurs qualifiés, d'ouvriers spécialisés et d'employés salariés. Dans les circuits parfois sordides d'économies informelles, on y recense aussi un bon nombre de petits marchands, de camelots, d'artisans, de domestiques, de couturiers, de veilleurs de nuit ou de cireurs de chaussures : un lumpenprolétariat souvent clandestin, qui en est réduit à vendre sa force de travail, voire son corps lorsqu'il s'agit de prostitué(e)s, de mendiants ou de délinquants[34].

Résultat, les déplacés en milieu urbain sont fréquemment accusés d'être des criminels en puissance et font l'objet d'un ressentiment fortement teinté de xénophobie. De telles suspicions leur valent alors d'être expulsés *manu militari*, à l'instar des populations originaires du sud du Soudan à Khartoum ou des Mozambicains à Johannesburg en Afrique du Sud. Au Kenya, la police lance régulièrement des rafles dans les quartiers de Nairobi peuplés de Somaliens sans papiers. En Angola, la nomenklatura du régime, retranchée à Luanda, ne cache pas non plus son mépris pour les *deslocados* venus de la campagne et traités de « péquenots » *(matumbos)*. Les élites créoles de la capitale, dont les guérilleros de

la brousse dénonçaient l'arrogance, s'inquiètent ouvertement d'un afflux de paysans marqué par la montée de la délinquance et du marché noir.

De la pérennité d'une urbanisation de crise

Le constat met en évidence la fragilité d'une urbanisation de crise dont les citadins sont toujours menacés d'expulsion. De fait, les raisons qui donnent à la ville le statut d'un havre de paix sont également celles qui, objectivement, en font une cible militaire toute désignée. En termes de sécurité et d'espérance de vie, les avantages de la cité, notamment sur le plan alimentaire et sanitaire, vont de pair avec des atouts économiques qui excitent tout autant les convoitises des « guérilleros de la brousse ». Une moindre morbidité par rapport aux campagnes explique le paradoxe de ces centres urbains qui continuent d'attirer la population en dépit de leur extrême dangerosité et de l'explosion de violence criminelle. En témoigne la Somalie en guerre où, d'après des sondages des Nations unies en 2002, seulement 48 % des citadins se sentent en sécurité, contre 70 % des ruraux. Le pouvoir d'attraction des villes s'y explique plutôt par les facilités d'accès aux soins de santé et le différentiel des niveaux de vie : 95 % des ménages urbains disposent d'un dispensaire ou d'une clinique dans un rayon de moins de 3 kilomètres, contre 60 % en milieu pastoral, et la proportion de population vivant avec moins d'un dollar par jour y est inférieure à 24 %, contre plus de 53 % dans les campagnes[35].

Le fait est que, généralement, la désaffection des agglomérations touchées par les combats ne dure pas. Les déplacés d'origine citadine, en particulier, envisagent rarement d'aller s'installer à la campagne sur le modèle de la révolution culturelle chinoise. Ainsi, la destruction de Monrovia n'entraîne pas un retour à la vie rurale, quand bien même ses habitants assiégés en sont réduits à manger de l'herbe au moment de la chute de la dictature Samuel Doe, en 1990 ! Les violences limitées dans le temps ont encore moins d'impact sur la vitalité urbaine. À Bissau, en 1998, on estime que les trois quarts des 300 000 habitants fuient la capitale guinéenne quand les combats atteignent la banlieue[36]. En Sierra Leone, encore, les attaques du RUF contre les quartiers Est de Freetown, qui font 2 000 morts début 1999, obligent 40 000 personnes à abandonner leur foyer, dont de nombreux déplacés venus trouver refuge en ville. Pour autant, ces deux agglomérations demeurent des capitales macrocéphales : rétrospectivement, les incursions de mouvements rebelles s'avèrent n'avoir guère ébranlé leur position dominante.

Dans la plupart des cas, en effet, la croissance urbaine retrouve assez vite son niveau d'avant-guerre et comble parfois immédiatement le retard accumulé. Aussitôt terminée la guerre du Katanga, en 1964, Lubumbashi, par exemple, connaît une explosion démographique désordonnée et une poussée formidable de l'habitat spontané. De même en Ouganda après 1986, la sécurisation de la capitale et la poursuite des troubles dans le Nord font que Kampala renoue avec des taux de croissance supérieurs à 10 %

et dépasse bientôt le million d'habitants. La stabilisation politique du pays s'accompagne, en l'occurrence, d'une normalisation des procédures d'exode rural : parmi les migrants interrogés, seulement 3 % disent désormais avoir quitté leur village pour des raisons de sécurité[37]. Kigali connaît un processus similaire à cet égard[38]. L'agglomération se vide d'abord de ses occupants au moment du génocide et de l'offensive du Front patriotique rwandais, qui s'empare de la ville en juillet 1994. Mais la capitale se repeuple très rapidement avec le retour d'une partie de ses habitants et l'arrivée des « anciens réfugiés » qui avaient fui la « révolution sociale » de 1959. D'ordre qualitatif plus que quantitatif, le renouvellement de l'espace urbain tient là, essentiellement, au remplacement d'une population par une autre, les Hutus cédant la place aux Tutsis.

Le phénomène laisse entrevoir la dimension stratégique de telles migrations. En effet, l'entrée en ville permet aux déplacés de s'approcher du pouvoir, de mieux défendre leurs intérêts et, parfois, de bouleverser les hiérarchies sociales en provoquant des processus d'égalisation par le bas ou, au contraire, en aiguisant les clivages communautaires. À Luanda, par exemple, le brassage résultant de l'afflux de *deslocados* contribue à étendre le portugais, langue autrefois réservée à l'élite. À Khartoum, les animistes et les chrétiens en provenance du sud du Soudan en guerre rééquilibrent les rapports de force démographiques à l'intérieur même du fief de la junte islamiste. À Monrovia, les déplacés accompagnent quant à eux la demande de paix et de démocratisation[39].

L'occupation de la ville par un groupe plutôt qu'un autre entraîne ainsi des recompositions majeures de la scène politique, voire un redéploiement de l'appareil étatique et de l'administration territoriale lorsqu'un transfert de capitale accompagne un changement de régime par la violence. Sachant que le monde ne cesse de s'urbaniser, les flux de populations en temps de crise s'avèrent jouer un rôle déterminant à cet égard. Même si les conflits armés produisent rarement de villes *sui generis* et ne font que précipiter la croissance des agglomérations existantes dans un contexte de très grande précarité, on ne saurait ignorer la portée urbaine des migrations forcées. Qu'il soit un clandestin, un demandeur d'asile ou un déplacé interne, le réfugié de demain sera essentiellement urbain. La guerre aussi.

CONCLUSION

Par bien des aspects, les modalités de la guerre dans les pays du Sud ont connu d'importantes transformations. En revanche, les conflits n'ont pas fondamentalement changé de nature quant à leur dimension « informelle », prédatrice et criminelle, du banditisme au nettoyage ethnique. Historiquement, ils ont très rarement correspondu au modèle classique et clausewitzien d'un affrontement entre des armées régulières en compétition sur une frontière, avec des troupes en uniforme et des soldats au service de gouvernements reconnus par la communauté internationale. De ce point de vue, il n'y a pas lieu de penser que les guerres d'aujourd'hui seraient plus meurtrières ou plus cruelles. La multiplication des abus constatés vient peut-être tout simplement d'une plus grande sensibilisation à la souffrance, d'une vigilance accrue quant au respect des droits de l'homme et, partant, d'une extension du droit huma-

nitaire et donc des possibilités de violation de règles toujours plus contraignantes.

Ce qui a plutôt changé, c'est le regard des Occidentaux sur les conflits du tiers-monde. Du temps de la guerre froide, les vicissitudes des pays en développement paraissent beaucoup plus rationnelles car elles sont systématiquement analysées à l'aune des confrontations idéologiques entre l'Est et l'Ouest, y compris lorsqu'il s'agit de luttes pour l'indépendance. Alors que les progressistes refusent de voir les exactions criminelles des mouvements de libération, les motivations des insurgés sont perçues comme foncièrement politiques. Elles sont d'autant plus intelligibles qu'elles répondent à des objectifs nationalistes. Mieux encore, les luttes anticoloniales semblent participer de la construction d'États-nations : un cadre logique qui, en l'occurrence, convient parfaitement aux Européens.

Censées réguler le droit de la guerre et les devoirs humanitaires des États, les Conventions de Genève de 1949 sont significatives de l'époque à cet égard. Elles développent en effet une conception très restreinte et européano-centrée des conflits armés. Leur fameux article 3 assimile notamment les guerres civiles à des sortes de guerres internationales qui se dérouleraient à l'intérieur de frontières « nationales », excluant les désordres dus au banditisme, à des émeutes, à des affrontements individuels, à des insurrections locales ou à des séditions. Dans l'entendement des législateurs, la partie rebelle doit ainsi présenter les caractéristiques d'un État, commander une armée, exercer *de facto* un pouvoir sur une par-

tie de la population et disposer d'une autorité civile organisée, prête à appliquer les lois de la guerre et éventuellement reconnue comme un belligérant par le gouvernement légal en place.

Inutile de dire que cette représentation des guérillas ne correspond nullement aux réalités d'aujourd'hui... ou d'hier. Mais c'est seulement après la décolonisation et, surtout, la chute du mur de Berlin que les Occidentaux découvrent pleinement la dimension criminelle et informelle des conflits armés. Une fois débarrassé de ses étiquettes « progressiste » ou « conservatrice », le roi paraît alors bien nu : le despote d'autrefois, engagé dans la lutte contre le capitalisme ou le communisme, devient un simple satrape ; côté rebelles, le justicier ou le libérateur cèdent quant à eux la place à de vulgaires seigneurs de guerre. Faute de repères idéologiques, encore, les conflits du tiers-monde ne sont plus aussi facilement lisibles. À défaut de les comprendre, on les déclare « complexes » et l'argent, nerf de la guerre, est désormais compris comme une fin en soi. Non que les motivations lucratives des affrontements aient pris plus d'importance. Mais parce que la disparition d'autres facteurs de conflits, notamment les soutiens de l'URSS, isole et rend plus visibles les déterminants marchands des hostilités.

Résultat, la surdétermination des convoitises économiques des belligérants tend à masquer la nature politique et symbolique de conflits où les luttes pour le pouvoir visent à prendre le contrôle des ressources attenantes à l'État. Avec pour étendard les droits de l'homme au lieu de l'Évangile du missionnaire d'antan,

la vision humanitaire du sauvage moderne revient à criminaliser et tribaliser les groupes en compétition. Autre « dégât collatéral » de la thèse des nouvelles guerres conjuguée à la théorie du complot, on exagère souvent l'importance des multinationales ou des mercenaires du Nord dans le déroulement des hostilités au Sud. Par comparaison avec l'opacité de bien des mouvements armés, il est vrai que les industries extractives et les compagnies de sécurité privées sont moins difficiles à filmer et à décrypter, ce qui leur vaut d'être régulièrement placées sous les feux de l'actualité. Leur motivation lucrative et leur stratégie de déploiement sont clairement compréhensibles pour les Occidentaux – plus rationnelles, en tout cas, que les pratiques sanguinaires des guérilleros du tiers-monde contre leur propre peuple.

De fait, les compagnies minières, pétrolières ou militaires privées constituent un facteur précipitant dans les conflits. Si tant est qu'elles y aient intérêt (ce qui n'est pas toujours le cas), elles peuvent aggraver la situation en se mêlant de politique, en fournissant la logistique des combattants, en finançant des achats d'armes et en soutenant une faction contre l'autre. Mais les investisseurs du Nord ne motivent pas les antagonismes. Ils ne se substituent pas aux autochtones. Si les multinationales représentent effectivement un enjeu économique, un butin à conquérir, elles restent étrangères aux dynamiques guerrières locales. En fait de mondialisation, les diasporas s'avèrent jouer un rôle beaucoup plus structurant car elles entretiennent un lien affectif avec leur terroir d'origine, où elles envoient régulièrement des fonds

et des marchandises. Hanté par le mythe du retour, le réfugié, en particulier, incarne une sorte d'acteur « invisible » des conflits : un commanditaire ou, plus rarement, un fantassin, directement sur le terrain.

La thèse essentielle de cet essai, précisément, était de réhabiliter et de remettre au premier plan les dynamiques locales d'un monde global. Une analyse rigoureuse de la complexité des sociétés du Sud aide en effet à mieux décrypter les mécanismes des affrontements contemporains. La difficulté est d'éviter les écueils habituels de la simplification : la théorie du complot, qui occulte le rôle des acteurs sur le terrain ; la représentation du sauvage, qui réduit les luttes du tiers-monde à un chaos primitif ; et le concept de « nouvelle guerre », qui nie la profondeur historique des logiques combattantes. En réalité, rien ne nous permet d'affirmer que les conflits armés d'aujourd'hui échapperaient davantage au contexte local et seraient plus nombreux, plus meurtriers, moins militaires et moins respectueux du droit humanitaire. La criminalisation de la guerre relève d'abord et avant tout d'un changement de perspective, en l'absence d'indicateurs objectifs pour mesurer l'évolution des pratiques de prédation.

En définitive, l'enjeu est aussi d'échelonner les responsabilités des uns et des autres dans les atrocités commises. Indubitablement, les multinationales, les institutions financières internationales et les gouvernements occidentaux peuvent précipiter et enflammer les hostilités. Mais ils jouent un rôle somme toute secondaire relativement aux motivations premières des parties au conflit. Les belligérants du tiers-monde

ne sont certainement pas passifs. La théorie du grand complot occidental paraît bien insultante à cet égard... à moins de vouloir considérer les populations du Sud comme des idiots utiles et des pantins manipulés en permanence par les puissances du Nord.

NOTES

Le grand complot occidental

1. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, *Diaspora et terrorisme,* Presses de Sciences-Po, Paris, 2002, p. 25.
2. Pouligny, Béatrice, *Ils nous avaient promis la paix : opérations de l'ONU et populations locales,* Presses de Sciences-Po, Paris, 2004, pp. 206 et 216.
3. Sidiki, Kaba, *Rapport moral de l'année 2004,* FIDH, Paris, 2005.
4. Ziegler, Jean, *Les nouveaux maîtres du monde,* Fayard, Paris, 2002, 370 p.
5. Brauman, Rony, *Le tiers-mondisme en question : actes du colloque organisé par la fondation Liberté sans frontières les 23 et 24 janvier 1985,* Orban, Paris, 1986, 225 p. ; Bruckner, Pascal, *Le sanglot de l'homme blanc. Tiers Monde, culpabilité, haine de soi.* Le Seuil, Paris, 1983, 309 p.
6. Voir l'essai d'un ancien responsable de la Banque mondiale, Calderisi, Robert, *The Trouble With Africa : Why Foreign Aid Isn't Working,* Palgrave Macmillan, New York, 2006, 249 p. Pour une thèse similaire, voir aussi le point de vue d'un ancien directeur du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), Browne, Stephen, *Aid and Influence : Do Donors Help or Hinder ?* Earthscan, Londres, 2006, 172 p.

7. Osman, Abdulahi, *Governance and Internal Wars in Sub-Saharian Africa : Exploring the Relationship,* Adonis & Abbey Publishers, Londres, 2007, p. 30.
8. Sankore, Rotimi, « What are the NGOs doing ? », *New African,* Londres, 2005, p. 14.
9. Smith, Stephen, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt,* Calmann-Lévy, Paris, 2003, 248 p.
10. Robert, Anne-Cécile, *L'Afrique au secours de l'Occident,* Éditions de l'Atelier, Paris, 2004, p. 30.
11. Goody, Jack, *L'Orient en Occident,* Le Seuil, Paris, 1999, 393 p.
12. Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècles,* A. Colin, Paris, 1967, 3 vol., 543, 599 et 606 p.
13. Bairoch, Paul, *Le tiers-monde dans l'impasse : le démarrage économique du XVIIIe au XVIIIe siècle,* Gallimard, Paris, 1983, 381 p.
14. Maddison, Angus, *L'économie mondiale : une perspective millénaire,* Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 2001, 400 p.
15. Porter, Bernard, *The Lion's Share, a Short History of British Imperialism, 1850-1970,* Longman, Londres, 1975, p. 312 ; Porter, Bernard, *The Absent-Minded Imperialists,* Oxford University Press, Oxford, 2004, pp. 26, 105 et 318.
16. En témoigne par exemple le mythe de la « force noire » qui, avant la Première Guerre mondiale, était censée prendre la relève d'une troupe blanche minée par le déclin démographique. Le concept tire son nom d'un ouvrage paru en 1910 et écrit par Charles Mangin, un lieutenant-colonel qui avait participé à l'expédition de Fachoda contre les Britanniques au Soudan en 1898 et qui était convaincu de la grande valeur militaire des tirailleurs sénégalais.
17. Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations,* Calmann-Lévy, Paris, 1962, p. 279.
18. Lefeuvre, Daniel, *Pour en finir avec la repentance coloniale,* Flammarion, Paris, 2006, 240 p.
19. Marseille, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français,* Le Seuil, Paris, 1989, p. 90.
20. Contrairement aux idées reçues, l'engagement de la France outre-mer a été plus important avant 1914 lorsqu'on le rapporte

au total des investissements productifs de la métropole à l'étranger, même si les années 1940 et 1950 représentent en valeur absolue la moitié des capitaux placés dans l'Empire pendant la période coloniale. *Cf.* Marseille, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français*, Seuil, Paris, 1989, pp. 104-105.

21. Griffiths, Percival Joseph, *A Licence to Trade. The History of English Chartered Companies*, E. Benn, Londres, 1974, p. 263.

22. Clarence-Smith, William Gervase, « The Hidden Costs of Labour on the Cocoa Plantations of São Tomé and Príncipe, 1875-1914 », *Portuguese Studies*, 1990, vol. 6, pp. 152-172; Clarence-Smith, William Gervase, « The Organization of "Consent" in British West Africa, 1820s to 1960s », *in* Engels, Dagmar & Marks, Shula (ed.), *Contesting Colonial Hegemony. State and Society in Africa and India*, British Academic Press, Londres, 1994, pp. 55-78.

23. Austen, Ralph, *African Economic History, Internal Development and External Dependency*, J. Currey, Londres, 1987, 294 p.

24. Robinson, Ronald, « Non-European Foundations of European Imperialism : Sketch for a Theory of Collaboration », *in* Owen, Roger & Sutcliffe, Bob (ed.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Longman, Londres, 1972, p. 123.

25. Bâ, Amadou Hampâté, *L'étrange destin de Wangrin ou les roueries d'un interprète africain*, C. Bourgois, Paris, 1992, 453 p. Voir aussi Chevrier, Jacques, *Les Blancs vus par les Africains*, Favre, Lausanne, 1998, 213 p.

26. Cooper, Frederick, *Decolonization and African Society : the Labor Question in French and British Africa*, Cambridge University Press, New York, 1996, 677 p.

27. Hveem, Helge, « Minerals as a Factor in Strategic Policy and Action », *in* Westing, Arthur (ed.), *Global Resources and International Conflict : Environmental Factors in Strategic Policy and Action*, Oxford University Press, Oxford, 1986, pp. 55-84.

28. Et ce en dépit d'une exceptionnelle extraversion des économies africaines, dont la part du commerce destinée aux autres régions du monde était équivalente à 45 % du produit intérieur brut du continent au début des années 1990, contre 15 % en Asie et 13 % en Europe ou en Amérique du Nord.

29. Il faut dire que le Nigeria a pu représenter une part importante des ventes d'armes autorisées par le gouvernement français en Afrique subsaharienne, plus de la moitié (50 millions de $) en

1991-1993, par exemple. Après la mort de Sanni Abacha en 1998, les États-Unis ont ensuite pris le relais. Leur assistance militaire au Nigeria, qui s'élevait à 33,4 millions de dollars en 2000-2002, a décuplé depuis 1999. Selon les chiffres d'USAID (United States Agency for International Development), elle a atteint en trois ans un montant plus de dix fois supérieur à ce qui avait été versé au Nigeria au titre de la coopération militaire américaine depuis l'indépendance en 1960 ! *Cf.* Klare, Michale & Volman, Daniel, « From Military Aid to Military Markets », *in* Hook, Steven, *Foreign aid toward the Millennium,* Rienner, Boulder, Colorado, 1996, p. 42.

30. Braeckman, Colette, *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence,* Fayard, Paris, 1996, 347 p.

31. Meyssan, Thierry, *L'effroyable imposture, 11 septembre 2001,* Carnot, Chatou, 2002, 235 p.

32. Charpier, Frédéric, *L'obsession du complot,* Bourin, Paris, 2005, 240 p.

33. Rudé, George, *The Crowd in History. A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848.* John Wiley & Sons, New York, Inc., 1964, p. 47 et suivantes.

34. Parfitt, Tudor & Trevisan Semi, Emanuela, *The Beta Israel in Ethiopia and Israel. Studies on the Ethiopian Jews,* Curzon, Surrey, 1999, 304 p. ; Westheimer, Ruth & Kaplan, Steven, *Surviving Salvation : the Ethiopian Jewish Family in Transition,* New York University Press, New York, 1992, 148 p. ; Parfitt, Tudor, *Operation Moses : the Untold Story of the Exodus of the Falasha Jews from Ethiopia,* Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1985, 131 p. ; Karadawi, Ahmed, « The Smuggling of the Ethiopian Falashas to Israel through Sudan », *African Affairs* vol. 70, 1991, pp. 23-49 ; Kessler, David, *The Falashas, the Forgotten Jews of Ethiopia,* Schocken Books, New York, 1985, 182 p.

35. Bader, Christian, *Le sang et le lait. Brève histoire des clans somali,* Maisonneuve & Larose, Paris, 1999, 255 p. ; Le Roux, Magdel, *Lemba : A Lost Tribe of Israel in Southern Africa,* University of South Africa, Pretoria, 2003, 328 p.

36. Là aussi il y a évidemment des exceptions. Sous l'égide d'un certain Ben Carter, des Noirs de Chicago ont prétendu être d'origine juive et sont allés s'établir en Israël en 1969. À défaut d'être reconnus comme des citoyens à part entière, les autorités

les ont laissés vivre à Dimona, une localité d'un millier d'habitants en bordure du désert du Néguev. *Cf.* Markowitz, Fran, « Ending the Black Diaspora ? Soul Citizenship, the Black Hebrews and the State of Israel », *in* Anteby-Yemini, Lisa, Berthomière, William & Sheffer, Gabriel (ed.), *Les diasporas : 2000 ans d'histoire,* Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, pp. 311-320.

37. Pour un contrepoint scientifique, voir Faber, Eli, *Jews, Slaves, and the Slave Trade : Setting the Record Straight,* New York University Press, New York, 1998, 366 p.

38. Baldwin, James, *The Price of the Ticket : Collected Nonfiction, 1948-1985,* M. Joseph, Londres, 1985, p. 428, cité *in* Gilroy, Paul, *The Black Atlantic : Modernity and Double Consciousness* Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts), 1993, p. 216.

39. Des sondages réalisés dans les écoles confirmaient d'ailleurs leur esprit d'entreprise et d'initiative par rapport aux autres communautés du Nigeria, quitte à donner une caution scientifique aux détracteurs qui dénonçaient l'appétit de pouvoir et les velléités hégémoniques des Ibos. *Cf.* Levine, Robert, *Dreams and Deeds : Achievement Motivation in Nigeria,* Chicago University Press, Illinois, 1996, 123 p.

Le complexe obsidional du tiers-monde

1. Usman, Yusufu Bala, *The Manipulation of Religion in Nigeria, 1977-1987,* Vanguard Printers and Publishers, Kaduna, 1987, 123 p.

2. Ibrahim, Omar Farouk, « Religion and Politics : a View From the North », in Diamond, Larry Jay, Kirk-Greene, Anthony & Oyediran, Oyeley (ed.), *Transition Without End : Nigeria Politics and Civil Society Under Babangida,* L. Rienner, Boulder, Colorado, 1997, p. 440.

3. Le constat vaut, bien entendu, pour les villes du Sud chrétien. À Lagos, par exemple, on a identifié treize ressortissants nigériens parmi la centaine de morts que provoquèrent les émeutes d'octobre 2000. Il n'en fallait pas plus pour dénoncer l'intrusion de musulmans venus de l'étranger.

4. Abba, Isa Alkali, « The Niger Factor in the Implementation of Kano's Policy on Almajirai », *in* Asiwaju, Anthony Ijaola & Barkindo, Bawuro (ed.), *The Nigeria-Niger Transborder Cooperation*, Malthouse Press, Lagos, 1993, pp. 390-396.
5. Albert, Isaac Olawale, « Ethnic and Religious Conflicts in Kano », *in* Albert, Isaac Olawale & Otite, Onigu (ed.), *Community Conflicts in Nigeria*, Spectrum Books, Ibadan, 1999, p. 297.
6. Mohamed Salih, Mohamed, « Islamic NGOs in Africa », *in* Waal (de), Alex (ed.), *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, Hurst, Londres, 2004, p. 157.
7. Lucas, John, « The State, Civil Society and Regional Elites : A Study of Three Associations in Kano, Nigeria », *African Affairs*, vol. 93, n° 370, 1994, pp. 21-38.
8. Muller, Jean-Claude, « Contrepoint rituel pour déluge et sécheresse. Traitement des perturbations atmosphériques chez les Rukuba et leurs voisins (Nigeria central) », *L'Homme*, vol. 23, n° 4, 1983, pp. 55-73.
9. À Haïti, en terre chrétienne et vaudou, c'étaient les casques bleus des Nations unies qui avaient été accusés d'essayer d'empoisonner la population en la vaccinant.
10. Williams, Pat & Falola, Toyin, *Religious Impact on the Nation State : Nigerian Predicament*, Aldershot, Avebury, 1995, p. 166.
11. Johnson, Douglas, « Criminal Secrecy : The Case of the Zande "Secret Societies" », *Past and Present*, n° 130, 1991, pp. 170-200.
12. Redding, Sean, « Government Witchcrafts : Taxation, the Supernatural, and Mpondo Revolt in the Transkei, South Africa, 1955-1963 », *African Affairs*, vol. 95, n° 381, 1996, pp. 555-579.
13. Laqueur, Walter, *Guerilla : A Historical and Critical Study*, Weidenfeld & Nicholson, Londres, 1977, p. 408.
14. Hall, Peter, *Les villes mondiales*, Hachette, Paris, 1966, p. 7.
15. Shils, Edward, *Center and Periphery. Essays in Macrosociology*, University of Chicago Press, Illinois, 1975, p. 3.
16. Montclos (de), Marc-Antoine, « Le Somaliland, de l'État virtuel à la gestion pratique du pouvoir », *Cultures et Conflits*, 1998, n° 31-32, pp. 205-223 ; Huliaras, Asteris, « The Viability of Somaliland : Internal Constraints and Regional Geopolitics », *Journal of Contemporary African Studies*, 2002, vol. 20, n° 2, pp. 157-

182. Pour des arguments plus juridiques, *cf.* Carroll, Anthony & Rajagopal, Balakrishnan, « The Case for the Independent Statehood of Somaliland », *American University Journal of International Law and Policy,* 1993, vol. 8, pp. 653-681.

17. Pour une analyse régionale sur les économies de guerre à défaut du soutien des grandes puissances, *cf.* Pugh, Michael Charles, Cooper, Neil & Goodhand, Jonathan, *War Economies in a Regional Context : Challenges of Transformation,* Lynne Rienner Publishers, Boulder (Colorado), 2004, 273 p.

18. Byman, Daniel *et al., Trends in Outside Support for Insurgent Movements,* Rand, Santa Monica (Californie), 2001, p. 17.

La force des faibles : quand les petits manipulent les grands

1. Fearon, James & Laitin, David, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review,* vol. 97, n° 1, 2003, p. 86.

2. Vlassenroot, Koen & Raeymaekers, Timothy, « The Politics of Rebellion and Intervention in Ituri : The Emergence of a new Political Complex ? », *African Affairs,* 2004, vol. 103, n° 412, pp. 385-412.

3. Selon les statistiques disponibles, les multinationales américaines, notamment, privilégient les démocraties développées, même si les profits sont effectivement supérieurs dans les dictatures du Sud. Il est faux, en l'occurrence, d'imaginer qu'en bloquant les salaires, en muselant les syndicats et en réprimant les mouvements sociaux, les régimes autoritaires offriraient toujours un environnement plus favorable aux investisseurs étrangers, tant sur le plan fiscal que politique. La nationalisation de l'industrie pétrolière au Nigeria en 1975 ou en Algérie en 1971 a ainsi été le fait de juntes militaires. Bien que des gouvernements élus aient également tenté d'exproprier des multinationales, à l'instar du Chili de Salvador Allende en 1971 ou de l'Iran de Muhammad Mossadegh en 1951, les démocraties rassurent et attirent davantage les investisseurs. *Cf.* Jensen, Nathan, « Democratic Governance and Multinational Corporations : Political Regimes and Inflows of Foreign Direct Investment », *International Organization,* 2003, vol. 57, n° 3, pp. 587- 616 ; Oneal, John,

« The Affinity of Foreign Investors for Authoritarian Regimes », *Political Research Quarterly*, 1994, vol. 47, n° 3, pp. 565-588.

4. Soysa (de), Indra & Binningsbo, Helga Malmin, « Is the Devil's Excrement Social Cement ? Oil Wealth, Dissent, and Repression, 1980-2001 », Annual Meeting of the International Studies Association, San Diego, 2006, polycopié, 22 p.

5. Glaser, Antoine & Smith, Stephen, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, Paris, 2005, p. 84.

6. Joseph, Richard, « Democratization Under Military Tutelage : Crisis and Consensus in the Nigerian 1979 Elections », *Comparative Politics*, 1981, vol. 14, n° 1, p. 75.

7. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, pp. 9 et 153-155.

8. On peut d'ailleurs se demander si les conclusions hâtives du Human Security Centre ne viennent pas de ce que le principal rédacteur du rapport, Andrew Mack, surestime le rôle de l'ONU, où il a été le directeur du bureau d'études stratégiques du secrétaire général Kofi Annan.

9. Communication de Hemda Ben-Yehuda au congrès annuel de l'International Studies Association, San Diego, Californie, 2006. Accessible sur Internet :
http://convention2.allacademic.com/index.php?cmd=isa06

10. Mason, David, Weingarten, Joseph & Fett, Patrick, « Win, Loose, Draw : Predicting the Outcome of Civil Wars », *Political Research Quarterly*, vol. 52, n° 2, 1999, pp. 239-268.

11. Riddell, Roger & Robinson, Mark, *Non-governmental Organizations and Rural Poverty Alleviation*, Oxford University Press, Londres, 1995, 303 p.

12. Juma, Monica Kathina & Suhrke, Astri (ed.), *Eroding local Capacity : International Humanitarian Action in Africa*, Nordic Africa Institute, Uppsala, 2002, 203 p.

13. Collier, Paul, Hoeffler, Anke & Söderbom, Måns, *On the Duration of Civil War*, World Bank, Washington, Policy Research Working Paper, n° 2681, 2001, p. 14.

14. Biekart, Kees, *The Politics of Civil Society Building : European Private Aid Agencies and Democratic Transitions in Central America*, International Books & Transnational Institute, Utrecht, 1999, 416p.

15. Fisher, Julie, *Nongovernments : NGOs and the Political Development of the Third World*, Kumarian Press, West Hartford (Connecticut), 1998, pp. 162-163.

16. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?* Complexe, Bruxelles, 2001, 208 p.

17. Uvin, Peter, *L'aide complice ? Coopération internationale et violence au Rwanda*, L'Harmattan, Paris, 1999, 289 p.

18. Easterly, William Russell, *The White Man's Burden : why the West's Efforts to Aid the Rest Vave Done so Much Ill and So Little Good*, Penguin Press, New York, 2006, p. 227.

19. Browne, Stephen, *Aid and influence : Do Donors Help or Hinder ?*, Earthscan, Londres, 2006, p. 48.

20. Dijkstra, Anneke Geske (2004), « The Effectiveness of Policy Conditionality : Eight Countries Experiences », *in* Pronk, Johannes Pieter (ed.), *Catalysing Development ? A Debate on Aid*, Oxford, Blackwell, pp. 89-115.

21. L'Égypte, la Tunisie et le Liberia font figure d'exceptions à cet égard. Fortement endetté, le khédive égyptien a subi la domination des Britanniques et des Français de 1876 à 1886. En 1867, la banqueroute du bey de Tunis annonçait quant à elle la mise sous tutelle de la régence. Le Liberia, enfin, tombait sous la coupe de la compagnie Firestone en 1926, puis des Nations unies en 2005.

22. Boyce, James & Ndikumana, Léonce, « Is Africa a Net Creditor ? New Estimates of Capital Flight From Severely Indebted Sub-Saharan African Countries, 1970-96 », *Journal of Development Studies*, vol. 38, n° 2, 2001, pp. 27-56.

23. Les plans d'ajustement structurel du FMI ont certes pu provoquer des troubles sociaux, des grèves, voire des pillages et des émeutes de la faim. Mais pas des guerres et des crises humanitaires. *Cf.* Morrisson, Christian, « Stabilization Programmes, Social Costs, Violence, and Humanitarian Emergencies », *in* Nafziger, Wayne, Stewart, Frances & Väyrynen, Raimo (ed.), *War, Hunger, and Displacement : vol. 1, the Origins of Humanitarian Emergencies*, Oxford University Press, Oxford, 2000, pp. 207-237.

24. En France, on connaît l'épopée de Bob Denard à l'époque. Sur les interférences du régime de l'apartheid pendant le conflit, voir aussi le récit de Breytenbach, Jan, *Plunderers*, Covos Day, Johannesburg, 2001, 322 p.

25. Harneit-Sievers, Axel & Emezue, Sydney, « Towards a Social History of Warfare and Reconstruction : the Nigerian/Biafran Case », *in* Amadiume, Ifi & An-Na'im, Abdullahi (ed.), *The Politics of Memory : Truth, Healing and Social Justice*, Zed Books, Londres, 2000, p. 122.
26. Boris, Jean-Pierre, *Commerce inéquitable : le roman noir des matières premières*, Hachette, Paris, 2005, pp. 10-11.
27. Kapuscinski, Ryszard, *Ébène, aventures africaines*, Plon, Paris, 2000, p. 231.
28. Bruckner, Pascal, *La tyrannie de la pénitence*, Grasset, Paris, 2006, 258 p.
29. Turner, Simon, « Dans l'œil du cyclone : les réfugiés, l'aide et la communauté internationale en Tanzanie », *Politique africaine*, n° 85, 2002, pp. 29-44.
30. Scroggins, Deborah, *Emma's War : Love, Betrayal and Death in the Sudan*, Harper, Londres, 2002, 389 p.
31. Imobighe, Thomas, *Nigeria's Defence and National Security Linkages : A Framework of Analysis*, Heinemann Educational Books, Ibadan, 2003, 174 p.
32. *Ibid.* p. 52.
33. Yahya, Maryam (2007), « Polio Vaccines, "No Thank You !" Barriers to Polio Eradication in Northern Nigeria », *African Affairs*, vol. 106, n° 423, pp. 185-204.
34. Ashforth, Adam, *Aids, Witchcraft, and the Problem of Power in Post-Apartheid South Africa*, Institute for Advanced Study, Princeton (New Jersey), 2001, 30 p.
35. Howe, Herbert, *Ambiguous Order : Military Forces in African States*, Lynne Rienner Publishers, Boulder (Colorado), 2001, p. 59 ; Heinecken, Lindy, « Facing a Merciless Enemy : HIV/AIDS and the South African Armed Forces », *Armed Forces and Society*, vol. 29, n° 2, 2003, p. 281-300.
36. Un proverbe du cru dit ainsi que la Grande Comore aime à revendiquer pendant qu'Anjouan travaille, que Mohéli dort et que Mayotte s'amuse !
37. Avant la colonisation, chacune des îles comoriennes était gouvernée par son propre sultan : conquise par les Malgaches, Mayotte avait été vendue aux Français en 1841, à la différence des autres territoires de l'archipel, placés sous protectorat.
38. Entretien avec l'auteur, Moutsamoudou, novembre 2002.

39. Témoin de ce fiasco, la tentative de Mohamed Ismail de former un parti du Salut national ne devait jamais aboutir. Homme d'affaires basé à Khartoum à partir de 1988 et neveu du président Saïd Mohamed Djohar, dont il était devenu le secrétaire général, celui-ci voulait faire des Comores un paradis fiscal islamique et mourut lors d'un coup d'État avorté en 1995.
40. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Le charme discret des petites îles », *Politique internationale,* n° 91, 2001, pp. 381-401.

Des nouvelles guerres fort anciennes ou l'histoire des conflits à l'aune d'un révisionnisme humanitaire

1. Vallaeys, Anne, *Médecins sans frontières, la biographie,* Fayard, Paris, 2004, pp. 82, 171 et 246.
2. Le terme de « génocide » était d'ailleurs en partie une construction des services secrets français, qui soutenaient les rebelles et avaient lancé une opération d'intoxication pour discréditer les fédéraux. *Cf.* Glaser, Antoine & Smith, Stephen, *Comment la France a perdu l'Afrique,* Calmann-Lévy, Paris, 2005, p. 67. Sur la façon dont les Nigérians se sont réconciliés sans esprit de vengeance après la guerre, *cf.* O'Connell, James, « The Ending of the Nigerian Civil War : Victory, Defeat, and the Changing of Coalitions », *in* Licklider, Roy (ed.), *Stopping the Killing : How Civil Wars End,* New York University Press, New York, 1993, pp. 189-203.
3. Lefèbvre, François, « Réhabilitation post-conflit : à la croisée des chemins », *Le Courrier ACP-UE,* n° 198, 2003, p. 34.
4. *Causes communes,* Paris, juillet 2003.
5. Secours Catholique, *Rapport d'activité de 1996,* Paris.
6. Tansley, Donald, *Rapport final : réévaluation du rôle de la Croix-Rouge,* Institut Henry-Dunant, Genève, 1975, pp. 59 et 63.
7. Sur l'aversion grandissante des sociétés occidentales vis-à-vis du recours à la guerre, *cf.* Mueller, John, *The Remnants of War,* Cornell University Press, Ithaca, 2004, 258 p.
8. Crocker, Chester, Hampson, Fen Osler & Aall, Pamela (ed.), *Managing Global Chaos : Sources of and Responses to International Conflict,* United States Institute of Peace Press, Washington, 1996, 642 p.

9. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, p. 20.
10. Regan, Patrick, *Civil Wars and Foreign Powers : Outside Intervention in Intrastate Conflict*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 2000, p. 21.
11. Holsti, Kalevi, *Peace and War : Armed Conflicts and International Order, 1648-1989*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, 379 p.
12. Chaix, Émile, « Le théâtre des guerres contemporaines de la Croix-Rouge », *Bulletin International des Sociétés de la Croix-Rouge*, n° 107, 1986, p. 176.
13. Les spécialistes considèrent ainsi que, pour distinguer les batailles des pogroms ou des émeutes, les parties en lice doivent connaître des pertes équivalentes à 5 % au moins de celles de l'ennemi.
14. Graduate Institute of International Studies, *Small Arms Survey : Rights at Risk*, Oxford University Press, Oxford, 2004, 344 p.
15. Leger Sivard, Ruth (ed.), *World Military and Social Expenditures 1993*, World Priorities, Washington, 1993, p. 20.
16. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria, un essai de privatisation : Durban, Johannesburg, Kano, Lagos et Port Harcourt*, L'Harmattan, Paris, 2 vol., 1997, 303 p. et 479 p.
17. Voir la méthodologie de l'Observatoire de la violence au Nigeria : http://www.nigeriawatch.org/
18. *Cf.* Reno, William, *Warlord Politics and African States*, Lynne Rienner, Boulder (Colorado), 1998, pp. 183-216. Pour une critique argumentée, voir notre compte rendu dans *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, pp. 212-213.
19. Le Roy, Pierre, « De plus en plus de pauvres dans le monde ? », *Le Monde*, 14 juillet 2005, p. VI. Les catastrophes naturelles, elles, sont de mieux en mieux recensées, ce qui explique leur augmentation depuis 1900, mais font de moins en moins de morts. Pour une base de données en ligne à ce propos, voir : http://www.em-dat.net/
20. Collier, Paul, Hoeffler, Anke & Söderbom, Måns, *On the Duration of Civil War*, World Bank, Washington, Policy Research Working Paper, n° 2681, 2001, 29 p.

21. Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 2001 : Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press, Oxford, pp. 54-55.
22. Gaddis, John Lewis, *The Long Peace : Inquiries into the History of the Cold War*, Oxford University Press, New York, 1987, 332 p.
23. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, 158 p.
24. Gleditsch, Nils Petter, Strand, Havard, Eriksson, Mikael, Sollenberg, Margareta & Wallensteen, Peter, « Armed Conflicts 1946-2001 : A New Dataset », *Journal of Peace Research*, vol. 39, n° 5, 2002, p. 621.
25. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, p. 2.
26. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « A crisis of humanitarianism », *Forum for Applied Research and Public Policy*, vol. 16, n° 2, 2001, pp. 95-100.
27. Aujourd'hui, les catastrophes naturelles continuent d'ailleurs de faire beaucoup plus de dégâts que les conflits armés. Au cours de la décennie 1990, par exemple, les inondations ont, à elles seules, affecté 1,442 million de personnes, contre 382 pour les sécheresses et 311 pour les guerres si l'on en croit les chiffres de la Fédération internationale de la Croix-Rouge cités *in* Degnbol-Martinussen, John & Engberg-Pedersen, Poul, *Aid : Understanding International Development Cooperation*, Zed, Londres, 2003, p. 201.
28. Quelques exemples illustrent la gravité des crises d'autrefois. Colonie portugaise, l'archipel du Cap-Vert, notamment, était régulièrement dévasté par la malnutrition. En 1836, les pénuries de nourriture décimaient 11 000 des 26 000 habitants de l'île de San-Antonio. Accentuée par une épidémie de choléra, la faim tuait même un quart de la population sur l'ensemble de l'archipel en 1856 et 1857. Puis, de nouveau, la sécheresse faisait 16 000 morts en 1903, 17 000 en 1921 et 24 000 en 1941-1943. Avec près de 21 000 décès en 1946-1948, la dernière grande famine frappa un habitant sur cinq avant que des mesures préventives permettent d'enrayer l'incidence sur la mortalité des sécheresses de 1959, 1970 et 1974.

29. Breusers, Mark, Nederlof, Suzanne & van Rheenen, Teunis, « Conflict or Symbiosis ? Disentangling Farmer-Herdsman Relations : the Mossi and the Fulbe of the Central Plateau, Burkina Faso », *Journal of Modern African Studies*, vol. 36, n° 3, 1998, pp. 357-380.

30. Capdevila, Luc & Voldman, Danièle, *Nos morts : Les Sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Payot, Paris, 2002, 282 p.

31. Hardt, Michael & Negri, Antonio, *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, La Découverte, Paris, 2004, 407 p.

32. Collier, Paul, Hoeffler, Anke & Söderbom, Måns, *On the Duration of Civil War*, World Bank, Policy Research Working Paper, Washington, n° 2681, 2001, p. 14.

33. Inikori, Joseph, « The Imports of Firearms into West Africa, 1750-1807 : a Quantitative Analysis », *Journal of African History*, vol. 18, n° 3, 1977, pp. 339-368 ; Richards, W.A., « The Imports of Firearms into West Africa in the Eighteenth Century », *Journal of African History*, vol. 21, n° 1, 1980, pp. 43-59.

34. IISS, *The Military Balance 2001*, Oxford University Press, Londres, 2001, p. 298.

35. Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 2003 : Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press, Oxford, 2003, p. 440 ; Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 2002 : Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press, Oxford, 2002, p. 374.

36. Graduate Institute of International Studies, *Small Arms Survey : Development Denied*, Oxford University Press, Oxford, 2003, 338 p.

37. Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 2005 : Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press, Oxford, 2003, pp. 310 et 316.

38. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, p. 75.

39. Corvisier, André, *La guerre : essais historiques*, Presses universitaires de France, Paris, 1995, p. 281.

40. Van Creveld, Martin, *La transformation de la guerre*, Éd. du Rocher, Monaco, 1998, 318 p. La proportion de guerres civiles

ne restait pas moins importante. Des 198 conflits recensés dans son *Bulletin* par la Croix-Rouge internationale entre 1863 et 1896, 93 étaient des guerres civiles, par exemple.

41. Falola, Toyin & Oguntomisin, Gabriel Olorundare, *Yoruba Warlords of the Nineteenth Century*, Africa World Press, Trenton (New Jersey), 2001, 301 p.

42. Falola, Toyin & Adebayo, Akanmu, *Culture, Politics, and Money among the Yoruba*, Transaction Publishers, New Brunswick (New Jersey), 2000, p. 157.

43. Meriboute, Zidane, « Humanitarian Rules and Sanctions in the Major Philosophical and Religious Traditions », *in* Lijnzaad, Liesbeth, van Sambeek, Johanna & Tahzib-Lie, Bahia (ed.), *Making the Voice of Humanity Heard : Essays on Humanitarian Assistance and International Law*, Martinus Nijhoff, Leiden, 2004, p. 366.

44. Levine, Iain, *Promoting Humanitarian Principles : the Southern Sudan Experience*, Overseas Development Institute, Relief & Rehabilitation Network Paper, Londres, n° 21, 1997, p. 19.

45. Johnson, Douglas, *Nuer Prophets : A History of Prophecy from the Upper Nile in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Clarendon Press, Oxford, 1994, pp. 155 et 159.

46. Frohardt, Mark, Paul, Diane & Minear, Larry, *Protecting Human Rights : The Challenge to Humanitarian Organizations*, Providence, Thomas J. Watson Jr., Institute for International Studies, Occasional Paper, n° 35, 1999, p. 17.

47. Dans le même ordre d'idées, les agences de secours prétendent que leur personnel est de plus en plus la cible d'attaques délibérées. Elles y voient le signe d'une dégradation des pratiques guerrières, qui respecteraient moins le droit humanitaire. Mais on ne sait pas si, en réalité, un nombre plus grand de secouristes sont tués dans les conflits. Quand bien même une telle augmentation serait avérée, cela pourrait fort bien être lié à la multiplication des acteurs humanitaires, qui sont de plus en plus nombreux sur les terrains de guerre. Les études les plus sérieuses montrent que c'est d'abord et avant tout le sentiment d'insécurité qui a augmenté, et non le nombre de décès de travailleurs humanitaires. D'après les statistiques disponibles, le danger ne vient d'ailleurs pas tant des

belligérants que de la violence criminelle. *Cf.* Buchanan, Cate & Muggah, Robert, *Aucun répit sur les humanitaires. Étude de l'incidence de la violence armée sur le personnel chargé de l'aide humanitaire et du développement*, Centre pour le dialogue humanitaire, Genève, 2005, p. 10.

48. Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Les réfugiés dans le monde : cinquante ans d'action humanitaire*, Autrement, Paris, 2000, 338 p.

49. À en croire les chiffres de la Fédération internationale de la Croix-Rouge, le nombre total de personnes affectées par les guerres serait même passé de 37 millions au cours de la première moitié de la décennie 1990 à 25 au cours de la deuxième moitié. *Cf.* Degnbol-Martinussen, John & Engberg-Pedersen, Poul, *Aid : Understanding International Development Cooperation*, Zed, Londres, 2003, p. 201.

50. Lonsdale, John & Berman, Bruce, *Unhappy Valley : Conflict in Kenya and Africa*, Currey, Londres, 1992, pp. 17, 247 et 369 ; Hodges, Geoffrey, *The Carrier Corps. Military Labor in the East African Campaign, 1914-1918*, Greenwood Press, Londres, 1986, 244 p. ; Parsons, Timothy, *The African Rank-and-file : Social Implications of Colonial Military Service in the King's African Rifles, 1902-1964*, Heinemann, Portsmouth, 1999, 302 p.

51. O'Leary, Michael, *The Kitui Akamba. Economic and Social Change in Semi-Arid Kenya*, Heinemann, Nairobi, 1984, pp. 34 et 43.

52. Maddox, Gregory, « Mtunya : Famine in Central Tanzania, 1917-20 », *Journal of African History*, vol. 31, 1990, n° 2, p. 181. Sur les famines politiques du XIXe siècle en dehors de l'Afrique, voir Davis, Mike, *Génocides tropicaux : catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900) : aux origines du sous-développement*, La Découverte, Paris, 2003, 479 p.

53. Hochschild, Adam, *Les fantômes du roi Léopold : un holocauste oublié*, Belfond, Paris, 1998, 439 p.

54. Wilkin, David, « Refugees and British Administrative Policy in Northern Kenya, 1936-1938 », *African Affairs*, vol. 79, n° 317, 1980, pp. 510-530. Les populations européennes, elles, devaient bénéficier d'un traitement de faveur. À partir de 1942 et de la reconquête militaire de la Corne de l'Afrique par les Britanniques, les sympathisants fascistes de Benito Mussolini (dont l'écrivain

aventurier Henry de Monfreid) étaient ainsi placés en résidence surveillée dans des fermes isolées de la Rift Valley, plutôt que dans des camps.

55. Harneit-Sievers, Axel, Ahazuem, Jones & Emezue, Sydney, *A Social History of the Nigerian Civil War : Perspectives from below*, LIT Verlag, Hambourg, 1997, pp. 95 et 98.

Le retour du sauvage

1. Singer, Peter Warren [2005], *Children at war*, Pantheon Books, New York, 269 p.

2. Mesnard, Philippe, *La victime écran. La représentation humanitaire en question*, Textuel, Paris, 2005, 176 p. Voir aussi Besteman, Catherine, « Representing Violence and "Othering" Somalia », *Cultural Anthropology* vol. 11, n° 4, 1996, pp. 120-133.

3. Graduate Institute of International Studies, *Small Arms Survey : Rights at Risk*, Oxford University Press, Oxford, 2004, p. 175 ; Berghof Research Institute for Constructive Conflict Management (ed.), *Prevention and Management of Violent Conflicts : an International Directory*, Utrecht, European Platform for Conflict Prevention and Transformation, 466 p.

4. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, 158 p.

5. Fottorino, Eric, Guillemin, Christophe & Orsenna, Érik, *Besoin d'Afrique*, Fayard, Paris, 1992, p. 299 ; Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Les réfugiés dans le monde*, La Découverte, Paris, 1995, p. 247. Pour les statistiques les plus récentes, voir le site Internet du HCR : http://www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/home

6. Tilly, Charles, *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986, pp. 527-531.

7. Gantzel, Klaus Jürgen & Schwinghammer, Torsten, *Warfare since the Second World War*, New Brunswick, Transaction Publ., 2000, p. 95.

8. Fearon, James & Laitin, David, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, vol. 97, n° 1, 2003, pp. 75-90.

9. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, University of British Columbia, Human Security Centre, Vancouver, 2005, 158 p.
10. Baudrillard, Jean, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Galilée, Paris, 1991, 99 p.
11. De ce point de vue, il convient certainement de ne pas exagérer les effets de la globalisation de l'information. Depuis une vingtaine d'années, la part consacrée à l'international ne cesse en réalité de diminuer dans les médias écrits et audiovisuels. Pour des statistiques à ce sujet, voir Tanguy, Joelle « The Sinews of Humanitarian Assistance : Funding Policies, Practices, and Pitfalls », *in* Cahill, Kevin (ed.), *Basics of International Humanitarian Missions*, Fordham University Press, New York, 2003, pp. 236-237.
12. Il n'y a pas lieu de revenir ici sur ces idées reçues. Notons simplement qu'à l'instar du suicide, le développement d'une violence débridée est généralement lié à l'anomie et à la déliquescence du corps social, plus qu'aux niveaux de revenus. À en croire la théorie de l'agression-frustration, les inégalités sociales jouent aussi un rôle plus important que la pauvreté absolue. Sinon, les pays les moins avancés de la planète devraient être perpétuellement en guerre, tels le Burkina Faso ou le Malawi.
13. Sogge, David (ed.), *Compassion and Calculation. The Business of Private Foreign Aid*, Pluto Press, Londres, 1996, 217 p.
14. Organisation mondiale de la santé, *Rapport sur la santé dans le monde 2004 : changer le cours de l'histoire*, OMS, Genève, 2004, 200 p.
15. Graduate Institute of International Studies, *Small Arms Survey : Rights at Risk*, Oxford University Press, Oxford, 2004, p. 179.
16. Jones, Adam (ed.), *Gendercide and genocide*, Vanderbilt University Press, Nashville, 2005, 302 p.
17. Mack, Andrew *et al.*, *Human Security Report 2005*, Vancouver, University of British Columbia, Human Security Centre, 2005, p. 102.
18. Stoll, David, *Rigoberta Menchu and the Story of all Poor Guatemalans*, Westview, Boulder (Colorado), 1999, 336 p. ; Arias,

Arturo (ed.), *The Rigoberta Menchú controversy*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 418 p.; Rémy, Jean-Philippe « Wangari Maathai, l'incontrôlable », *Le Monde*, 10 octobre 2004, p. 10.

19. Mason, Linda & Brown, Roger, *Rice, Rivalry, and Politics: Managing Cambodian Relief*, Notre Dame (Ind.), University of Notre Dame Press, 1983, p. 87.

20. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Des femmes au risque de la guerre : une étude de cas de la Somalie et du Soudan », *in* Bozon, Michel & Locoh, Thérèse (ed.), *Rapports de genre et questions de population*, Institut national d'études démographiques, Dossiers & recherches, n° 85, Paris, 2000, pp. 161-175; Warsame, Amina Mohamoud, « Crisis or opportunity ? Somali women, traders and the war », *in* Gardner, Judith & El Bushra, Judy (ed.), *Somalia, the Untold Story: the War Through the Eyes of Somali Women*, Pluto Press, Londres, 2004, pp. 116-138.

21. Bouta, Tsjeard, Frerks, Georg & Bannon, Ian, *Gender, Conflict, and Development*, World Bank, Washington, 2005, 192 p.; Moser, Caroline & Clark, Fiona (ed.), *Victims, Perpetrators or Actors ? Gender, Armed Conflict and Political Violence*, Zed Books, Londres, 2001, 243 p.

22. Bowen, Thomas Jefferson, *Adventures and Missionary Labours in Several Countries in the Interior of Africa from 1849 to 1856*, Cass, Londres, 1968, 1 359 p.

23. Tilly, Charles, « La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé », *Politix*, vol. 13, n° 49, 2000, pp. 97-122.

24. Crummey, David (ed.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Heinemann, Londres, 1986, 404 p.

25. Akinwumi, Olayemi, « Princes as Highway Men. A Consideration of the Phenomenon of Armed Banditry in Precolonial Borgu », *Cahiers d'études africaines*, 2001, vol. 61, n° 2, pp. 333-350.

26. Révoil, Georges [1885-1888], « Voyage chez les Bénadirs, les Çomalis et les Bayouns en 1882-1883 », *Le Tour du Monde, Nouveau journal des Voyages*, n° 1253-6, 1286-90 & 1459-60, pp.1-80, 129-208 & 385-416.

27. Parce que la livre biafraise n'avait pas cours en dehors de l'enclave indépendantiste, les marchandises nigérianes ont en l'occurrence été achetées en pièces de monnaie dont la plus

grosse valeur faciale correspondait à un shilling, mais qui n'avaient pas été retirées de la circulation quand les autorités fédérales avaient émis de nouveaux billets afin de priver les sécessionnistes d'un accès aux devises étrangères en janvier 1968. Les contrebandiers ont accumulé leur fortune en biens marchands et, après la reddition des Biafrais, ils n'ont même pas été pénalisés par le décret qui obligea les vaincus à déposer toutes leurs liquidités dans des banques en échange d'une compensation forfaitaire et « égalitariste » de 20 livres nigérianes par personne.

28. Gros, Frédéric, *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Gallimard, Paris, 2005, 296 p.

29. Duffield, Mark, « Post-Modern Conflicts : Warlords, Post-Adjustment States and Private Protection », *Civil Wars* vol. 1, n° 1, 1998, pp. 65-102 ; Hoffman, Peter & Weiss, Thomas, *Sword and Salve. Confronting New Wars and Humanitarian Crises*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield, 2006, 272 p. ; Kaplan, Robert, *The Coming Anarchy : Shattering the Dreams of the Post Cold War*, Random House, New York, 2000, 198 p.

30. Darch, Colin, « Are there Warlords in Provincial Mozambique ? Questions of the social base of MNR Banditry », *Review of African Political Economy*, n° 45, 1989, pp. 34-49.

31. Son score s'est ensuite effondré en 2004, comme le parti au pouvoir, situation allant de pair, d'une manière générale, avec l'abstention grandissante d'une population désabusée par la fraude électorale.

32. Ellis, Stephen, *The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, Hurst & Company, Londres, 1999, pp. 56-59, 66 et 196.

33. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Soudan et Somalie : de la fabrication ethnique par la guerre », *Autrepart*, n° 26, 2003, pp. 53-72.

34. Fearon, James & Laitin, David, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, vol. 97, n° 1, 2003, pp. 75-90. Pour des analyses plus classiques qui, au contraire, insistent sur le lien entre discrimination ethnique et propension au conflit, *cf.* Gurr, Ted Robert & Harff, Barbara, *Ethnic conflict in world politics*, Westview, Boulder, 1994, 206 p. ; Gurr, Ted Robert, *Minorities at Risk : a Global View of*

Ethnopolitical Conflicts, United States Institute of Peace Press, Washington, 1993, 427 p.

35. Osman, Abdulahi, *Governance and Internal Wars in Sub-Saharan Africa : Exploring the Relationship*, Adonis & Abbey Publishers, Londres, 2007, 206 p.

36. Berdal, Mats & Malone, David (ed.), *Greed and Grievance : Economic Agendas in Civil Wars*, L. Rienner, Boulder (Co.), 2000, p. 31.

37. Yanacopulos, Helen & Hanlon, Joseph (ed.), *Civil War, Civil Peace*, James Currey, Oxford, 2006, p. 173.

38. Pour des représentants de cette école, *cf.* Anderson, Mary, *Do no Harm : How Aid Can Support Peace or War*, Rienner, L. Boulder, 1999, 160 p. ; Nafziger, Wayne & Auvinen, Juha, *Economic Development, Inequality and War : Humanitarian Emergencies in Developing Countries*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2003, 244 p.

39. Roberts, John Anthony George, « Warlordism in China », *Review of African Political Economy*, n° 45, 1989, pp. 26-33 ; Sheridan, James, *Chinese Warlord*, Stanford University Press, Stanford, 1966, 386 p.

40. Pour une comparaison des changements de perspectives en moins d'une décennie, *cf.* Grossman, Herschel, « A General Equilibrium Model of Insurrections », *American Economic Review*, vol. 81, n° 4, 1991, pp. 912-921 ; Collier, Paul, « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 44, 2000, pp. 839-853. De leur côté, des historiens ont suivi un cheminement parallèle en (re)découvrant, par exemple, la fonction économique de la spoliation et du génocide des Juifs pour financer l'effort de guerre nazi et « acheter » le soutien tacite de l'opinion publique allemande à coups de dégrèvements fiscaux. *Cf.* Aly, Götz [2005], *Comment Hitler a acheté les Allemands. Le IIIe Reich, une dictature au service du peuple*, Flammarion, Paris, 374 p. Les anthropologues, quant à eux, ne sont pas les derniers à s'insurger contre une lecture des conflits contemporains qui, sous prétexte d'objectivité, privilégie l'analyse économétrique et néglige les soubassements symboliques et spirituels des affrontements. *Cf.* Richards, Paul (ed.), *No Peace No War : An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, James Currey, Oxford, 2005, 214 p.

41. Ross, Michael Lewin, « What Do we Know about Natural Resources and Civil War ? », *Journal of Peace Research*, vol. 41, n° 3, 2004, pp. 337-356.
42. Collier, Paul & Hoeffler, Anke, *Greed and Grievance in Civil war*, World Bank, Policy Research Working Paper Washington, n° 2355, 2000, 44 p. Pour une analyse statistique qui s'oppose à ces conclusions et remet en cause la corrélation entre conflit et dépendance à l'égard des matières premières, *cf.* Fearon, James & Laitin, David, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, vol. 97, n° 1, 2003, p. 87.
43. Ross, Michael, « Oil, Drugs and Diamonds : The Varying Roles of Natural Resources in Civil War », *in* Ballentine, Karen & Sherman, Jake (ed.), *The political economy of Armed Conflict : Beyond Greed and Grievance*, Lynne Rienner Publishers, Boulder (Co.), 2003, pp. 47-70. Pour une étude qui s'intéresse plus à la concentration spatiale des ressources naturelles, *cf.* Le Billon, Philippe, « The Political Ecology of War : Natural Resources and Armed Conflicts », *Political Geography*, vol. 20, 2001, pp. 561-584.
44. Ross, Michael Lewin, « The Political Economy of the Resource Curse », *World Politics*, vol. 51, n° 2, 1999, p. 297.
45. Licklider, Roy, « The Consequences of Negociated Settlements in Civil Wars, 1945-93 », *American Political Science Review*, vol. 89, n° 3, 1995, pp. 681-690.
46. Cramer, Christopher, *Civil War Is not a Stupid Thing : Accounting for Violence in Developing Countries*, Hurst, Londres, 2006, p. 122.
47. Ehrenreich, Barbara, *Blood Rites : Origins and History of the Passions of War*, Metropolitan Books, New York, 1997, 292 p.
48. Pour une vision critique de ces biais méthodologiques, *cf.* Lawrence, Peter (mars 2007), « Collier on War and Peace in Africa : Statistics in Command », *Review of African Political Economy*, vol. 34, n° 111, pp. 168-75.
49. Pour une thèse selon laquelle les motivations des combattants sont d'abord politiques avant de sombrer dans le pillage à la faveur des opportunités qu'offre la guerre, *cf.* Arnson, Cynthia & Zartman, William (ed.), *Rethinking the economics of War : the Intersection of Need, Creed, and Greed*, Woodrow Wilson, Washington, Center Press, 2005, 300 p.

50. Homer-Dixon, Thomas, *Environment, Scarcity, and Violence*, Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1999, 253 p.; Suliman, Mohamed, *Ecology, Politics and Violent Conflict*, Zed, Londres, 1999, 298 p. Pour un point de vue critique sur cette théorie, *cf.* Fairhead, James, « The Conflict over Natural and Environmental Resources », *in* Nafziger, Wayne, Stewart, Frances & Väyrynen, Raimo (ed), *War, Hunger, and Displacement : vol. 1, The Origins of Humanitarian Emergencies*, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 147-178; Peluso, Nancy Lee & Watts, Michael (ed.) [2001], *Violent environments*, Cornell University Press, Ithaca (N. Y.), 453 p.; Diehl, Paul Francis & Gleditsch, Nils Petter (ed.), *Environmental Conflict*, Westview Press, Boulder (Colorado), 2001, 343 p.

51. Diamond, Jared, *Guns, Germs, and Steel : the Fates of Human Societies*, Norton, New York, 1997, 480 p.

52. Bruijn (de), Mirjam & Dijk (van), Han, « Natural Resources, Scarcity and Conflict : a Perspective from Below », *in* Chabal, Patrick, Engel, Ulf & Gentili, Anna-Maria (ed.), *Is Violence Inevitable in Africa ? Theories of Conflict and Approaches to Conflict Prevention*, Leiden, Brill, 2005, pp. 55-74; Besteman, Catherine & Cassanelli, Lee (ed.) [1996], *The Struggle for Land in Southern Somalia. The War Behind the War*, Westview Press, Boulder (Colorado), 222 p.

53. Pour des thèses opposées à ce sujet, *cf.* Collier, Paul & Hoeffler, Anke [mai 2000], *Greed and grievance in civil war*, Washington, World Bank, Policy Research Working Paper n° 2355, 44 p. et Nafziger, Wayne & Auvinen, Juha, « Economic Development, Inequality, War, and State Violence », *World Development*, vol. 30, n° 2, 2002, pp. 153-163. À partir de données qui proviennent pourtant des mêmes sources, les premiers minimisent l'importance de l'accès à la terre dans les conflits, tandis que les seconds la valorisent !

L'urbanisation des conflits armés

1. Little, Kenneth, *Urbanization as a Social Process. An Essay on Movement and Change in Contemporary Africa*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1974, pp. 7-19.

2. *Hérodote*, n° 17, « Villes éclatées », 1980, 159 p.
3. Iliffe, John, « The Organization of the Maji Maji Rebellion », *Journal of African History*, vol. 8, n° 3, 1967, pp. 495-512.
4. Tronchon, Jacques, *L'insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*, Maspéro, Paris, 1974, 399 p.
5. Sherman, Richard, *Eritrea. The Unfinished Revolution*, Praeger, New York, 1980, p. 82-83.
6. Collier, Paul, Hoeffler, Anke & Söderbom, Måns, *On the Duration of Civil War*, World Bank, Policy Research Working Paper, Washington, n° 2681, 2001, 29 p.
7. Deutsch, Karl, *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundations of Nationality*, M.I.T. Press, Cambridge (Massachusetts) 1969, p. 77.
8. Buijtenhuijs, Robert, *Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-76*, Mouton, La Haye, 1978, 526 p.; Lanne, Bernard, « Rébellion et guerre civile au Tchad (1965-83) », *Cultures et développement*, vol. 16, n° 3-4, 1984, pp. 757-781; Darbon, Dominique, Du Bois De Gaudusson, Jean & Moyrand, Alain [1989], *Déconcentration et décentralisation administrative en Afrique francophone*, Institut international d'administration publique, Informations et documents, n° 4, Paris, 144 p.
9. Verhaegen, Benoît, *Rébellions au Congo*, Centre de recherches et d'information socio-politiques, Kinshasa-Bruxelles, vol. 1, 1966, p. 421.
10. Furedi, Frank, « The African Crowd in Nairobi. Popular Movements and Elite Politics », *in* Abu-Lughod, Janet & Hay, Richard (ed.), *Third World Urbanization*, Methuen, New York, 1977, pp. 225-240.
11. Twaddle, Michael, « Violence and Rumours of Violence in Uganda during the Early 1980's », *Cambridge Anthropology*, vol. 13, 1989, n° 2, p. 32.
12. Feit, Edward, « Urban Revolt in South Africa : a Case Study », *Journal of Modern African Studies* vol. 8, n° 1, 1970, pp. 55-72; Austen, Ralph, « Social Banditry and Other Heroic Criminals : Western Models of Resistance and their Relevance for Africa », *in* Crummey, David (ed.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Heinemann, Londres, 1986, p. 101.
13. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Violences au KwaZulu-Natal », *Afrique contemporaine*, n° 180, 1996, pp. 84-98; *Violence*

et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria, un essai de privatisation : Durban, Johannesburg, Kano, Lagos et Port Harcourt, L'Harmattan, Paris, 2 vol. 1997, 303 p. et 479 p.; « La violence urbaine à Johannesburg et Durban, de la révolte du ghetto à la criminalité », *in* Onana, Jean-Baptiste (ed.), *Questions urbaines en Afrique du Sud*, L'Harmattan, Paris, 1999, pp. 195-299.

14. Diakite, Sidiki, *Violence technologique et développement en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1985, p. 88.

15. Iliffe, John, *The African Poor, a History*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p. 233.

16. Guyer, Jane (ed.), *Feeding African Cities : Studies in Regional Social History*, International African Institute, Londres, 1987, 249 p.

17. Calas, Bernard, *Kampala, la ville et la violence*, Karthala, Paris, 1998, p. 72.

18. Low, Donald Anthony, *Eclipse of Empire*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, p. 209.

19. Lopes, Carlos, *Etnia, Estado e Relações de Poder na Guiné-Bissau*, Edições 70, Lisbonne, 1982, p. 91.

20. Dogan, Mattei & Kasarda, John, *The Metropolis Era*, vol. 1, Sage, Newbury Park, Californie, 1988, p. 339.

21. Cobb, Richard, *La protestation populaire en France (1789-1820)*, Calmann-Lévy, Paris, 1975, pp. 281 et 316.

22. Cahen, Michel, « Syndicalisme urbain, luttes ouvrières et question ethnique à Luanda : 1974-1977 », *in* Cahen, Michel (ed.), *Bourgs et villes en Afrique lusophone*, L'Harmattan, Paris, 1989, pp. 200-279.

23. Bruneau, Jean-Claude, « Les quartiers de Lubumbashi (Zaïre) », *Travaux et documents de géographie tropicale*, n° 58, 1987, pp. 1-48.

24. Gascon, Alain, « Les "bastides" d'Éthiopie, les villes fortes de Menilek dans le sud de l'Éthiopie et l'urbanisation contemporaine », *in* Orstom (ed.), *Tropiques, lieux et liens*, Orstom, Paris, 1989, pp. 435-444.

25. Calas, Bernard, « La violence et ses conséquences urbaines à Kampala », *Politique africaine*, n° 42, 1991, p. 32.

26. *Le Monde*, 9 janv. 1999, p. 8 et du 12 janv. 1999, p. 11.

27. Wells, Julia, « The War of Degradation : Black Women's Struggle against Orange Free State Pass Laws, 1913 », *in*

Crummey, David (ed.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa,* Heinemann, Londres, 1986, p. 256.

28. Zelinski, Wilbur, « The Impasse in Migration Theory », *in* Morisson, Peter (ed.), *Population Movements : their Forms and Functions in Urbanization and Development*, Ordina, Liège, 1983, pp. 19 46.

29. Hodges, Tony, « Africa's Refugee Crisis », *Africa Report,* vol. 29, n° 1, 1984, p. 8; Kibreab, Gaim [déc. 1996], « Eritrean and Ethiopian Urban Refugees in Khartoum : What the Eye Refuses to See », *African Studies Review,* vol. 39, n° 3, p. 154; *Refugees Magazine,* n° 1, 1982, p. 35; Loren (ed.), Landau, *Forced Migrants in the New Johannesburg : Towards a Local Government Response,* University of the Witwatersrand, Johannesburg, 2004, p. 19.

30. Carey-Wood, Jenny, Duke, Karen & Karn, Valeria, *The Settlement of Refugees in Britain*, Home Office, Research findings, Londres, n° 16, 1995, p. 21.

31. Calas, Bernard, *Kampala, la ville et la violence*, Karthala, Paris, 1998, p. 221.

32. « L'espace urbain, rappelle ainsi Émile Le Bris, est un enjeu crucial, donc un révélateur, des stratégies concurrentes et de rapports de pouvoir mettant aux prises, schématiquement, trois types de protagonistes : les acteurs étatiques ou para-étatiques des politiques urbaines; les différentes couches de propriétaires (bourgeoisie d'État, moyenne et petite bourgeoisie de vieux citadins, propriétaires fonciers à titre coutumier des vieux villages englobés par la ville ou des communautés rurales rejointes par elle); enfin, les différentes couches de non-propriétaires (paysans sans terre et néo-citadins, locataires, squatters ou propriétaires à titre précaire et mal défini). » *Cf.* Le Bris, Émile, Marie, Alain, Osmont, Annik & Sinou, Alain, *Famille et résidence dans les villes africaines : Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé,* L'Harmattan, Paris, 1987, p. 266.

33. Chambers, Robert, « What the Eye does not See : Rural Refugees in Africa », *Disasters,* vol. 3, n° 4, 1979, pp. 6-10.

34. Castells, Manuel, *The City and the Grassroots, a Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements,* University of California Press, Berkeley, 1983, p. 183.

35. World Bank, *Somalia : Socio-Economic Survey 2002,* United Nations Development Programme, New York, 2003, 109 p.

36. *Le Monde,* 22 oct. 1998, p. 5.

37. Calas, Bernard, « La violence et ses conséquences urbaines à Kampala », *Politique africaine,* n° 42, 1991, p. 34 ; Calas, Bernard, *Kampala, la ville et la violence,* Karthala, Paris, 1998, p. 226.

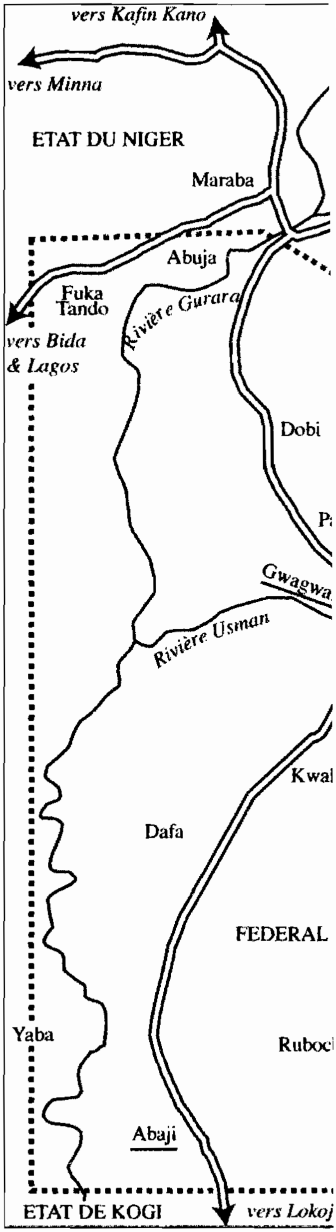
38. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Kigali après la guerre : la question foncière et l'accès au logement », *Les dossiers du Ceped,* n° 57, 2000, 36 p.

39. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Réfugiés, insertion urbaine et modes de mobilisation : l'exemple de Monrovia en guerre », *Canadian Journal of African Studies,* vol. 35, 2001, n° 3, pp. 518-544.

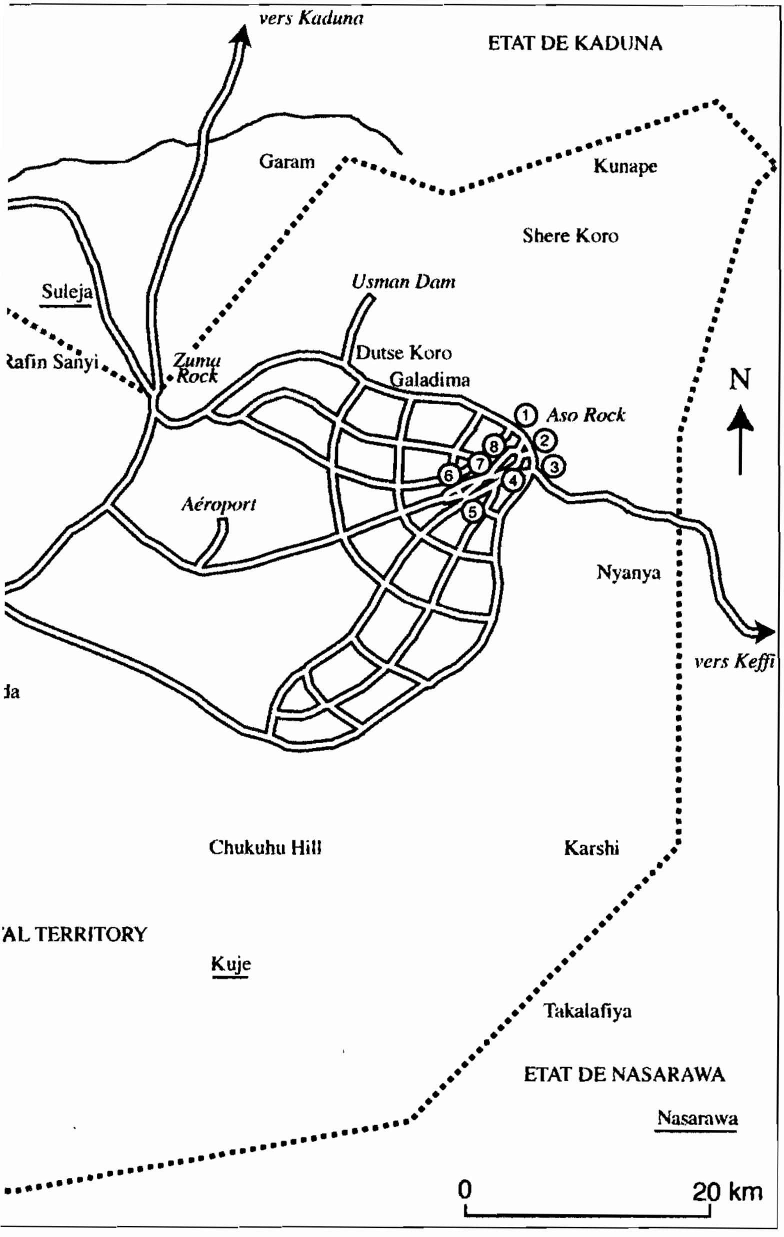
Carte 1 : Les sites du pouvoir formel à Abuja

Cours d'eau
Axe routier
Limites administratives du Federal Capital Territory
Yaba — Lieu-dit
Abaji — Chef-lieu de collectivité locale

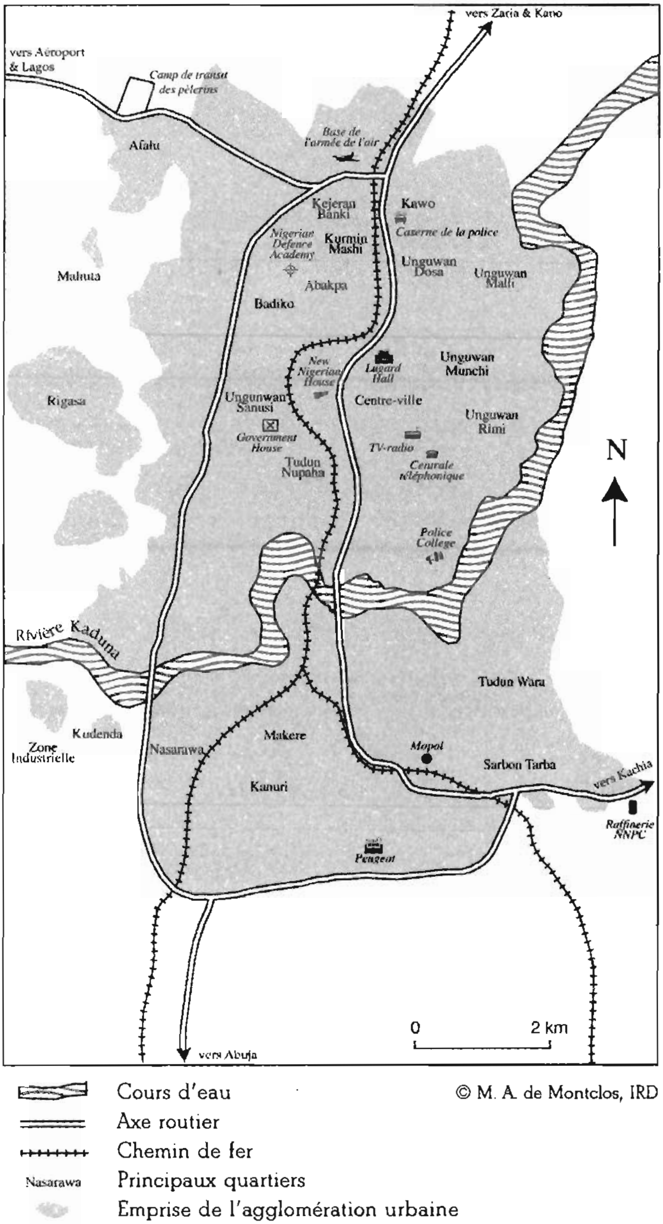
① Complexe présidentiel
② Assemblée nationale
③ Complexe judiciaire
④ Ministères
⑤ Télévision
⑥ Ambassades
⑦ Grande mosquée
⑧ Bureau de représentation des États



© M. A. de Montclos, IRD


vers Kaduna
ETAT DE KADUNA
Garam
Kunape
Shere Koro
Suleja
Usman Dam
Zuma Rock
Dutse Koro
Galadima
N
1
Aso Rock
2
8
3
7
6
4
5
Aéroport
Nyanya
vers Keffi
Chukuhu Hill
Karshi
AL TERRITORY
Kuje
Takalafiya
ETAT DE NASARAWA
Nasarawa
0
20 km

Carte 2 : Les sites du pouvoir « invisible » à Kaduna



© M. A. de Montclos, IRD

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS

ADF : *Allied Democratic Forces* (Forces démocratiques alliées)
ANC : *African National Congress* (Congrès national africain)
CIA : *Central Intelligence Agency* (Agence centrale de renseignements)
CICR : Comité international de la Croix-Rouge
Cimade : Comité inter-mouvements auprès des évacués
Farc : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (Forces armées révolutionnaires de Colombie)
FMI : Fonds monétaire international
FNJ : Front national pour la justice
FNLA : *Frente Nacional de Libertação de Angola* (Front national de libération de l'Angola)
FPLE : Front populaire de libération de l'Érythrée
HCR : Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

KGB : *Komitet Gosudarstvennoy Bezopasnosti* (Comité de sécurité de l'État)
LRA : *Lord Resistance Army* (Armée de résistance du Seigneur)
MPLA : *Movimento Popular de Libertação de Angola* (Mouvement populaire de libération de l'Angola)
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
OUA : Organisation de l'unité africaine
PCDP : Parti comorien pour le développement et le progrès
PKK : *Partiya Karkeren Kurdistan* (Parti des travailleurs du Kurdistan)
PNB : Produit national brut
RAF : Fraction armée rouge
Renamo : *Resistência Nacional Mozambicana* (Résistance nationale mozambicaine)
RFI : Radio France internationale
RUF : *Revolutionary United Front* (Front révolutionnaire uni)
RMI : Revenu minimum d'insertion
SNM : *Somali National Movement* (Mouvement national somali)
SPLA : *Sudan People's Liberation Army* (Armée populaire de libération du Soudan)
Unicef : Fonds des Nations unies pour l'enfance
Unita : *União Nacional para a Independência Total de Angola* (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola)
VIH : Virus de l'immuno-déficience humaine

TABLE DES MATIÈRES

Du même auteur

Le Nigeria, Karthala, coll. « Méridiens », Paris, 1994, 323 p.

Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria, un essai de privatisation : Durban, Johannesburg, Kano, Lagos et Port Harcourt. L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », Paris, 1997, 2 vol., 303 p. & 479 p.

L'aide humanitaire, aide à la guerre ? Complexe, Bruxelles, 2001, 208 p.

Villes et violences en Afrique subsaharienne, Karthala-IRD, Paris, 2002, 311 p.

Diaspora et terrorisme, Presses de Sciences-Po, Paris, 2003, 264 p.

• • • SAGIM • CANALE • • •

Achevé d'imprimer en novembre 2007
sur rotative Variquik
à Courtry (77181)

Imprimé en France

Dépôt légal : novembre 2007
N° d'impression : 10508

L'imprimerie Sagim-Canale est titulaire de la marque
Imprim'vert® 2007

DARFOUR, TCHAD, CÔTE D'IVOIRE, COLOMBIE, IRAK, AFGHANISTAN... CES RÉGIONS SONT SYNONYMES D'AFFRONTEMENTS SAUVAGES, DE RAPINES, DE VIOLS ET D'ASSASSINATS.

POUR AUTANT, LES CONFLITS SONT, SELON TOUTE VRAISEMBLANCE, MOINS MEURTRIERS ET MOINS NOMBREUX QU'AUTREFOIS. LES RÉDUIRE À UNE SIMPLE AFFAIRE CRIMINELLE SERAIT PAR AILLEURS TROMPEUR. DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, ILS CONTINUENT EN EFFET D'ÊTRE MOTIVÉS PAR DES CAUSES POLITIQUES ET SOCIALES TOUT À LA FOIS.

MARC-ANTOINE DE MONTCLOS, POLITOLOGUE ET SPÉCIALISTE DES CONFLITS ARMÉS, NOUS DÉMÊLE L'ÉCHEVEAU DES IDÉES REÇUES SUR LES GUERRES DU SUD ET AIDE À MIEUX COMPRENDRE CES EXPLOSIONS APPAREMMENT SPONTANÉES ET INCONTRÔLABLES.

9 782710 707561